

CAMEROON ENVIRONMENTAL WATCH

L'Observatoire de l'Environnement du Cameroun

CEW

BP 12 340 Yaoundé

Tel : (237) 31 04 35

Tel : (237) 23 07 45

Email : eredca.cew@camnet.cm

**PROGRAMME REGIONAL DE L'AFRIQUE CENTRALE POUR
L'ENVIRONNEMENT**

**CENTRAL AFRICAN REGIONAL PROGRAM FOR THE ENVIRONMENT
(CARPE)**

**PROJET «EVALUATION ET CARTOGRAPHIE DE L'EXPLOITATION
FORESTIERE INDUSTRIELLE AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE
DU DJA (CAMEROUN) ».**

RAPPORT FINAL



Le programme d'appui à la biodiversité, regroupant le World Wildlife Fund, INC., The Nature Conservancy et le World Resources Institute, nous a apporté son concours, avec un financement de l'Agence Américaine de Développement International

Avec le soutien du Projet ECOFAC – DJA

Yaoundé le 28 janvier 2000

TABLE DE MATIERES

TABLE DE MATIERES.....	2
LISTE DES FIGURES	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES ABREVIATIONS	7
PARTIE I	8
PARTIE II	12
I- DESCRIPTION DU PROJET	12
A- Objectifs d'origine du projet.....	12
B- Objectifs accomplis	12
II- PRESENTATION DES RESULTATS	15
A- CADRE GEOGRAPHIQUE ET STATUTS DE LA RESERVE.....	15
1- Localisation géographique. (figure 1.).....	15
2- localisation administrative.....	15
3- Contexte éco-géographique	16
4- Contexte du Dja par rapport au réseau d'aires protégées du pays.	17
5- Statuts de la réserve de biosphère du Dja et changements intervenus	17
B- APERCU DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES EN MATIERE D'EXPLOITATION FORESTIERE.....	18
C- STATUTS ET EVOLUTION DE LA SITUATION DES TITRES D'EXPLOITATION FORESTIERE	22
1- Les licences	22
2- Les Unités Forestières d'Aménagement (UFA)	26
D- EVOLUTION DES VOLUMES ABATTUS PAR TITRE	29
1- Licences (Figure 9 et 10).....	29
2- Ventes de coupe (Figure 11 et 12).....	29
3- Autorisations de récupération de bois (Figure 13 et 14)	34
E- EVOLUTION DES VOLUMES ABATTUS PAR ESSENCE.....	34
1- Licences	34
2- Ventes de coupe	36
3- Autorisations de récupération de bois	37
4- Unités Forestières d'Aménagement	37
F- LES UNITES DE TRANSFORMATION.....	37
1- Localisation spatiale. (Figure 15).....	39
2- Les capacités de transformation	39
3- Volumes transformés	44
G- IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	44

1- Les taxes et redevances recouvrées	44
2- Les réalisations socio - économiques	48
H- IMPACT ECOLOGIQUE DE L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	50
1- Méthodologie utilisée	50
2- Résultats obtenus	52
I- ACTEURS, INTERVENANTS ET MOTIVATIONS	53
1- Exploitants forestiers	54
2- Populations locales: Changement de perceptions.....	58
3- Elites locales.	60
J- INCIDENCES DU PROJET SUR LA CONSERVATION	61
1- Incidence du projet sur la conservation.....	61
2- Participation locale	61
3- Formation et information environnementales	62
K- RECOMMANDATIONS DU PROJET	63
1- Constats :	63
2- Recommandations du projet	64
L- CONTRAINTES ET DIFFICULTES RENCONTREES	65
1- Pendant la préparation de la mission	65
2- Déploiement sur le terrain	65
M- LISTE DES MATERIELS	66
N- SUIVI RECOMMANDE DU PROJET	66
ANNEXES	67
ANNEXE 1 : ETAT DES LICENCES AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA...68	
ANNEXE 2. ETAT DES UFA AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA.....69	
ANNEXE 3.ETAT DES VENTES DE COUPE AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA.....	70
ANNEXE 4. ETAT DES TAXES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR EXPLOITANT	75
ANNEXE 6. EVOLUTION COMPARATIVE DE LA PRODUCTION PAR ESSENCE ET ZONE CONCERNEE	83
ANNEXE 7.EVOLUTION COMPARATIVE DE LA PRODUCTION PAR ESSENCE ET PAR ZONE CONCERNEE	85
ANNEXE 8. STATISTIQUES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR TITRE ET PAR DEPARTEMENT CONCERNE	88
ANNEXE 9.STATISTIQUES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR TITRE ET PAR DEPARTEMENT CONCERNE	89
ANNEXE 11 a. SITUATION DES VENTES DE COUPE DANS LE DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO	92
ANNEXE 12 a. SITUATION DES LICENCES ET VENTES DE COUPE AU COURS DE L'EXERCICE 91/92.	93

ANNEXE 12 b. CERTIFICATS D'ASSIETTE DE COUPE OCTROYES AU COURS DE L'EXERCICE 1997/1998 DANS LE HAUT-NYONG	93
ANNEXE 12 c. SITUATION DE COUPE DE L'EXERCICE 1997/1998 DANS LE DEPARTEMENT DU HAUT-NYONG	94
ANNEXE 12 d. SITUATION DES AUTORISATIONS DE RECUPERATION DE BOIS DE L'EXERCICE 97/ 98 DANS LE DEPARTEMENT DU HAUT -NYONG	96
ANNEXE 13. STATISTIQUES SABE LIC 1835	97
ANNEXE 14. STATISTIQUES D'ABATTAGE SEBC LIC 1805	98
ANNEXE 15. STATISTIQUES D'ABATTAGE J PRENANT LIC 1812	99
ANNEXE 16. STATISTIQUES : PALLISCO LIC. 1803.....	99
ANNEXE 17. STATISTIQUES D'ABATTAGE BOITEX VC 10 02 48.....	100
ANNEXE 18. STATISTIQUES D'ABATTAGE FORMEK VC 10 02 09	100
ANNEXE 19. STATISTIQUES D'ABATTAGE E M D VC 10 02 05.....	101
ANNEXE 20. STATISTIQUES D'ABATTAGE SCNB VC 10 02 11	101
ANNEXE 21. STATISTIQUES D'ABATTAGE EQUATO BOIS VC 10 02 12	102
ANNEXE 22. STATISTIQUES D'ABATTAGE APRODE VC 10 02 59.....	102
ANNEXE 23. STATISTIQUES MPONENGANG R. VC 10 02 13	103
ANNEXE 24. VC 10 02 13 MPONENGANG R 97/98.....	104
ANNEXE 25. VC 10 02 13 MPONENGANG R 97/98.....	105
ANNEXE 26 a. MPONENGANG R VC 10 02 13.....	106
ANNEXE 26 b. MPONENGANG R VC 10 02 13.....	106
ANNEXE 27. STATISTIQUES D'ABATTAGE DDEFHN.....	107
ANNEXE 28. STATISTIQUES D'ABATTAGE DDEF- HN	108
ANNEXE 29. STATISTIQUES DE TRANSFORMATION	109
ANNEXE 30. EXPORTATION HAUT-NYONG 91/92	110
ANNEXE 31. STATISTIQUES ENTREE DES GRUMES A L'USINE.....	110
ANNEXE 32 . MODELE DE PLANIFICATION DES ACTIVITES DE TERRAIN.....	111

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Localisation de la zone d'étude. -----	14
Figure 2. Situation de l'exploitation forestière par rapport à la Réserve de Faune et de Chasse du Dja en 1959. -----	20
Figure 3. Evolution des permis d'exploitation autour de la Réserve de Faune et de Chasse du Dja (1959-1971)-----	21
Figure 4. Situation des permis d'exploitation forestière autour de la Réserve du Dja en 1971. -----	23
Figure 5. Etat des licences autour de la Réserve de Biosphère du Dja. (Février 1999) -----	24
Figure 6. Situation des licences autour de la Réserve de Biosphère du Dja. (Janvier 2000)-	25
Figure 7. Distribution des UFA autour de la Réserve de Biosphère du Dja (Février 1999) -	27
Figure 8. Situation des UFA autour de la Réserve de Biosphère du Dja -----	28
Figure 9. Evolution des volumes abattus dans les licences de 1994-1998.-----	31
Figure 10. Volumes abattus par licence en % par an. -----	31
Figure 11. Evolution des volumes abattus dans les ventes de coupe (1995-1998)-----	32
Figure 12. Volumes abattus par vente de coupe en % par an. -----	32
Figure 13. Evolution des volumes abattus dans les ARB (1995-1998) -----	33
Figure 14. Volumes abattus par ARB en % par an -----	33
Figure 15. Répartition spatiale des scieries autour de la Réserve du Dja. -----	38
Figure 16. Evolution des volumes transformés par les unités (1993- 1998) -----	40
Figure 17. Volumes transformés par exercice en % par unité.-----	40
Figure 18. Evolution des exportations pour les licences.-----	41
Figure 19. Evolution des exportations en % par licence. (1993- 1998)-----	41
Figure 20. Evolution des exportations pour les ventes de coupe. (1993-1998) -----	42
Figure 21. Evolution des exportations par vente de coupe en %. (1993-1998) -----	42
Figure 22. Evolution des exportations pour les ARB -----	43
Figure 23. Evolution des exportations pour les ARB en %. (1996-1998) -----	43
Figure 24. Evolution des taxes d'abattage payées pour les licences en 1990- 1998-----	46
Figure 25. Taxes d'abattage payées en Fcfa en % par société par an (1990-1998)-----	46
Figure 26. Evolution des taxes fixes payées en Fcfa pour les licences. (1990-1998)-----	47
Figure 27. Taxes fixes payées en Fcfa et en % par société. (1990-1998)-----	47
Figure 28. Sites inventoriées à la périphérie de la RBD-----	51

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Evolution des volumes abattus par licence et par année (m3).....	30
Tableau 2. évolution des volumes abattus par vente de coupe et par année (m3).....	30
Tableau 3. évolution des volumes abattus par autorisation de récupération de bois et par année (m3).....	30
Tableau 4: Volume total abattus en 1997/98 (nombre de pieds)	34
Tableau 5: Volume total abattus en 1997/98 (en m3).....	34
Tableau 6: Volumes exploités pour 7 essences dans 6 licences en 1997/98.....	35
Tableau 7. Les 3 espèces les plus sollicitées dans ces licences.....	36
Tableau 8. Volumes exploités pour 7 essences dans 8 Ventes de coupe en 1997/98	36
Tableau 9. Les 3 espèces les plus sollicitées dans ces ventes de coupe	37
Tableau 10. Volumes exploités pour 7 essences dans 8 Ventes de coupe en 1997/98	37
Tableau 11. Unités de transformation.....	39
Tableau 12. Taxes d'abattage payées par licence et par an (fcfa)	45
Tableau 13. Taxes fixes payées par licence et par an (fcfa).....	45
Tableau 14. Evolution des exportations par licence et par an en m3.....	45
Tableau 15. Données sur l'impact socio-économique de l'exploitation forestière	48
Tableau 16. Densité (tiges/ha) des espèces de forêts secondaires dbh \geq 10 cm.	53
Tableau 17. Etat des permis de coupe dans le district de Somalomo	55
Tableau 18. Projets de forêts communautaires dans la district de Somalomo	56

LISTE DES ABREVIATIONS

AC Ren : Assiette de coupe Renouvelée.

AC : Assiette de coupe.

ARB : Autorisation de Récupération du Bois.

CARPE: Programme Régional de l'Afrique Centrale pour l'Environnement

CEW : Cameroon Environmental Watch

DDEF : Délégation Départementale de l'Environnement et Des Forêts.

DDEFHN : Délégation Départementale de l'Environnement et des Forêts du Haut-Nyong.

DFAP : Direction de la Faune et des Aires Protégées.

DME : Diamètre Minimum d'Exploitabilité.

DPEFE : Délégation Provinciale de l'Environnement et des Forêts de l'Est.

ECOFAC : Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale.

INC : Institut National de Cartographie.

IRD : Institut de Recherche pour le Développement.

JE : Jamais Exploité.

Lic1805 : Licence N° 1805.

MAB : Man and Biosphere Programme.

MINEF : Ministère de l'Environnement et des Forêts

MINTOUR : Ministère du Tourisme.

N° DN : Numéro de décision.

NP : Nombre de Pieds.

ONADEF : Office National de Développement des Forêts.

ORSTOM : Office Français de Recherche Scientifique et Technique pour le Développement en
Coopération.

PFC : Poste Forestier et de Contrôle de la Chasse.

PGDFC : Projet de Gestion et Développement Durable des forêts Camerounaises.

RBD : Réserve de Biosphère du Dja.

SAC : Situation à Clarifier.

SIGIF : Système Informatique de Gestion des Informations Forestières

UFA : Unité Forestière d'Aménagement

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature de ses Ressources.

VC : Vente de Coupe.

WWF/CPO : World Wide Fund for Nature / Cameroon Project Office.

PARTIE I

1- Titre du projet : Projet «évaluation et cartographie de l'exploitation forestière industrielle autour de la réserve de biosphère du Dja ».

2-Principal Responsable de l'étude : Dr Roger NGOUFO

Directeur, Cameroon Environmental Watch BP 12 340 Yaoundé

Tel : (237) 31 04 35

Fax : (237) 23 07 45

Email : eredca.cew@camnet.cm

3-Durée du projet : du 01 novembre 1998 au 31 décembre 1999

4-Période couverte par le rapport : rapport final (01 novembre 1998 à 31 janvier 2000)

5-Budget Total du projet : 13 823 620 FCFA

6- Le projet bénéficie de l'appui logistique du Programme ECOFAC-Dja
(fourniture de véhicules tout terrain pour les missions)

7- Résumé du rapport

Le présent rapport constitue le document définitif qui fait état des résultats des activités menées dans le cadre du projet « Evaluation et cartographie de la Situation de l'Exploitation Forestière Industrielle autour de la Réserve de Biosphère du Dja », conformément à l'Accord de collaboration tripartite entre le CEW, CARPE et ECOFAC signé le 10/08/ 1998 et à l'Accord de subvention CEW-CARPE n° MC 15 du 15/10 1998.

Il offre tout d'abord une synthèse de la série des trois rapports intermédiaires , produits par le CEW, mais, il se présente également comme une tentative d'analyse de la problématique de la compatibilité ou de l'incompatibilité de l'exploitation forestière « de périphérie » avec la conservation de la réserve de biosphère du Dja ; Cette question rentre en droite ligne des préoccupations actuelles du Projet ECOFAC qui œuvre à l'élaboration du plan d'aménagement de la Réserve .

Le projet a permis de faire une mise au point sur l'état et la situation évolutive des titres d'exploitation depuis les anciens permis des années 1970 jusqu'au UFA actuels ; Il apparaît nettement que c'est à partir de 1971 qu'on dispose des preuves attestant l'activité d'exploitation forestière dans la périphérie immédiate du Dja ;

Par ailleurs, depuis 1971, l'exploitation forestière y a connu une dynamique spatiale remarquable dans laquelle certains sites ont pu être exploités tour à tour comme permis, puis licences et aujourd'hui mutés plus ou moins partiellement en UFA.

Le projet aura aussi permis de recueillir sur les activités d'exploitation forestière qui se sont déroulées ces dernières années en périphérie de la Réserve de biosphère du Dja, des données importantes qui concernent :

- La production

- Nombre de pieds et volumes abattus
- Volume de grumes exportées
- Volume transformé

Ces statistiques couvrent trois unités administratives :

- Le département du Dja et Lobo
- Le département du Haut-Nyong
- Le département du Nyong et Mfoumou

En suivant une approche évolutive et comparative ,nous avons conçu des tableaux pour constituer une base de données .

- Taxes forestières

Les statistiques obtenues nous ont également permis de concevoir des tableaux sur l'état de paiement des taxes forestières par les exploitants forestiers.

- Les données « Listing »

Les données « Listing » présentent une liste des exploitants forestiers dont les titres sont expirés ou sont en activité autour de la réserve de biosphère du Dja. Ainsi, un tableau a été conçu en s'inspirant du canevas de présentation de l'administration forestière.

- Réalisations socio-économiques

Des cahiers de charge d'exploitants ont été consultés. Des bilans de réalisations détaillées ont été établis pour certaines sociétés ; Pour le reste des réalisations, elles se

résument parfois à des écoles aux bâtiments sommaires, stades de football, édifices religieux, ponts sommaires ..

-Autres données

Quelques résultats d'inventaires réalisés par des exploitants forestiers ont été relevés, question d'avoir une idée de la grille des essences à exploiter demandées par l'exploitant forestier et de celle des essences autorisées pour l'exploitation.

En outre, on a pu relever quelques questionnements sur la situation de certaines ventes de coupe. Les statistiques d'abattage par zone d'exploitation forestière (I, II, III), par province ont également été obtenues sur une période de deux (2) ans . Il a été néanmoins possible d'obtenir les statistiques d'abattage sur une période de trois ans pour le Dja et Lobo.

Les données recueillies nous ont permis dans la phase préliminaire de réaliser les documents cartographiques thématiques suivants:

1. carte du réseau routier
2. carte de distribution des UFA autour de la RBD
3. carte de la situation des licences autour de la RBD
4. carte de la situation des ventes de coupe autour de la RBD

Certaines de ces cartes se retrouvent reprises et améliorées dans le présent rapport ; D'autres cartes nouvelles et des graphiques ont été conçus et réalisés dans le souci de fournir une image plus claire de la réalité de l'exploitation forestière autour du Dja et son caractère dynamique comme peuvent en témoigner les séries chronologiques de cartes de licences et d'UFA.

En ce qui concerne l'incidence du projet sur la conservation, il convient de noter que depuis la fin de la première phase, les résultats sont progressivement exploités par ECOFAC dans le cadre des actions de sensibilisation et de mise en œuvre du plan D'aménagement et de gestion de la Réserve ; Aussi , la participation d'ECOFAC à ce projet aura toujours été active ; Une bonne partie de l'information environnementale générée a été progressivement publiée dans le MOABI, journal d'ECOFAC et dès les mois à venir CARPE Infos recevra du CEW des propositions de papiers pouvant permettre de diffuser d'autres résultats du projet. Bien entendu déjà, comme pour le rapport intermédiaire 1, ECOFAC , CARPE et UICN pourront utiliser les résultats de l'étude. Par exemple, Le projet ECOFAC, lors de la conférence des Chefs d'Etats d'Afrique Centrale sur les forêts ,a

retenu certaines de ces cartes pour meubler son exposition. Par ailleurs un Box (encadré) sur le DJA sera publié dans le premier rapport d'état des lieux de Global Forest Watch Cameroon.

Le projet a permis aux jeunes du CEW d'acquérir une expérience dans la collecte et l'organisation des données dans le cas d'une activité sensible et de se former progressivement à la cartographie forestière avec des logiciels tels que Corel draw et Mapinfo qui sont le point de départ d'un système d'information Géographique (SIG) ; on espère également avoir un mémoire de maîtrise soutenu à l'Université de Yaoundé I avec l'appui du projet.

L'étude conclut sur la nécessité de soutenir le processus de négociation et de dialogue entamé avec divers acteurs par ECOFAC en vue d'arriver à l'établissement de normes d'exploitation en périphérie des aires protégées ; De même , il faudrait penser à un suivi continu sans lequel la dynamique de l'état des titres ne saurait être maîtrisée. Enfin il faut davantage mettre en cohérence les textes nationaux et les conventions internationales qui touchent de près ou de loin la réserve.

PARTIE II

I- DESCRIPTION DU PROJET

A- Objectifs d'origine du projet

Le projet d'évaluation et de cartographie de l'exploitation forestière industrielle autour de la réserve de Biosphère du Dja entend apporter une contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion de la Réserve de Biosphère du Dja en cours de préparation dans le cadre du programme ECOFAC(Union Européenne). La question de l'exploitation forestière dans la zone attenante à la réserve est un sujet de préoccupation majeure qui a suscité les objectifs spécifiques suivants :

- Etablir et mettre à jour le statut des différents titres d'exploitation forestière existant autour de la réserve ;
- Relever les statistiques de production sur une période de dix (10) ans (1987/1997) ;
- Evaluer l'impact socio-économique de cette activité dans la périphérie de la réserve ;
- Dresser une cartographie de la situation régionale actuelle de l'exploitation forestière industrielle dans ce massif forestier ;
- Identifier les motivations des exploitants par rapport à la possibilité de participer à la gestion durable du massif ;
- Proposer une méthodologie de suivi de l'exploitation forestière et d'évaluation des impacts écologiques de cette activité.

B- Objectifs accomplis

Conformément aux objectifs ci-dessus et à la méthodologie générale retenue pour l'ensemble du projet, les activités de collecte et de recoupement des sources de données se sont déployées en changeant les échelles ; Les instruments principaux utilisés auront été le suivi des données d'archives et bien entendu le travail de terrain.

Parmi les activités menées à cet effet figurent les contacts habituels avec l'administration de l'Environnement et des Forêts et le projet ECOFAC/Dja .Ce dernier a assuré la logistique et contribué à la facilitation des missions à travers des lettres d'introduction auprès des principaux acteurs des questions forestières ce, conformément à

l'Accord de collaboration ECOFAC/CARPE/CEW du 10/08/1998. La réunion de restitution organisée par le Représentant du programme CARPE au Cameroun, Nicodème TCHAMOU, le 16 avril 1999 au siège du WWF/CPO a été également un cadre de discussion et d'échanges permettant de partager avec plusieurs autres institutions et partenaires les préoccupations et les actions en cours dans le cadre du projet. Depuis l'ouverture des bureaux de CARPE à Yaoundé, nos contacts se sont multipliés et se traduisent par des séances de travail, des séances de concertation ou la participation à des ateliers de restitution de recherche d'autres partenaires(faune, cartographie participative ...).

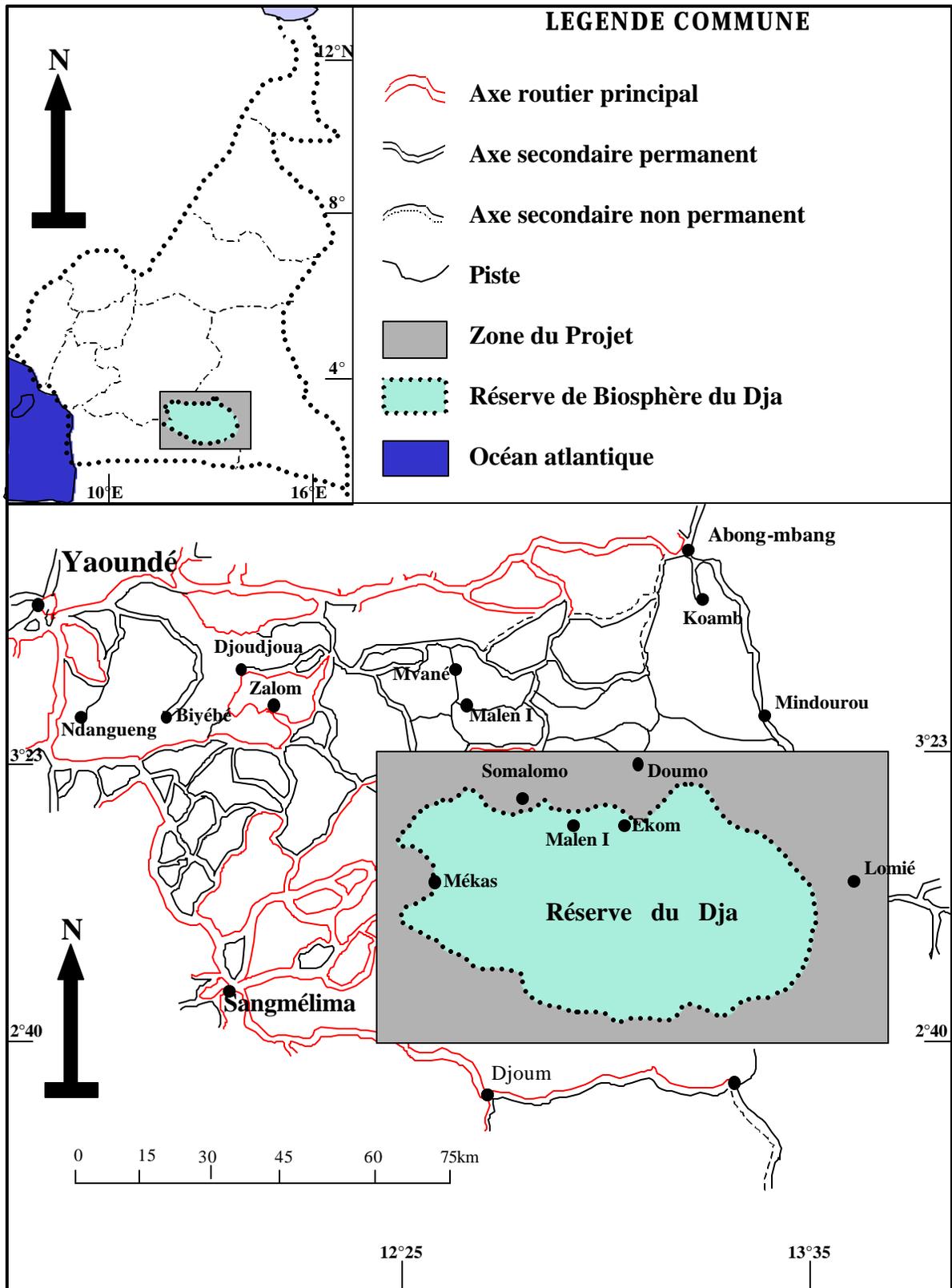
Pour les opérations de terrain nous avons toujours eu une démarche simple : De la Direction des forêts, aux sections départementales des forêts, puis aux postes forestiers et de chasse, et enfin aux mairies et sous-préfectures, il s'agissait de poursuivre les objectifs spécifiques ci-après :

- Confronter les données et statistiques produits à des échelles différentes.
- collecter des éléments sur l'impact socio-économique de l'exploitation forestière industrielle autour de la réserve entre autres à travers des observations directes et des entretiens avec les autorités administratives et les populations locales. Pour ce faire un calendrier prévisionnel a été élaboré.

Le rapport final intervenant au moment où nous avons déjà produit les 3 rapports intermédiaires, les activités de cette phase finale ont consisté en :

- une nouvelle recherche d'archives sur l'exploitation forestière entre 1959 et 1971.
- synthèse et analyse des données déjà collectées
- Finalisation des documents graphiques et cartographiques
- Finalisation de l'esquisse méthodologique de l'étude des impacts de l'exploitation forestière sur les ligneux
- Analyse globale et esquisse des recommandations.

Figure 1. Localisation de la zone du projet.



Conception et réalisation : Cameroon Environmental Watch (CEW)
avec l'appui des programmes CARPE et ECOFAC, Janvier 2000.

II- PRESENTATION DES RESULTATS

A- CADRE GEOGRAPHIQUE ET STATUTS DE LA RESERVE

1- Localisation géographique. (figure 1.)

Située entre 2°40' et 3°23' de latitude nord et 12°25' et 13°35' de longitude Est, la réserve de Biosphère du Dja, d'une superficie de 526 000 ha, se trouve au Sud-Est de Yaoundé.

La réserve de biosphère du Dja est enserrée par une boucle naturelle formée par la rivière Dja et appelée boucle du Dja. La région est marquée par un réseau routier très dense à l'Ouest et au nord ouest et très lâche à l'Est et au Sud. Les agglomérations les plus importantes sont respectivement Sangmélina (à 55 km de la réserve) à l'ouest, Djoum (à 30 km) au Sud et Lomié (à 3 km) à l'Est.

La densité de population de la zone attenante reste encore très faible, soit environ 2,8 hab/km² (de Wachter, 1994) dans la boucle nord du Dja. L'ethnologie de la région distingue quatre groupes sédentaires: les Badjoué et les Nzimé qu'on retrouve à l'Est et Nord; les Bulu et les Fang qui occupent les parties Ouest et Sud, et deux groupes semi-nomades constitués des Baka et des Kaka qui présentent une distribution disparate dans l'espace. ces groupes, suivant leur densité, exercent une pression sur les ressources naturelles; dans le pays Bulu à l'Ouest, la forêt primaire a presque totalement disparu au profit des cultures traditionnelles et industrielles telle le palmier à huile, contrairement aux Baka qui vivent encore relative harmonie avec le milieu.

2- localisation administrative

administrativement la réserve de biosphère du Dja est à cheval entre 2 provinces, à savoir la province l'Est et le Sud.

Dans la province de l'Est dont le chef lieu est Bertoua, les unités administratives concernées par ordre d'importance sont:

- Le département du Haut-Nyong, chef lieu Abong-Mbang, l'arrondissement de Lomié chef lieu et le district du Dja, chef lieu Mindourou à l'Est et au nord Est de la réserve, tandis que l'arrondissement de Messama chef lieu Messamena et le district de Somalomo se situent au nord.

Dans la province du Sud dont le chef lieu est Ebolowa, on distingue par ordre d'importance les unités administratives suivantes:

- Le département du Dja et Lobo, chef lieu sangmélima, les arrondissements de Bengbis, Meyomessala Djoum et Mintom et dont les chef lieux de même nom se situent respectivement au nord-ouest, à l'ouest et au sud (Djoum et Mintom).

Plusieurs chefferies de 1^e, 2^e et 3^e degré couvrent les villages attenants à la réserve.

Les autorités administratives (Préfet, sous-préfet les conseillers municipaux, chef de district, chef de villages) jouent un rôle primordial dans la gestion des ressources forestières, notamment les conflits, la fiscalité et la réalisation des ouvrages socio-économiques

3- Contexte éco-géographique

Le relief ondulé de la région est caractéristique du grand ensemble du plateau Sud Camerounais avec (une attitude, moyenne de 600 m qui surplombe des vallées peu profondes de part et d'autre d'une ligne de crête qui traverse la réserve d'Est en Ouest. Toutefois, la zone centrale est marquée par la présence d'affleurements rocheux sur les reliefs culminant à 800 m et essentiellement taillés dans des roches cristallines d'âge précambrien. On retrouve également ici des quartzites de la série Mbalmayo-Bengbis.

Les sols ferrallitiques rouges ou jaunes sur socle précambrien se sont développés à la faveur des influences du climat équatorial.

Le climat équatorial, de type Guinéen est caractérisé par 4 saisons peu marquées:

- une grande saison de pluies d'Août à Octobre et une petite saison des pluies d'avril à juin;
- la conjonction des facteurs climatiques et la nature du substrat ont favorisé la mise en place d'une composition biologique assez diversifiée, floristiquement originale dans l'ensemble des forêts Camerounaises. La réserve de biosphère se trouve en effet sous trois influences phytogéographiques :
 - influences des formations atlantiques
 - influence des formations semi-décidues et
 - influences des formations Congolaises

On retrouve des formations forestières sempervirentes ou semi-sempervirentes appartenant au "District Congolais du Dja" (Letouzey, 1985).

On trouve également de formations primaires où la forêt s'interrompt naturellement pour faire place à une végétation herbacée (Letouzey, 1985 105-106) et des secteurs de forêts entamés par les activités agricoles.

La faune offre par ailleurs une grande diversité marquée par une forte présence de grands mammifères tels *Loxodonta africana* (Éléphant), *Pan troglodytes*. (chimpanzé), *Gorilla gorilla* (gorille).

4- Contexte du Dja par rapport au réseau d'aires protégées du pays.

9% du territoire national est constitué d'un réseau d'aires protégées de faune (PNGE, 1995) soit environ 4264, 07 ha et dont la mise en place a commencé dès les années 1930. A ce jour, il est important de signaler que l'objectif fixé par le Cameroun, c'est à dire celui d'arriver à 30% de territoire sous forme d'aires protégées, est bien d'être atteint.

Avec ses 526 000 ha , la réserve de biosphère du Dja représente à elle seule près de 12,33 % des superficies totales érigées en aires protégées de faune.

Comme la majorité des aires protégées du pays, la RBD subit les assauts des braconniers divers bien que la RBD ait le privilège parmi tant d'autres recevoir l'appui de la communauté internationale pour la réalisation des études devant aboutir à la mise en place de son plan d'aménagement. Les données actuelles et les perspectives de développement de exploitation forestière de industrielle à sa périphérie immédiate constituent une source des menaces et des impacts potentiels indéniables.

De par sa superficie et sa localisation biogéographique, la réserve de biosphère du Dja se pose également, comme un élément clé du système des aires protégées dans le bassin du Congo. L'analyse et la compréhension du cadre légal qui la régit ainsi que celui de l'activité d'exploitation forestière permet d'entrevoir des axes de réflexion pour une "gestion durable".

5- Statuts de la réserve de biosphère du Dja et changements intervenus

La Réserve du Dja a été créée par arrêté du Haut Commissariat Français au Cameroun no 075/50 du 25 juin comme réserve de faune et de chasse. En 1981, sous l'impulsion du comité National Permanent MAB alors rattaché à la Délégation Générale à la recherche scientifique et technique, la Réserve est inscrite sur la liste des réserves de la biosphère de l'UNESCO ; En 1982, elle passe sous la gestion de la Direction de la Faune et

des parcs nationaux nouvellement créée au sein de la Délégation Générale au Tourisme ; En 1987, elle est classée comme aire protégée de 2^{ème} catégorie par le Secrétariat d'Etat au Tourisme et inscrite comme site du patrimoine Mondial par l'UNESCO ; En 1989, le Secrétariat d'Etat au tourisme devient Ministère du Tourisme avec une DFAP ; En 1992, La DFAP du MINTOUR est transférée au Ministère de l'Environnement et des forêts lors de sa création ; 1994, la réserve est érigée en Unité Technique Opérationnelle de 1^{ère} catégorie UTO-1. Un des problèmes fondamentaux à résoudre est d'harmoniser cette somme de statuts dans textes plus globaux et plus intégrateurs des préoccupations nationales et des conventions internationales ratifiées.

B- APERCU DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES EN MATIERE D'EXPLOITATION FORESTIERE.

L'exploitation forestière au Cameroun date de la période coloniale allemande dès le début du XX^{ème} siècle. Elle est poursuivie par l'administration coloniale française après la première guerre mondiale.

D'abord concentrée dans la zone côtière, l'activité extractive du bois va progressivement s'étendre vers l'intérieur du pays à travers les voies de communication (chemins de fer, routes et cours d'eau). Très vite, la nécessité de mettre en place un cadre légal régissant l'activité va se ressentir. C'est ainsi que fut proclamée la n° 81/13 du 27 novembre 1981 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.

Dans les années 1990, l'exigence de la conservation s'affirme davantage sur la scène internationale. C'est dans cette mouvance que fut mise en place un nouveau cadre réglementaire régissant l'activité de l'exploitation forestière au Cameroun. Il s'agit de la loi n°94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêches et de son décret d'application n°95/531/PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts.

L'exploitation forestière se déroule dans les forêts non permanentes et plus précisément les forêts domaniales de production de l'Etat. Elle est faite par toute personne physique ou morale, résidant au Cameroun ou dont le siège de la société ainsi que la composition du capital social est connue de l'administration chargée des forêts et possédant un titre d'agrément qui lui donne qualité d'exploitant forestier.

L'exploitation forestière se fait soit par vente de coupe, soit par Licence, par convention d'exploitation provisoire ou définitive (concessions constituée d'une ou de plusieurs UFA) ou alors par permis ou par autorisation personnelle de coupe.

Toutefois, l'exploitation en régie peut intervenir lorsque s'impose la récupération des produits forestiers concernés, ou dans le cas d'un projet expérimental et selon les modalités fixées par décret.

L'administration forestière fixe annuellement par zone écologique, les superficies de forêts du domaine national ouvertes à l'exploitation forestière, en tenant compte des prescriptions du plan d'affectation des terres de ladite zone dûment approuvé et selon les modalités fixées par décret.

Cependant, dans le contexte du Dja, le plan d'affectation des terres a été précédé bien avant par le développement de l'exploitation forestière à sa périphérie immédiate et mieux encore, ce plan d'affectation des terres du Cameroun méridional, prédispose la périphérie immédiate de la Réserve de Biosphère du Dja à la persistance de cette activité, cernant davantage celle-ci.

En effet, composée d'une forêt primaire en grande partie restée en marge des actions déstabilisatrices de l'exploitation forestière qui s'est développée à sa périphérie immédiate depuis les années 1970, la RBD fait l'objet d'une pression toujours croissante des opérateurs économiques de la filière bois. La détérioration du contexte économique au cours de cette dernière décennie a davantage renforcé la cohorte des menaces née des activités humaines qui planaient déjà sur la conservation de la réserve. Le potentiel de la Réserve constitue un attrait important pour l'exploitation forestière comme pour les populations environnantes qui développent une chasse commerciale de compensation à la mévente de leurs produits, agricoles de rentes. La multiplication des titres d'exploitation sur les limites immédiates de la réserve constitue un risque certain pour celle-ci, surtout que les normes d'exploitation en bordure des Aires Protégées font encore défaut.

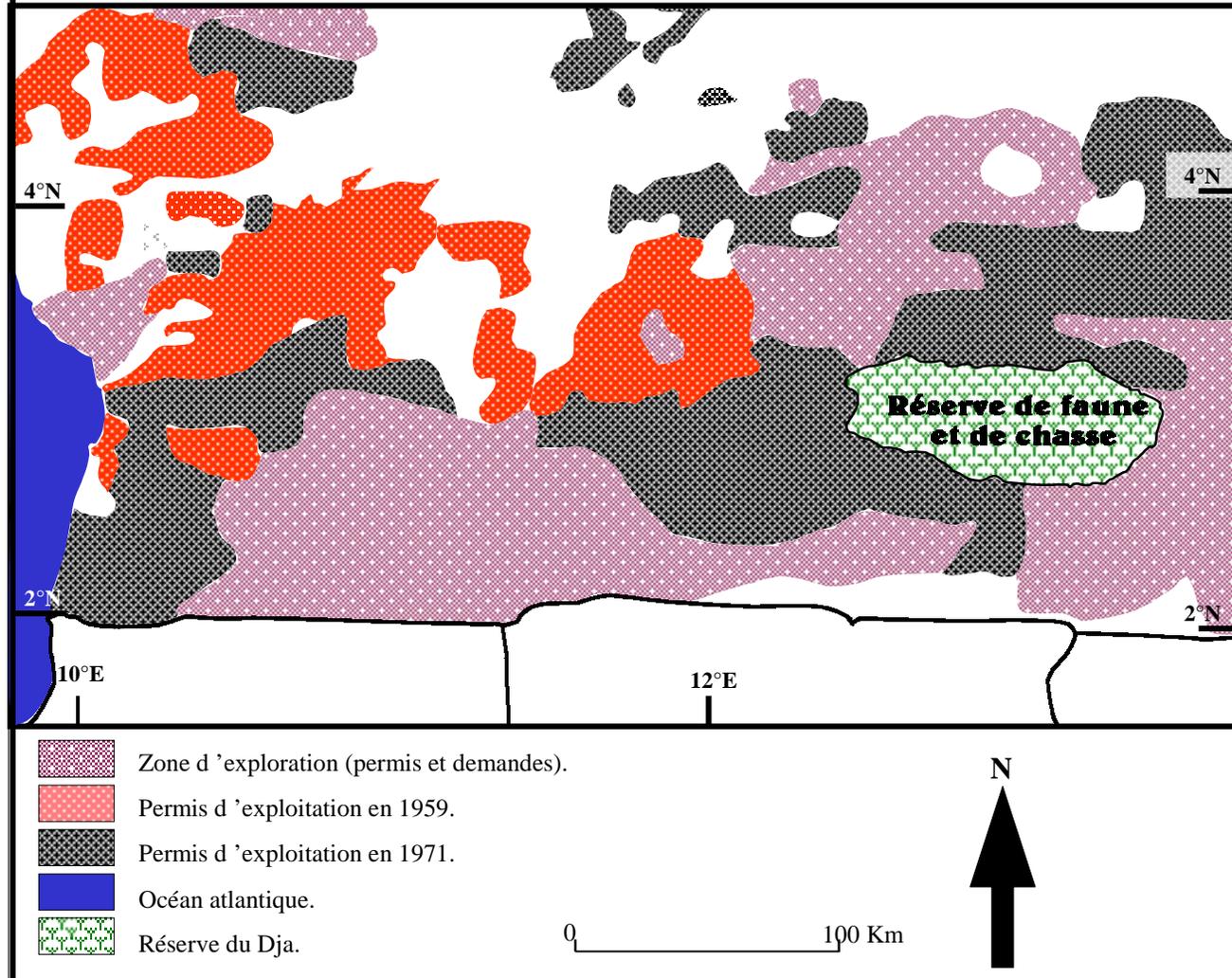
D'où la nécessité de savoir si l'exploitation et la conservation sont conciliables. Peuvent-elles toutes rentrer harmonieusement dans le plan d'aménagement de la Réserve ?

Figure 2. Situation de l'exploitation forestière par rapport à la réserve de faune et de chasse du Dja en 1959



Conception et réalisation: Cameroon Environmental Watch (C.E.W), avec le soutien des programmes CARPE et ECOFAC
Source des données: ORSTOM, 1975.

Figure 3. Évolution des permis d'exploitation autour de la réserve de faune et de chasse du Dja: 1959-1971.



Conception et réalisation: Cameroon Environmental Watch (C.E.W), avec le soutien des programmes CARPE et ECOFAC

Source des données: ORSTOM, 1975.

C- STATUTS ET EVOLUTION DE LA SITUATION DES TITRES D'EXPLOITATION FORESTIERE

L'exploitation forestière s'est développée autour de la réserve de Biosphère du Dja au début des années 70, soit près de 20 ans après sa création en 1950. La crise économique aidant, les stratégies de relance de l'économie nationale se sont renforcées autour de la production du bois industriel au milieu des années 1980. Ceci a contribué à une progression du front de l'exploitation forestière à la zone attenante de la RBD tout titre confondu, la cernant davantage. Une analyse évolutive de cette activité par type de titre autour de la Réserve se présente comme suit :

1- Les licences

a- Situation en 1959

En 1959, l'exploitation forestière se faisait par des titres de «Permis » ; Elle a débuté sur la côte et s'est répandue comme une véritable traînée de poudre vers l'intérieur ; Mais jusqu'à cette date, l'exploitation forestière était absente de la périphérie immédiate de la réserve ; certes, la coulée de la côte pouvait se situer à environ 50 km à l'ouest de la réserve. (Figure 2 et 3)

b- situation en 1971

En 1971, la périphérie immédiate de la réserve de biosphère du Dja est , de manière effective, sujette à l'exploitation forestière sous forme de permis d'exploitation ou licence, soit au total 6 titres répartis au nord, à l'ouest et au sud ouest.

Au nord, on peut identifier les titres suivants: GRUMCAM 1561, Lemonnier, et SOTREF.

A l'ouest : Gomez et SFDL 1579

Au sud ouest : SCB

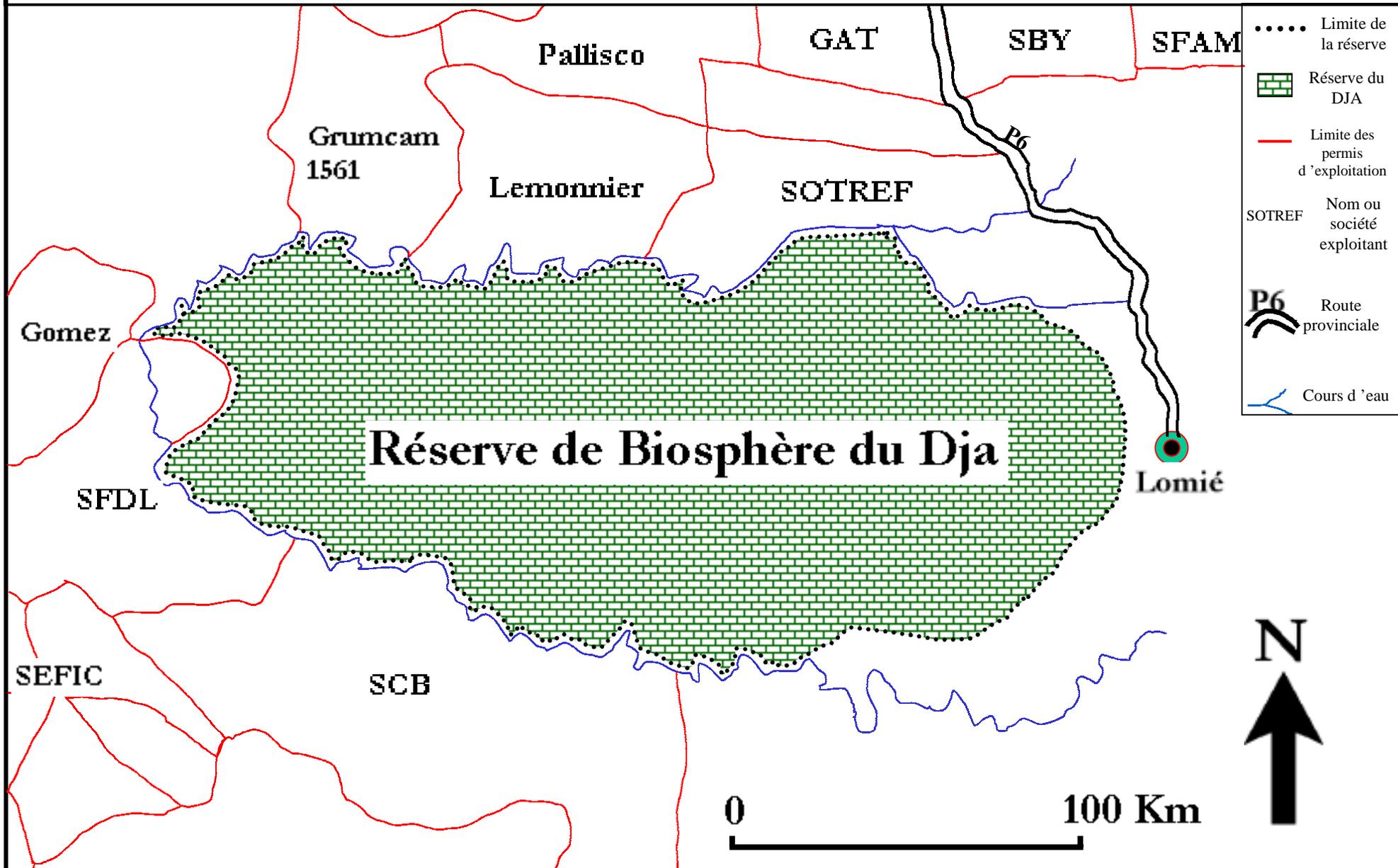
Ces différents titres faisaient frontière avec d'autres permis dans un rayon plus ou moins vaste par rapport à la réserve.

Il s'agit de:

- Pallisco 1758, GAT, SBY et SFAM au nord et nord ouest,
- SEFIC au sud ouest.

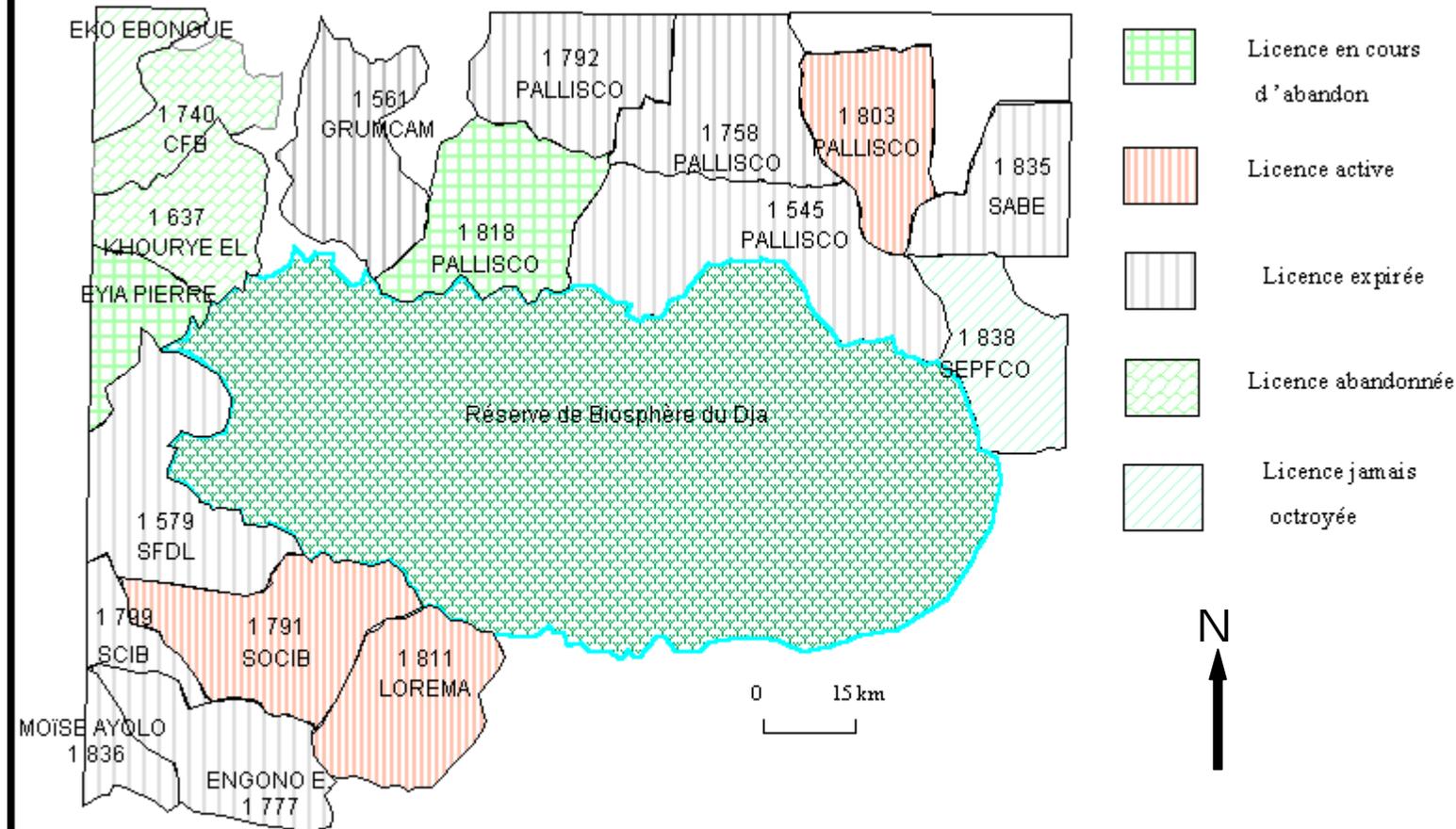
On pouvait donc dénombrer ,en 1971 ,6 permis d'exploitation forestière à la périphérie immédiate de la réserve et 5 autres dans un rayon relativement éloigné de celle-ci. (figure 4)

Figure 4. SITUATION DES PERMIS D'EXPLOITATION FORESTIERE AUTOUR DE LA RESERVE DU DJA EN 1971



Conception et réalisation : Cameroon Environmental Watch (CEW) avec l'appui des programmes CARPE et ECOFAC, Janvier 2000.
 Source des données: ORSTOM, 1975.

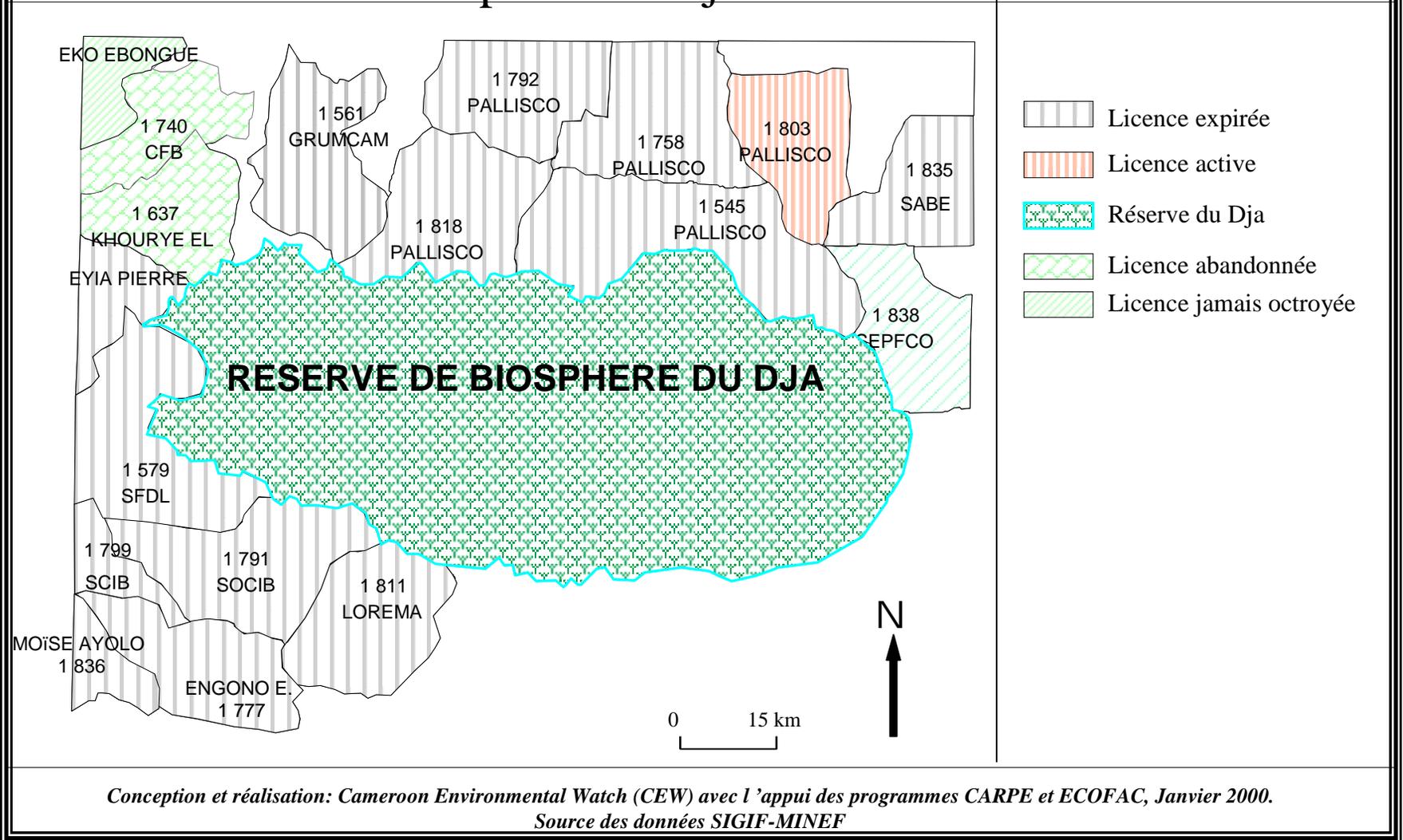
Figure 5. ETAT DES LICENCES AUTOUR DE LA RESERVE DU BIOSPHERE DU DJA



Conception et réalisation : Cameroon Environmental Watch(CEW) avec l'appui des programmes CARPE et ECOFAC ,Février 1999.

Source des données SIGIF-MINEF

Figure 6. Situation des licences autour de la réserve de biosphère du Dja en Janvier 2000



c- Situation en février 1999 (Figure 5)

L'observation de l'état des licences autour de la RBD, suivant le périmètre retenu par le projet comme zone attenante, laisse apparaître une évolution de la situation entre 1971 et 1999.

- près de 9 titres d'exploitation forestières industrielle dont actifs(3), expirés (2), en cours d'abandon (2), abandonnés (1) et jamais octroyés (1) peuvent être identifiés à la périphérie immédiate de la RBD.
- 8 titres se retrouvent dans un rayon relativement éloigné, soit 6 titres expirés, un titres actif et un titre jamais octroyé.

d- situation en janvier 2000 (Figure 6)

Suite à la Décision N° 1427/D/MINEF/DF de janvier 2000 du Ministre de l'Environnement et Forêts portant publication de la liste des titres autorisés à l'exercice des activités en 1999/2000, une seule licence (Pallisco 1803) reste encore valide et active autour de la RBD.

Au total, nous pouvons relever que la périphérie de RBD a subi les assauts de l'exploitation forestières sous forme de permis pendant au moins 28 ans, marqué par un redéploiement de l'activité sur certains secteurs qui furent exploités par le passé. Il s'agit entre autres:

Au nord des licences Pallisco 1818, Pallisco 1545, Pallisco 1758, Pallisco 1803 localisé sur des secteurs ayant déjà subi respectivement l'exploitation forestière des permis d'exploitation de Lemomier, SOTREF, GAT et de SBY.

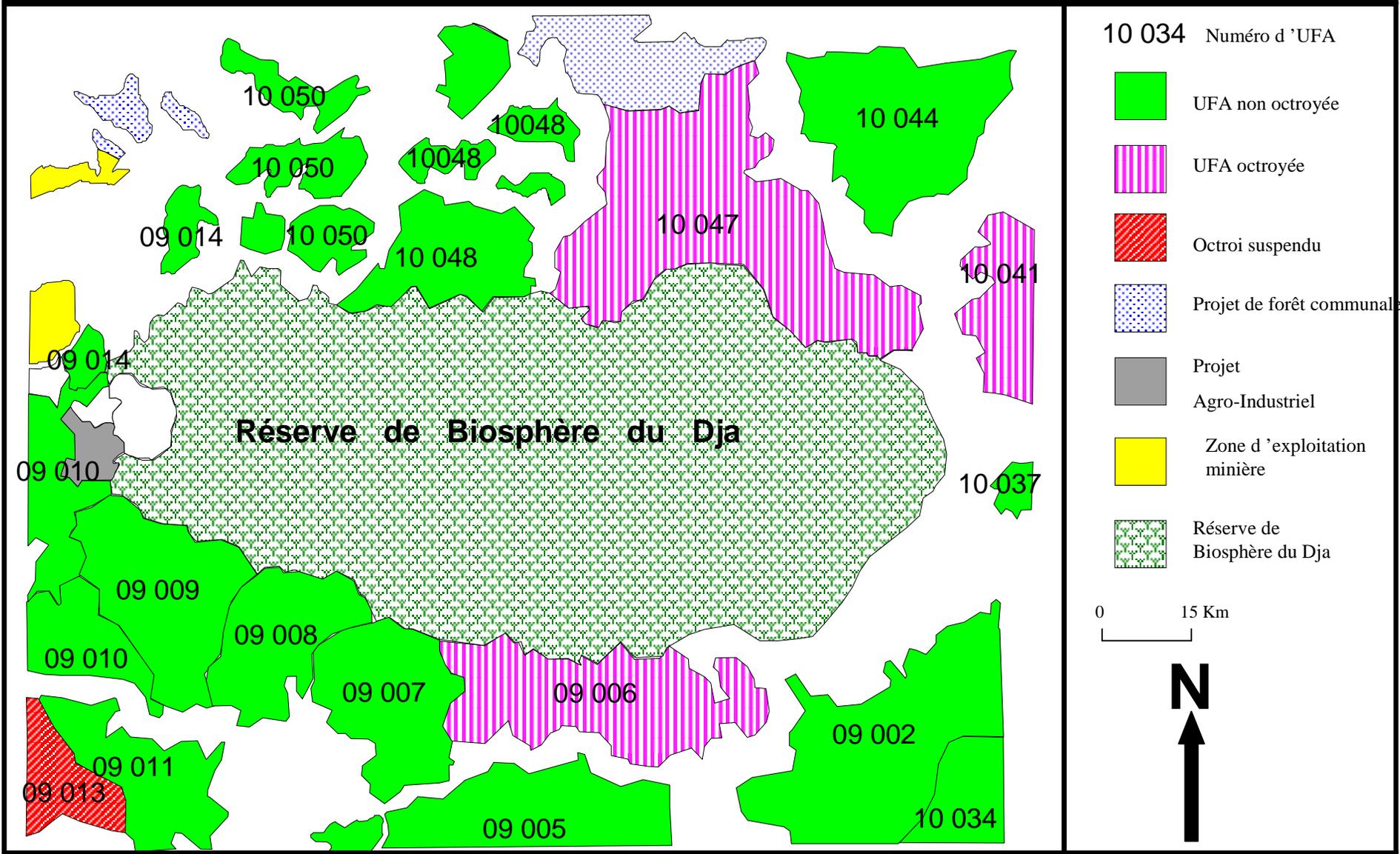
2- Les Unités Forestières d'Aménagement (UFA)

Le concept d'UFA s'inscrit dans la politique nationale d'aménagement durable des forêts Camerounaises en accord avec l'organisation du Cameroun sud forestier en domaine forestier permanent et en domaine forestier national, c'est à dire le plan de zonage. L'observation de la carte de distribution des UFA autour de la RBD montre une perspective d'enlissement /d'encerclement de cette dernière.

En février 1999, les UFA (10-047 au nord; 10-041 à l'est et 09-006 au sud) étaient octroyées à la périphérie du Dja, tandis que l'octroi l'UFA N° 09-013 était suspendu du fait du non paiement des taxes forestières. (figure 7)

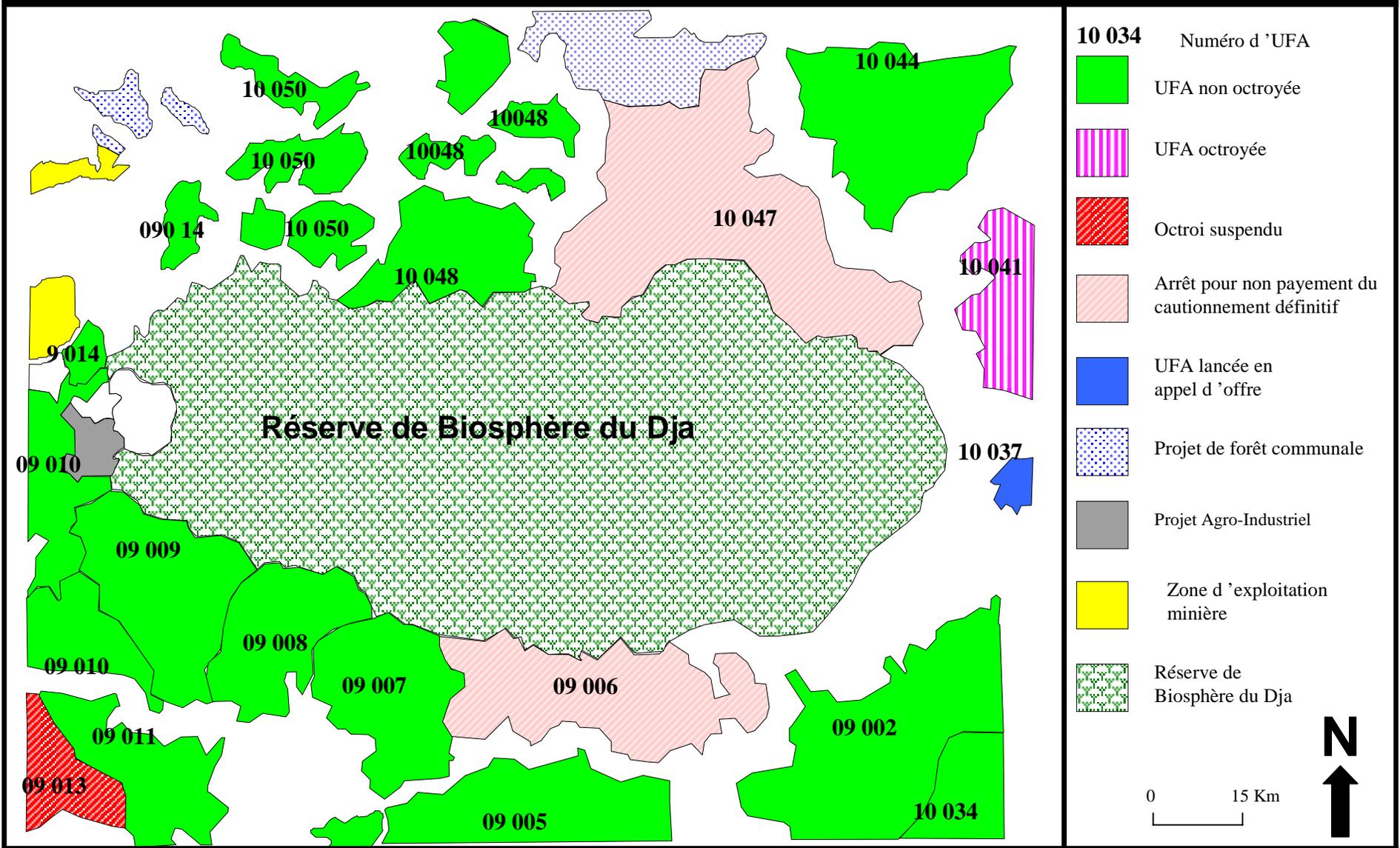
Il est à signaler pour les trois octroyés que:

Figure 7. DISTRIBUTION DES UFA AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA



Conception et réalisation: Cameroon Environmental Watch (CEW) avec l'appui des programmes CARPE et ECOFAC, Février 1999. Source des données SIGIF-MINEF

Figure 8. SITUATION DES UFA AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA EN JANVIER 2000



Conception et réalisation: Cameroon Environmental Watch (CEW) avec l'appui des programmes CARPE et ECOFAC, Janvier 2000. Source des données SIGIF-MINEF

- L'UFA 10-047 couvre une ancienne zone d'exploitation forestière, notamment par les licences SOTREF, Pallisco 1545 et une partie de la licence de Gat.
- L'UFA 10-041, couvre l'espace de la licence 1838 jamais octroyé
- L'UFA 09-006 couvre une zone jamais exploitée, marquant ainsi une évolution vers l'Est de front Sud de l'exploitation forestière.

Suite à la Décision N° 1427/D/MINEF/DF de janvier 2000 du Ministre de l'Environnement et Forêts portant publication de la liste des titres autorisés à l'exercice des activités en 1999/2000, seule L'UFA 10-041 reste valide et est autorisée à être active. Les UFA 10-047 et 09-066 ont été retirées pour cause de non paiement de la caution définitive, tandis que l'octroi de L'UFA 09-013 a été complètement annulé pour les raisons sus évoquées. (Figure 8)

D- EVOLUTION DES VOLUMES ABATTUS PAR TITRE

1- Licences (Figure 9 et 10)

De 1994/95 à 1997/98, une production globale de 581 295,60 m³ de bois a été enregistrée sur les licences repérées ; En termes d'évolution , la croissance a été forte : elle est passée de 46 550,60 m³ en 1994/95 à 202 427,48 m³ soit une augmentation de 334,85%. Cependant des disparités apparaissent à l'analyse. La SABE vient en tête avec un total de 198055,17 m³ pour la période suivie de LOREMA (139099,21 m³) et SOCIB (118382,41m³). La plus faible production étant celle de SCIB (3192,37 m³). Ensuite, à la première année (1994/95), seuls les deux licences Pallisco (1818 et 1803) ainsi que Eyia Pierre 1833 ont affiché une production soit au total 46 550,60 m³ répartis à peu près équitablement entre les deux sociétés. C'est au cours de l'exercice 1995/96 que la continuité des données pour ce qui est des différentes sociétés permet d'établir un ordre d'importance sur la base d'une année ; Ici, LOREMA vient en tête avec 50081,98 m³.

2- Ventes de coupe (Figure 11 et 12)

Au niveau des ventes de coupe, sur la même période de 4 exercices, les données sont très discontinues ; Mais cela on le sait dépend souvent de la durée et de l'intensité de l'exploitation , la production pouvant se concentrer sur une année voire quelques mois

seulement ; Sur les 13 ventes de coupe identifiées, la production globale se chiffre à 50 663,96 m3. Non existante en 1994/95 elle est passée de 7687,43 m3 en 1995/96 puis 19931,24 m3 en 1996/97 , et enfin 29329,56 en 1997/98 .En tête se place RENAISSANCE avec 12 014,11 m3 suivi de Demetriades 10 699,57 avec ses 2 titres 1348 et 1378.

Tableau 1. Evolution des volumes abattus par licence et par année (m3)

Licences	Exercice				Total
	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	
LOREMA 1811		50081,98	47959,16	41058,07	139099,21
SOCIB 1791		32438,66	47070,22	38873,53	118382,41
SCIB 1799		3192,37	0	0	3192,37
ENGONO E, 1777		2613,35	0	8173,77	10787,12
SABE 1835		25870,49	66191,65	105993,03	198055,17
PALLISCO 1818	1150,70	24428,52	1651,46	0,00	27230,68
PALLISCO 1803	22124,60	15074,41	11445,46		48644,47
EYIA Pierre 1833	23275,30	4299,79	0,00	8329,08	35904,17
Sous total	46550,60	157999,57	174317,948	202427,48	581295,60

Tableau 2. évolution des volumes abattus par vente de coupe et par année (m3)

Ventes de coupe	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	Total
AVEICO 1311		3066,86			3066,86
SFDL 1299		283,27			
NNA ZE B.				2615,49	2615,49
RENAISSANCE				12014,11	12014,11
HATIYE R. 1395				4034,96	4034,96
EYIA Pierre 1176		4337,30			4337,30
IFTCA 649			0,00		0,00
Demetriades 1348/1378			10699,57		10699,57
ASTN				6516,00	6516,00
FBC 10.02.27				2047,00	2047,00
FORMEK 10.02.29				2102,00	2102,00
SFC 1370			3230,67		3230,67
Sous total		7687,43	13930,24	29329,56	50663,96

Tableau 3. évolution des volumes abattus par autorisation de récupération de bois et par année (m3)

	Exercice				Total
	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	
KODIMA 350		1584,84		5084,43	6669,27
Ets NICOLE		285,00			285,00
COFA 192/03		5830,16	1228,38		2167,75
Sous total		7700,00	1228,38	5084,43	9122,01

Figure 9. Evolution des volumes abattus dans les licences 1994-1998

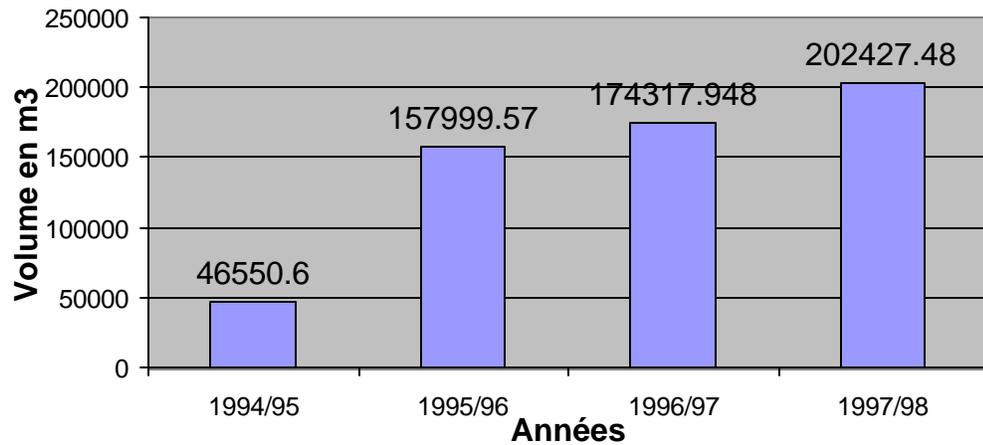
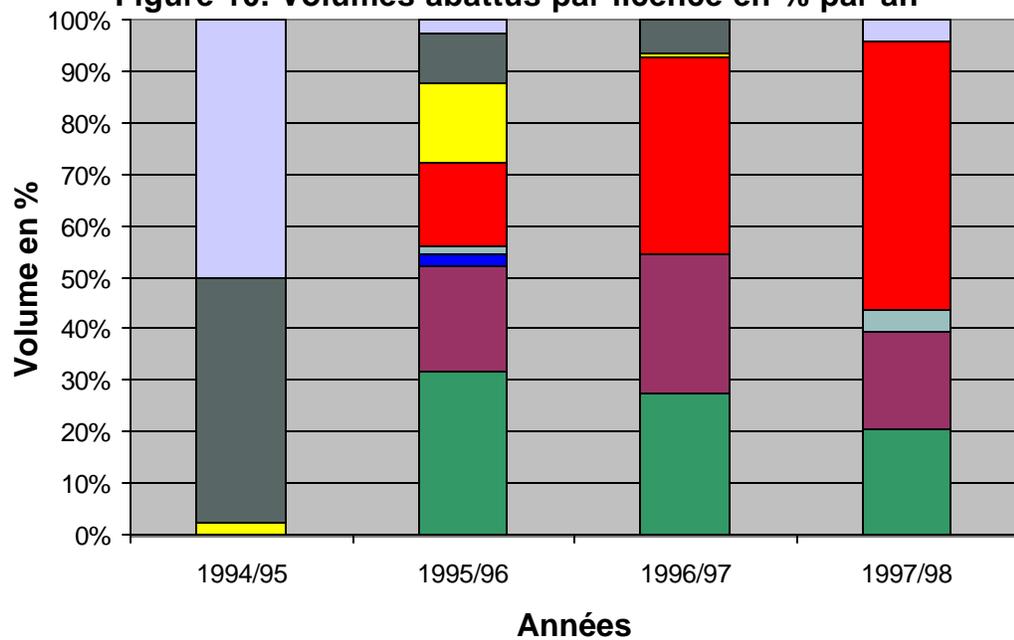


Figure 10. Volumes abattus par licence en % par an



- | | | |
|---|---|---|
| ■ LOREMA 1811 | ■ SOCIB 1791 | ■ SCIB 1799 |
| ■ ENGONO E, 1777 | ■ SABE 1835 | ■ PALLISCO 1818 |
| ■ PALLISCO 1803 | ■ EYIA Pierre 1833 | |

Figure 11. Evolution des volumes abattus dans les ventes de coupe 1995-1998

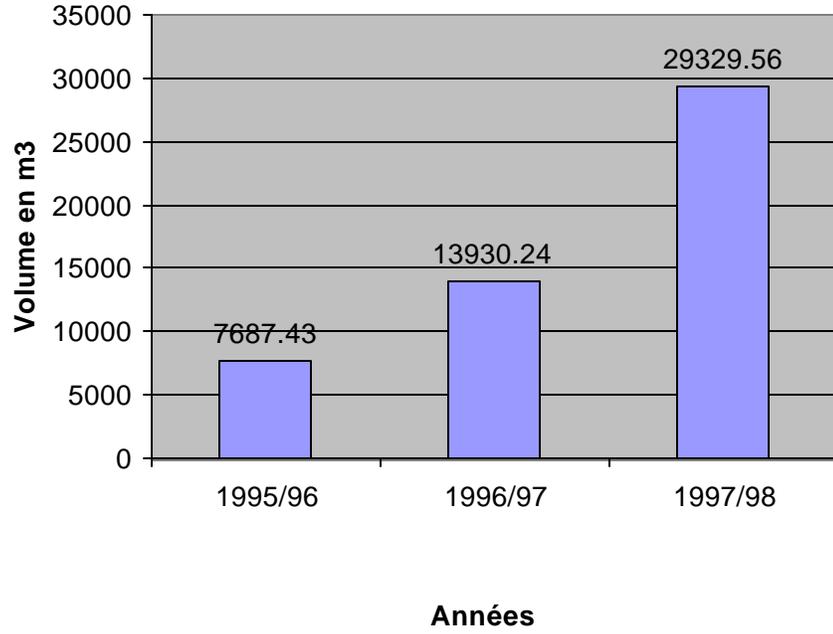
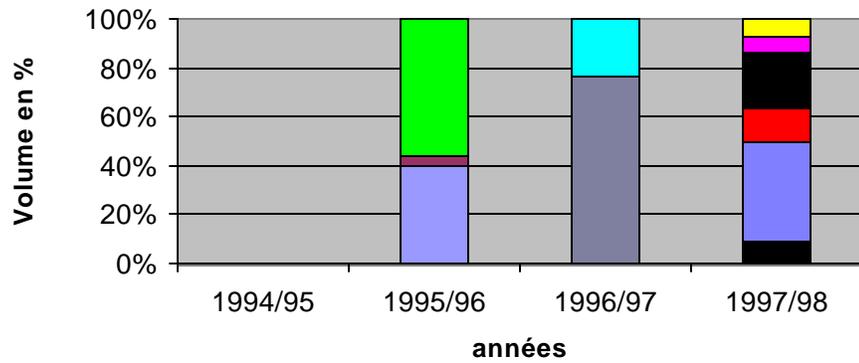


Figure 12. Volumes abattus par ventes de coupes en % par an



- | | | |
|----------------|-------------------------|--------------------|
| ■ AVEICO 1311 | ■ SFDL 1299 | ■ NNA ZE B. |
| ■ RENAISSANCE | ■ HATIYE R. 1395 | ■ EYIA Pierre 1176 |
| ■ IFTCA 649 | ■ Demetriades 1348/1378 | ■ ASTN |
| ■ FBC 10.02.27 | ■ FORMEK 10.02.29 | ■ SFC 1370 |

Figure 13. Evolution des volumes abattus dans les autorisations de récupération de bois 1995-1998

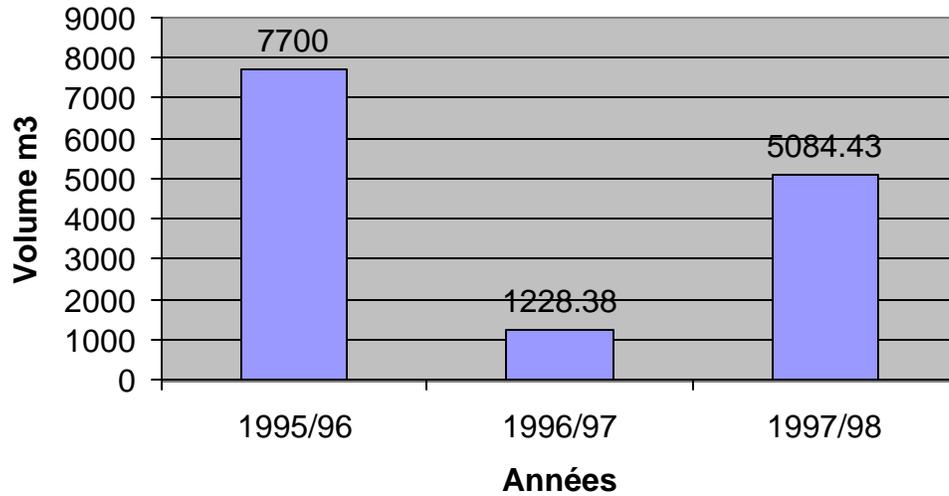
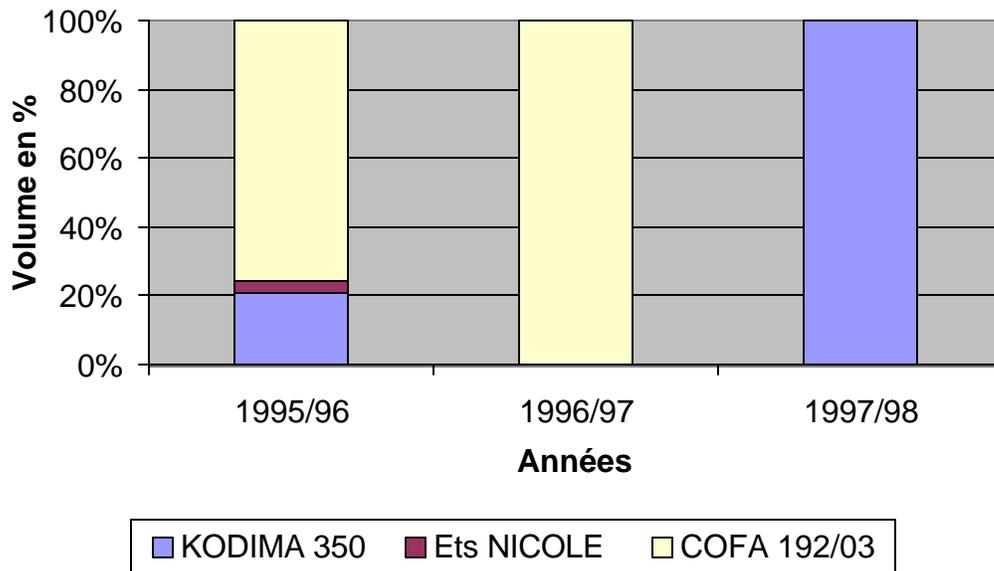


Figure 14. Volumes abattus par autorisation de récupération de bois en % par an



3- Autorisations de récupération de bois (Figure 13 et 14)

Au niveau des autorisations du bois, la production s'élève à 9122,01 m³ en 3 exercices pour les titres repérés dont 6669,27 m³ pour Kodima 350, 2167,75 m³ pour COFA et 285 m³ pour ETS Nicole. L'évolution générale fait apparaître en 96/97 par rapport à 1995/1996 une baisse de 84 %, puis une hausse en 1997/1998. En proportion, si en 1995/1996, les 3 titres se partagent la production de 7700 m³ avec près de 75% qui reviennent à COFA, 3,70 % à ETS Nicole et 20,58 % à Kodima, en revanche pour 1996/1997, la seule production affichée est celle de COFA 1228,38 m³, et en 1997/1998, seul KODIMA apparaît avec 5084,43 m³.

E- EVOLUTION DES VOLUMES ABATTUS PAR ESSENCE

1- Licences

Pour tenir compte de la disponibilité des données et des tendances de l'exploitation forestière au Cameroun, au cas de 7 licences dont :

- PALLISCO 1803/SABE 1835
- E.E.E 1777
- EYIA Pierre 1833
- LOREMA 1811
- SOCIB 1791

Pour l'ensemble de 1997/98, la production globale de ces titres s'établit ainsi qu'il suit :

Tableau 4: Volume total abattus en 1997/98 (nombre de pieds)

Licence	PALLISCO/SABE	E.E.E.	EYIA Pierre	LOREMA	SOCIB
Volume (nombre de pieds)	9612	1119	1100	4628	4302

Tableau 5: Volume total abattus en 1997/98 (en m³)

Licence	PALLISCO/SABE	E.E.E.	EYIA Pierre	LOREMA	SOCIB
Volume (m ³)	105993,027	8173,768	8329,079	41058,074	38873,525

Nous nous sommes limités pour notre analyse de la situation de 7 essences dans 6 licences au cours de l'exercice 1997/98 ; on obtient le tableau suivant :

Tableau 6: Volumes exploités pour 7 essences dans 6 licences en 1997/98

	PALLISCO1803/SAB E 1835	E. ENGONO 1777(3)	EYIA Pierre 1833(4)	LOREMA(2)	SOCIB (3)
Acajou	241,154	165,750	39,765	192,112	108,586
Assamela/Afromosia	4,812				
Ayous	2387,002	1038,856	856,309	2168,015	4364,785
Azobe					
Moabi	15582,680	242,267	930,466	2276,003	1841,020
Sapelli	31668,325	508,128	712,501	797,640	3015,636
Tali	26213,091	2413,211	724,388	12318,831	12113,288

(2) nombre d'assiettes

En s'intéressant aux essences préférentiellement exploitées, on notera pour chaque titre les 3 premières essences les plus sollicitées :

Pallisco/SABE a au cours de cet exercice exploité préférentiellement le Tali(3846 pieds pour 26 213,091 m3), et le Sapelli (2275 pieds pour 31 668,325 m3), le Moabi (747 pieds - 16 582,680 m3) ;

Pour E.E.E., c'est le Tali(462 pieds- 2413,211 m3), l'Ayous (105 pieds- 1038,856 m3), le Padouk (85 pieds- 450, 506) ;

EYIA pierre, c'est d'abord le Movingui (561 pieds- 3214,825 m3), l'Ayous (104 pieds- 856,309 m3), le Tali (112 pieds,-724,388 m3) ;

LOREMA, le Tali revient en tête(1719 pieds - 12318,831 m3), l'Iroko(763 pieds- 9093,263 m3), le Movingui(539 pieds- 4227,263 m3) ;

SOCIB, le Tali à nouveau(1802 pieds- 12113,288), l'Ayous (386 pieds- 4364, 785), l'Iroko(319 pieds – 3724,921 m3) ;

Le Tali apparaît à l'évidence comme l'espèce la plus sollicitée, suivie de l'Ayous.

Tableau 7. Les 3 espèces les plus sollicitées dans ces licences

	PALLISCO180 3/SABE 1835	E. ENGONO 1777	EYIA Pierre 1833	LOREMA	SOCIB
Tali	1	1	3	1	1
Ayous		2	2		2
Sapelli	1				
Moabi	2				
Padouk		3			
Movingui			1	3	
Iroko				2	3

1= première espèce en volume exploitée par la société

2= deuxième espèce en volume exploitée par la société

3= troisième espèce en volume exploitée par la société

2- Ventes de coupe

Le même exercice réalisé pour les ventes de coupe révèle ce qui suit

Tableau 8. Volumes exploités pour 7 essences dans 8 Ventes de coupe en 1997/98

	Demitriades ; 3 VC (1345, 1348, 1378)	F.B.C 10-02-27	Formek M.M. 10-02-9	Aveico 1311	Nna Ze B. 09-01-04	Renaissance 09-01-33	SOCIB (3)
Volume abattu (m3)		2047	2101	19008,039	2615,486	12014,106	108,586

Dans son volume total abattu, **FBC** exploite

au premier chef :

- 1- l' Ayous (579 m3),
- 2- Sipo (536 m3),
- 3- l'Angongui (120) ;

Nna Ze Bayard

- 1- Moabi (736,196 m3)
- 2- Iroko (469 ,128)
- 3- Tali (298,638)

Formek, c'est d'abord

- 1-Sapelli (1882 m3),
- 2-le Sipo (154),
- 3-le Tali (35) ;

Renaissance

- 1- Ayous 3886,756 m3
- 2- Movingui 1937,443 m3
- 3- Ilomba 1164,256

Aveico

- 1- Ayous(5548,578 m3)
- 2- Frake/Limba(4879,123 m3)
- 3- Tali (1535,807 m3)

Tableau 9. Les 3 espèces les plus sollicitées dans ces ventes de coupe

	Demitriades ; 3 VC (1345, 1348, 1378)	F.B.C 10-02-27	Formek M.M. 10-02-9	Aveico 1311	Nna Ze B. 09-01-04	Renaissance 09-01-33	SOCIB (3)
1		Ayous	Sapelli	Ayous	Moabi	Ayous	
2		Sipo	Sipo	Frake/Limba	Iroko	Movingui	
3		Angongui	Tali	Tali	Tali	Ilomba	108,586

Tableau 10. Volumes exploités pour 7 essences dans 8 Ventes de coupe en 1997/98

	Demitriades ; 3 VC (1345, 1348, 1378)	F.B.C 10-02-27	Formek M.M. 10-02-9	Aveico 1311	Nna Ze B. 09-01-04	Renaissance 09-01-33	SOCIB (3)
Acajou/Ngollon		56		105,246	41,106	7,20	108,586
Assamela/Afrom osia							
Ayous		579		5548,578			4364,785
Azobe				92,596			
Moabi				403,857	736,196	703,175	1841,020
Sapelli		37	1882	533,217	259,994	639,177	3015,636
Tali			35	1535,807	298,638	961,177	12113,288

3- Autorisations de récupération de bois

Au niveau des autorisations de récupération du bois , nous pouvons pour cette année, à titre d'illustration ou d'exemple prendre les chiffres de Kodima 329 et 350 dont le volume global abattu est de 568 pieds pour 5084,431 m³ ; Les espèces préférentielles sont par ordre d'importance, L' Ayous (934,169 m³), le Movingui (840,741 m³), l'Iroko (595,842).

4- Unités Forestières d'Aménagement

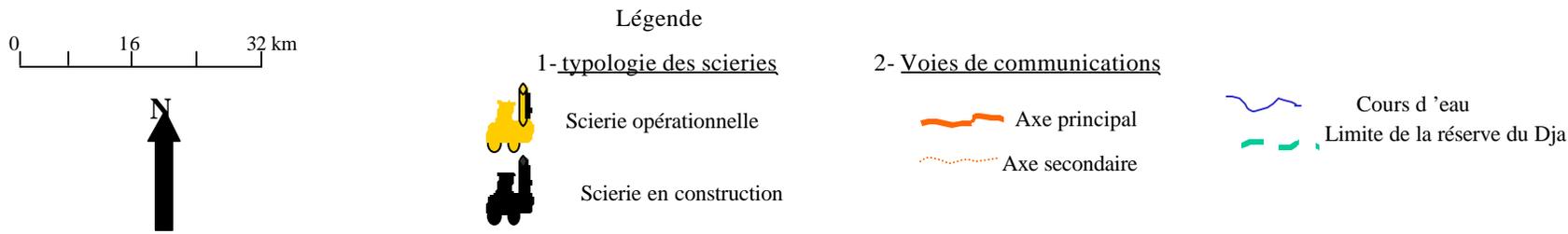
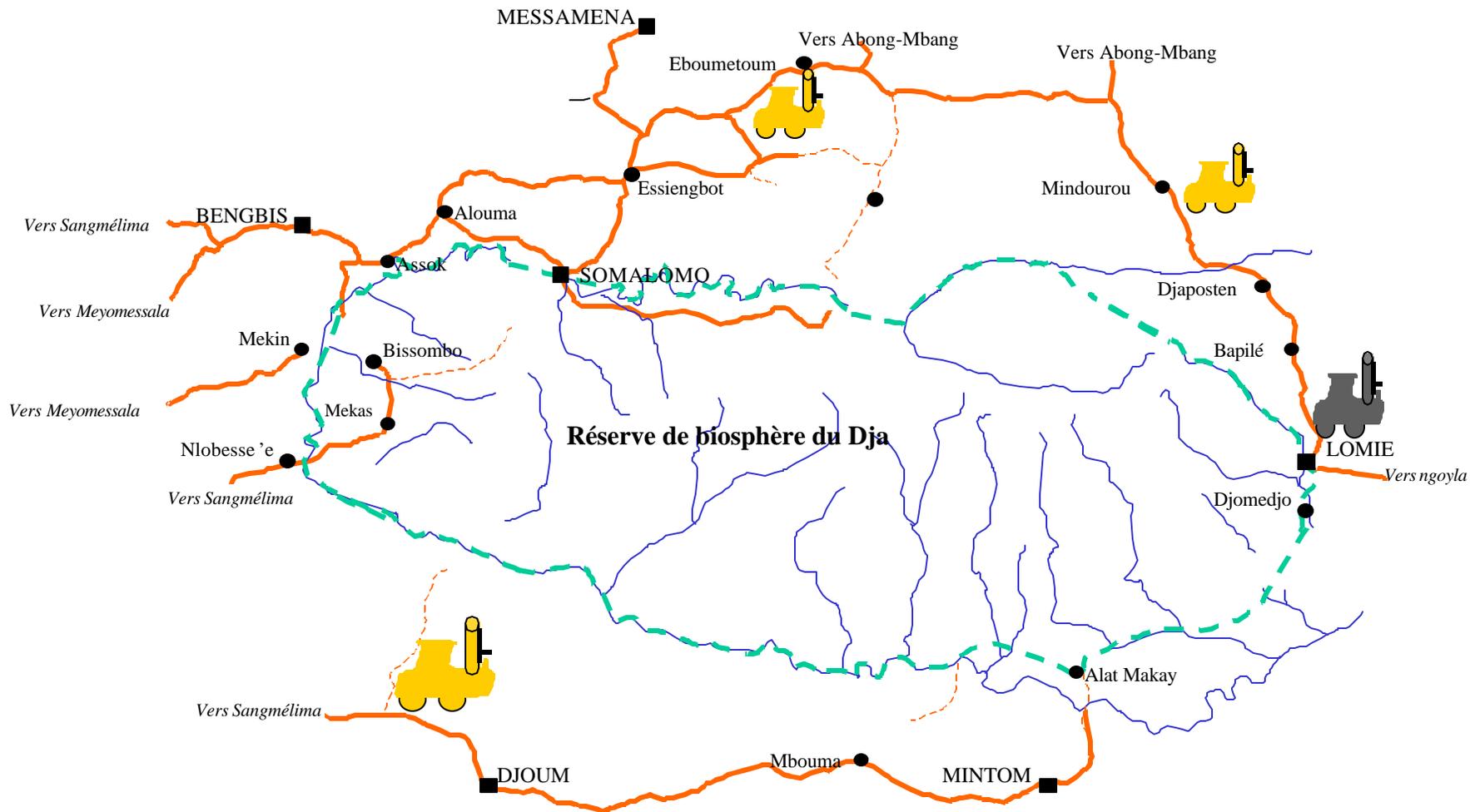
Au démarrage du projet il existait trois octroyées et réparties essentiellement dans deux départements (Haut Nyong (2) et Dja et Lobo (1)).

Elles ne faisaient pas encore l'objet d'une exploitation effective. Cependant, d'après les informations recueillies auprès des services de l'administration forestière locale, elles étaient en voie de l'être.

F- LES UNITES DE TRANSFORMATION

Conformément aux dispositions réglementaires de l'exploitation forestière telles que prévues par la loi 94/01 , la construction d'une unité de transformation est une exigence pour le fonctionnement des concessions forestières. Autour de la réserve de biosphère du Dja se sont donc développées des unités de transformation, soit au total 5 dont 1 (SFDL) est presque en ruine à Mvoutessi. Ces scieries sont disséminées de part et d'autre de la RBD et les plus rapprochées peuvent être observées sur la figure 15

Figure 15. Répartition spatiale des scieries autour de la réserve du Dja



1- Localisation spatiale. (Figure 15)

Les unités de transformation se trouvent aussi bien au Nord et au Sud qu'à l'Est de la RBD, dans les départements du Haut Nyong et du Dja et Lobo.

Au Nord, dans l'arrondissement de Messamena, la Pallisco dispose d'une unité de transformation à Eboumetoum.

Au Nord-Est, dans le district du Dja, la Pallisco dispose également d'une unité de transformation à Mindourou.

A l'Est, la construction de scierie de la société Forestière Hazim à à près de 4 km de la réserve s'est arrêtée pour des causes non encore élucidées .

A l'Ouest, dans l'arrondissement de Zoétélé, la scierie SFDL tombe en ruine à Mvoutessi sur la route nationale n° 9.

Et, dans l'arrondissement de Sangmélina, la SIBM fonctionne à Sangmélina, chef lieu d'arrondissement.

Au sud, on distingue deux scieries dans l'arrondissement de Djoum notamment la scierie Lorema à l'entrée de la ville et la SID à Djoum.

Il est cependant indiqué de noter la mise en fonctionnement d'une unité moyenne de conditionnement de bois à Lomié par la SFID.

Ces différentes scieries transforment la majorité les produits des ventes de coupe, des autorisations de récupération de bois et des licences qui opèrent autour de la RBD.

2- Les capacités de transformation.

Les capacités de transformation des différentes unités de transformation sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11. Unités de transformation

Unité de transformation	Capacité de transformation en m ³	Localité	Etat
Pallisco		Eboumetoum	Fonctionnelle
Pallisco		Mindourou	//
Lorema		Djoum	//
SID		Djoum	//
SIBM		Sangmélina	//
SFDL		Mvoutessi	En ruine

Figure 16. Evolution des volumes transformés par les unités de transformation 1993-1998

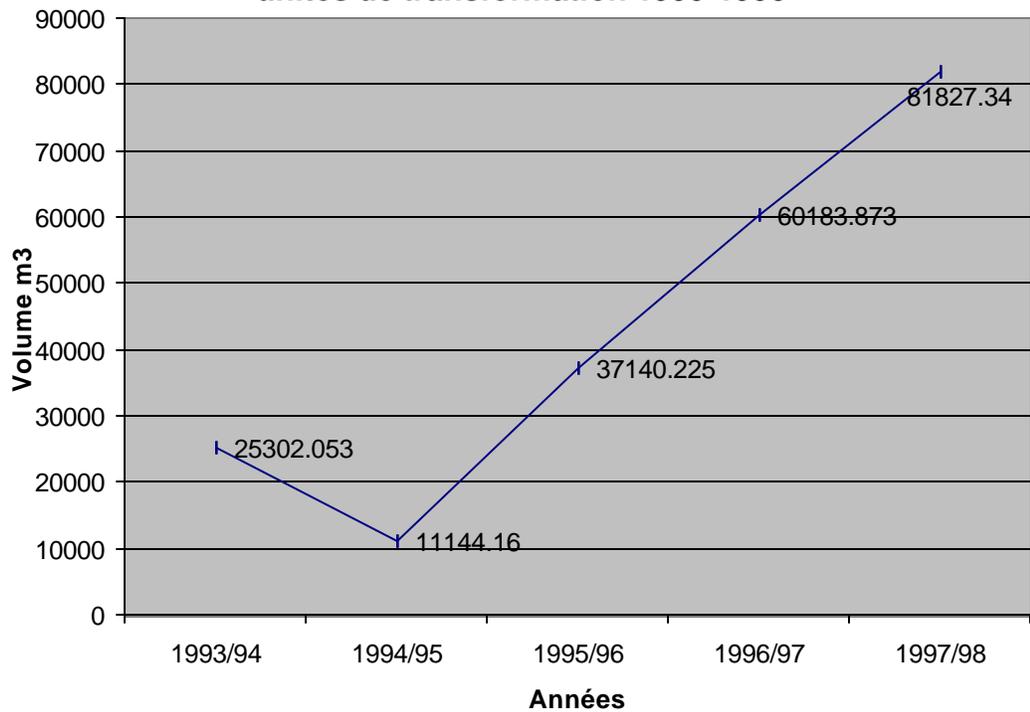
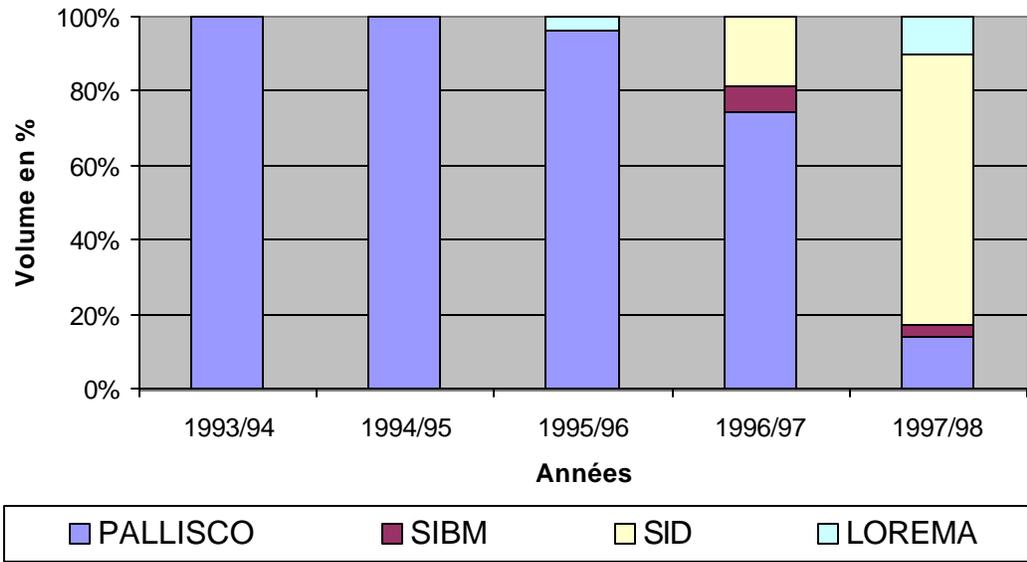
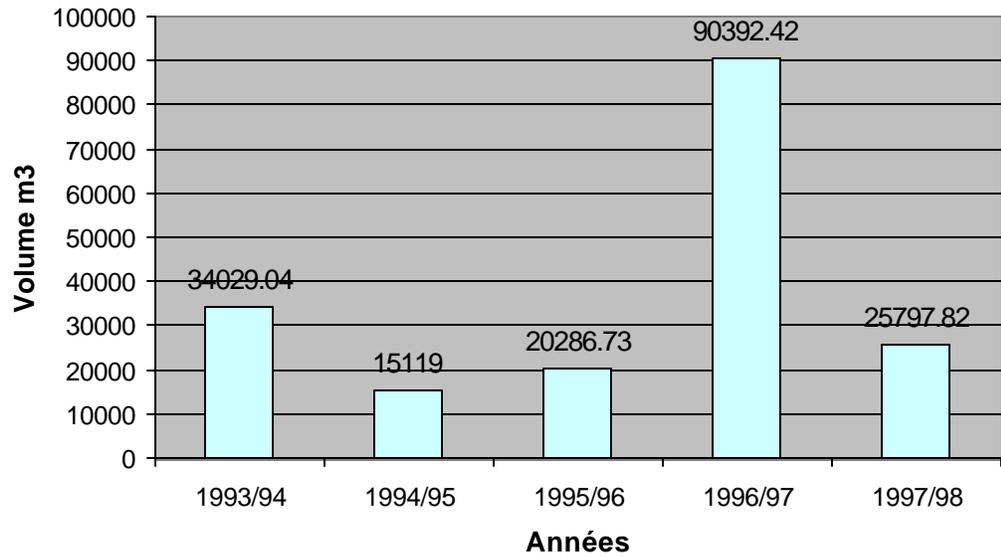


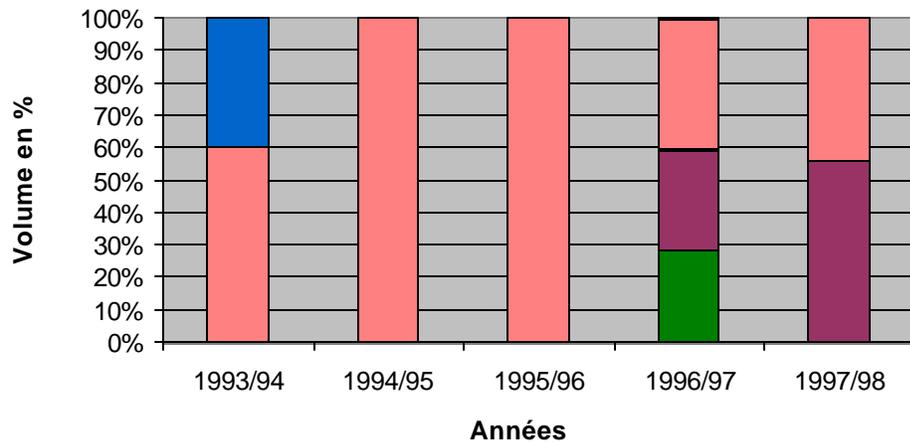
Figure 17. Volumes transformés par exercice en % et par unité de transformation



Evolution des exportations pour les licences par années



Evolution des exportations en % par licence 1993-1998



- | | | |
|----------------------|--------------------|-----------------|
| ■ LOREMA 1811 | ■ SOCIB 1791 | □ SCIB 1799 |
| □ ENGONO E, 1777 | ■ SABA 1835 | ■ PALLISCO 1818 |
| ■ CBBT/PALLISCO 1803 | □ EYIA Pierre 1833 | |

Figure 20. Evolution des exportations pour les ventes de coupe 1993-1998

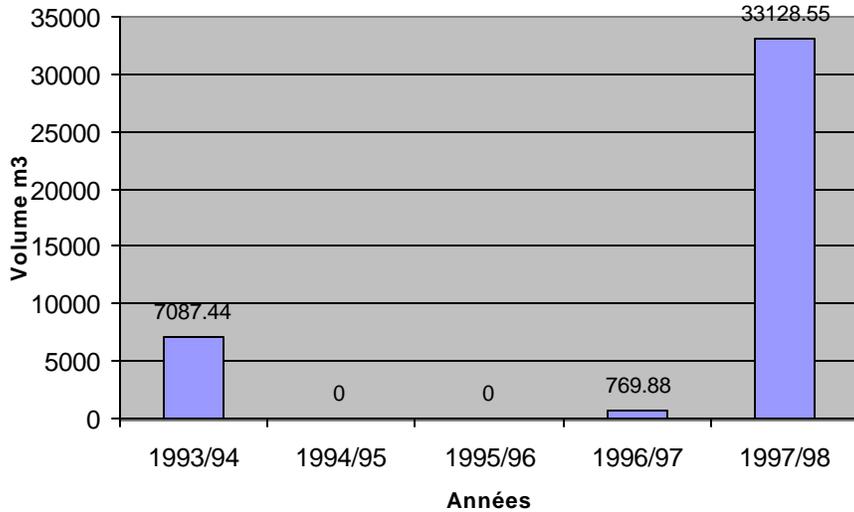
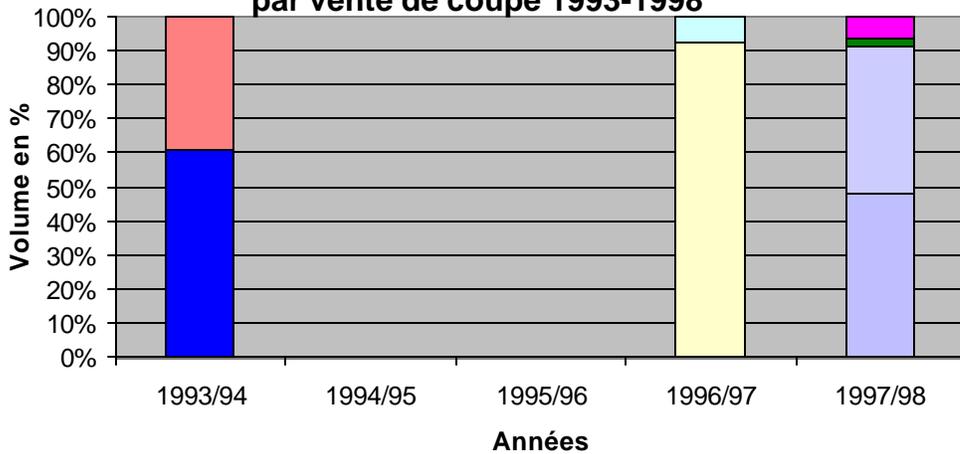


Figure 21. Evolution des exportations en % par vente de coupe 1993-1998



- | | |
|--------------------------|-------------------|
| ■ AVEICO 1311 | ■ SFDL 1299 |
| □ RENAISSANCE | □ IFTCA |
| ■ SFS | ■ SOCAMER |
| □ NNA ZE Bayard 09.01.14 | □ Demitriades G. |
| ■ FBC 10.02.27 | ■ FORMEK 10.02.29 |

Figure 22. Evolution des exportations pour les autorisations de récupération de bois 1996-1998

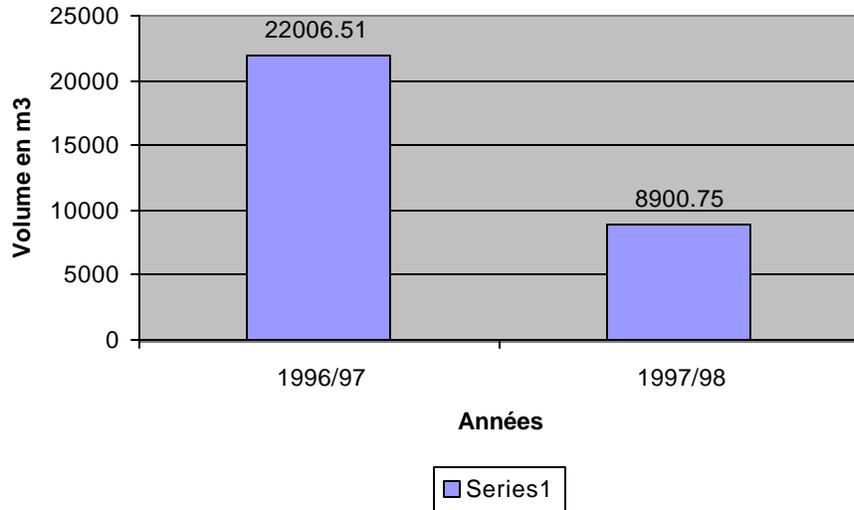
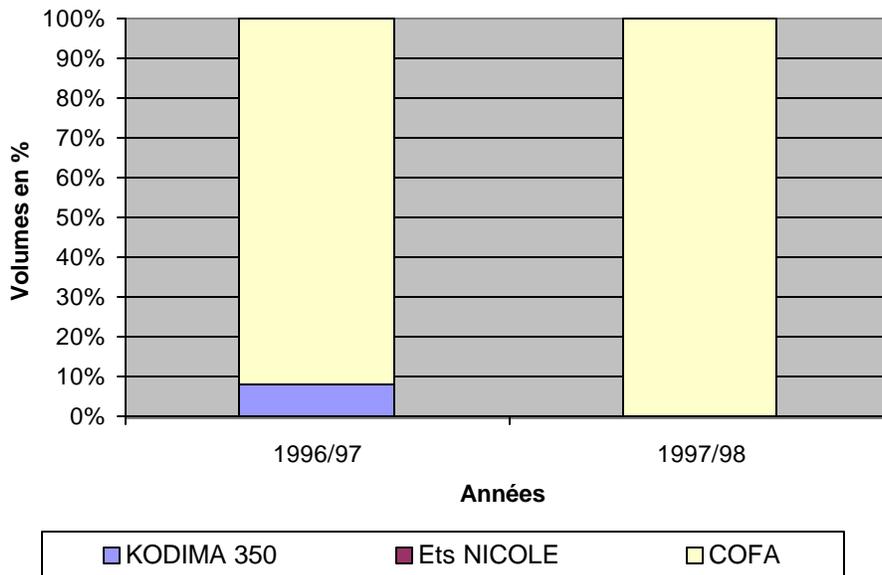


Figure 23. Evolution des exportations en % par autorisation de récupération de bois 1996-1998



3- Volumes transformés

Les données continues n'ont pu être obtenues que pour Pallisco¹ qui par ailleurs, sont les scieries les plus anciennes de la région, les scieries Pallisco ont transformé au total 128 308,09m³ soit 61,85% du total qui est de 207 455 m³.

G- IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE L'EXPLOITATION FORESTIERE

1- Les taxes et redevances recouvrées

Sur la base des statistiques obtenues, il est possible de dire que de 1990/1991 à 1997/1998, le volume des taxes d'abattage payées pour les 9 titres de licence est de (1 078 398 400 Fcfa). Très modestes en 1990/1992 (de l'ordre de 73 000 000 par l'an), ces taxes ont connu une baisse de 1992 à 1994 (passant à 38-39 000 000) avant de reprendre la hausse en 1994/1995 (63 483 845 Fcfa) pour enfin culminer à 242 291 839 Fcfa en 1997/98, ce qui représente en 3 ans une augmentation de 178.%.

En proportion, la SABE (1835) vient largement en tête avec 424 411 295 payés en 3 exercices, suivi de LOREMA 1811 (180 474 937 Fcfa en 3 exercices également) puis SOCIB 1791 (153 851 658 Fcfa étalés en 7 exercices). Nous n'avons pas pu obtenir des statistiques pour EYIA Pierre 1835.

Pour les taxes fixes, elles se sont élevées globalement pour la période à 288 024 693 Fcfa. Situées autour de 19-20 000 000 de 1990 à 1992, elles ont dépassé les 32 000 000 en 1993-1995 pour cumuler à 118 476 320 en 1995/1996. Au-delà, les statistiques deviennent rares.

En proportion, la Pallisco vient en tête avec 150 405 093 Fcfa pour ces licences 1903, 1792, 1835 soit un peu moins de 50 % du total de la période. Elle est suivie de ENGONO E. 1777 et SOCIB (plus de 41 000 000 Fcfa chacune), LOREMA 1811 (près de 30 000 000), SCIB 1799 et Eyia Pierre (plus de 11 700 000 chacun).

¹ Il s'agit des données de 2 scieries.

Tableau 12. Taxes d'abatage payées par licence et par an (fcfa)

Licences	Exercice								Total
	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	
LOREMA 1811					4744393	75372653	45551641		180474937
SOCIB 1791	4158246	3017814	7892274	4174743	5914015	42197740	67282770		153851658
SCIB 1799	4981144	21576583		747993	1798083				32092364
ENGONO E, 1777	10288490	21578375				3531124			35397989
SABE 1835						78531266	103588190	242 291 839	424411295
PALLISCO 1803			13327384	20728659	37168944	2979212	12047001		96412439
PALLISCO 1818			15465984	12915706	13858410	9751096			72240416
PALLISCO 1792	53627251	27041969	2848122						83517342
EYIA Pierre 1835									
Sous total	73055131	73214741	39533764	38567101	63483845	212363091	228469602	242291839	1078398440

Tableau 13. Taxes fixes payées par licence et par an (fcfa)

Exercice	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/1997	1997/98	Total
LOREMA 1811				5945640	5945640	5945640			29972920
SOCIB 1791	6832280	6777680	6777680	6777680	6777680	6777680	10374000		40720680
SCIB 1799	2391200	2391200	2391200	2391200	2391200				11956000
ENGONO E, 1777	5096000	5096000	5096000	5096000	5096000	7800000			41080000
SABE 1835						1083000			2166000
PALLISCO 1803	5711440	4998000	4998000	4998000	4998000	38748000		7650000	79751440
PALLISCO 1818			8936293	7659680	7659680	38748000			63003653
PALLISCO 1792						7650000			7650000
EYIA Pierre 1835						11724000			11724000
Sous total	20030920	19262880	28199173	32868200	32868200	118476320	10 374 000	7650000	288024693

Tableau 14. Evolution des exportations par licence et par an en m3

	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	Total
LOREMA 1811				25525,98	0,00	25525,98
SOCIB 1791				27641,45	14369,00	42010,45
SCIB 1799				700,83		700,83
ENGONO E, 1777				0,00		0,00
SABE 1835						
PALLISCO 1818	20478,34	15119,00	20286,73	35892,24	11428,82	103205,12
CBBT/PALLISCO 1803	13550,70					13550,70
EYIA Pierre 1833				631,93		631,93
Sous total	34029,04	15119,00	20286,73	90392,42	25797,82	185625,01

Figure 24. Evolution des taxes d'abattages payées pour les licences 1990-1998

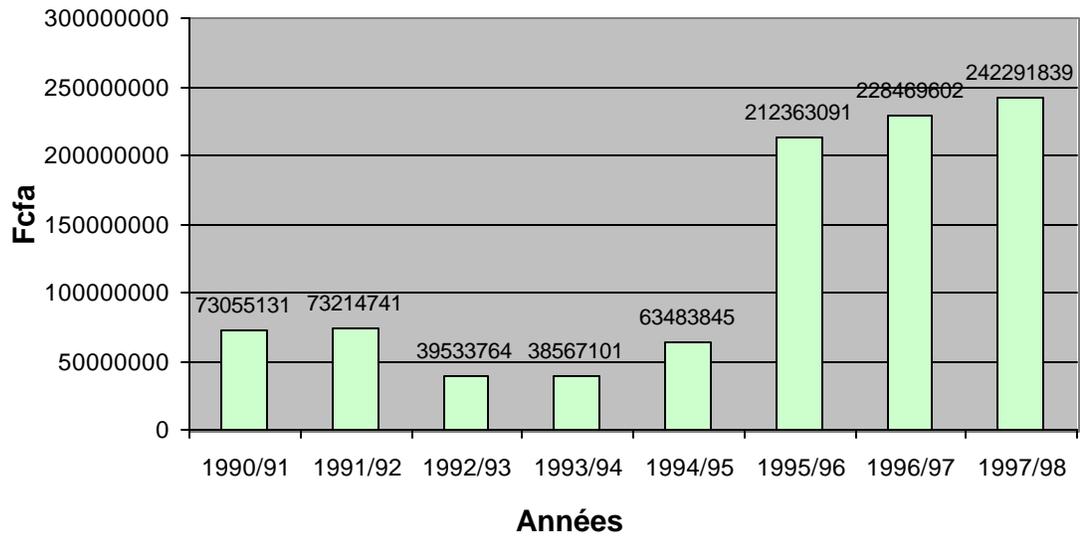
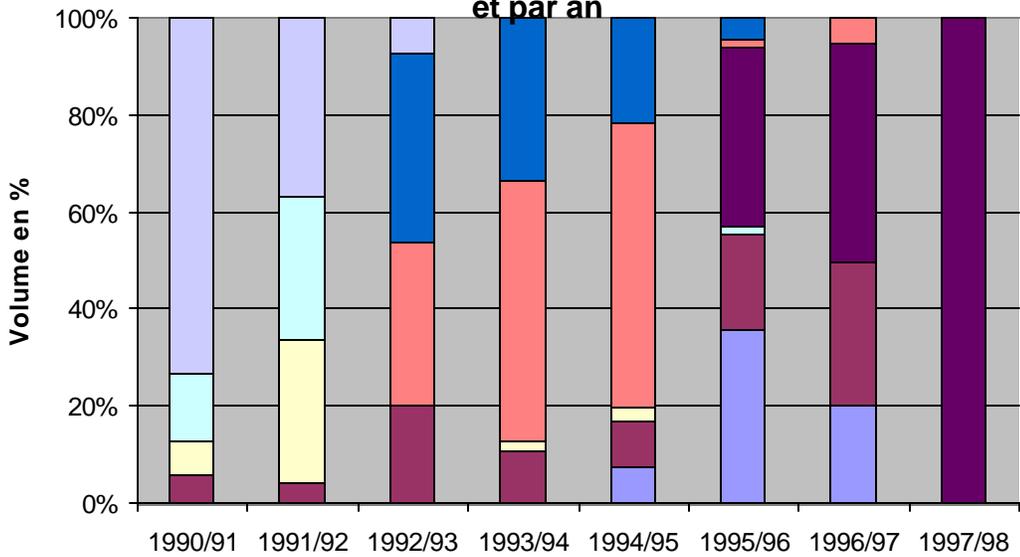


Figure 25. Taxes d'abattages payées en Cfa par société et par an



- LOREMA 1811
- ENGONO E, 1777
- PALLISCO 1818
- SOCIB 1791
- SABE 1835
- PALLISCO 1803
- SCIB 1799
- PALLISCO 1792
- EYIA Pierre 1835

Figure 26. Evolution des taxes fixes payées en Fcfa pour les licences 1990-1998

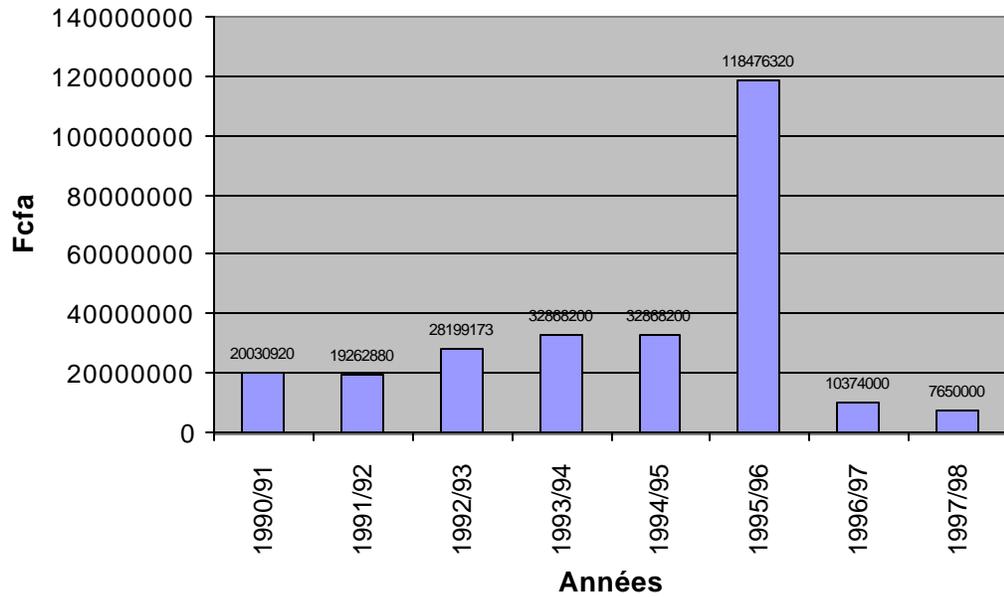
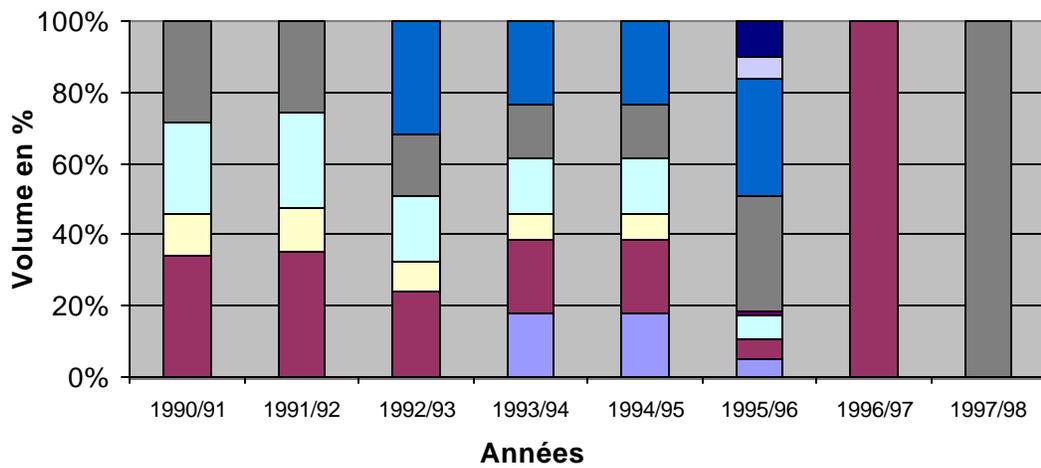


Figure 27. Taxes fixes payées en Fcfa et en % par société 1990-1998



- | | | |
|----------------|---------------|------------------|
| LOREMA 1811 | SOCIB 1791 | SCIB 1799 |
| ENGONO E, 1777 | SABLE 1835 | PALLISCO 1803 |
| PALLISCO 1818 | PALLISCO 1792 | EYIA Pierre 1835 |

2- Les réalisations socio - économiques

Pour La SABE, il a été possible d'avoir des données de détail sur le bilan des réalisations comme présentées ci-dessous :

**Tableau 15. Données sur l'impact socio-économique de l'exploitation forestière
SABE
Licence 1835**

Comités	Montant enveloppe	Opération	Montant dépensé	Total dépensé	Reliquat
MEDJOH Salle de classe	1 137 300	-Achat 100 tôles 2 m -Matériel technique santé -Frais de scolarité	1 137 300 195 000	1 137 300	0
AMPEL Cases tôlées	1 137300	Indemnités commissaire aux comptes -300 tôles 2 m- Main d'œuvre + tâche - Réfection adduction d'eau	56 750 675 000 180 000 30 550	1 137 300	0
NEMEYONG Cases tôlées	1 137 300	-310 tôles 2 m -10 paquets pointes à tôles -5 paquets de pointes 9 et 8 -2 paquets de 7 05sachets de rondelles - indemnités commissaires .aux comptes	899 000 62 500 24 375 9740 4625 137060		0
MINDOUROU Cases tôlées	1 137 300	-490 tôles 2 m - indemnités comm. aux comptes	1102 500 34 800	1 137 300	0
MAYANG Cases tôlées	1 137 300	-444 tôles 2 m	999 000	999 000	138 300
BEDOUMO Cases tôlées	1 137 300	-400 tôles 2 m -indemnités comm. aux comptes.(honoraires)	900 000 80 000	980 000	157 300
DJOLEMPOUM Cases tôlées	2 128 800	650 tôles 2m - indemnités commissaires aux comptes	1462 000 100 000	1562 000	566 300
DJOUYAYA Salle de classe	991 500	-100 tôles 2m	225 000	225 000	766 500
NONGBWALA (foyer)	991 500	-100 tôles 2m	225 000	225 000	766 500
NKOUAK(foyer)	991 500	-100 tôles 2m	225 000	225 000	766 500
Récapitulatif		Recettes		14 055 900	
		Dépenses		9 002 050	
		Reliquat		5 053 050	

Pour le reste, les réalisations se résument dans la majorité des localités attenantes à la réserve et parcourues par l'équipe du CEW, à la construction entre autres: des écoles aux bâtiments sommaires, parfois sans ouvertures, abandonnés dans les villages, sans instituteurs.(cf photo 1)



Photo 1 : L'école de Belay

Les stades de football semblent être les réalisations les plus répandues et les plus faciles à concrétiser sur le terrain. En effet sur cinq villages traversés, quatre (4) au moins ont des stades construits par les exploitants forestiers. Ils sont construits en quelques heures en dégagant une portion de la forêt près du village et, les buts sont constitués du bois à base des arbres abattus pendant les travaux.

Des édifices religieux tels que les chapelles peuvent être sommairement construits comme on peut le constater sur la photo n° 2;



Photo 2 :Chapelle du village pygmée de Bifolon.

Les ponts dont les supports sont des billes de bois sont également fréquents sur les principales routes. Un exemple type peut être observé sur la photo n° 3. Ils se caractérisent par l'absence de buses et bloquent les écoulements.



Photo 3 : Pont sur un ruisseau près du village Oyem

H- IMPACT ECOLOGIQUE DE L'EXPLOITATION FORESTIERE

Dans le cadre de la recherche d'une méthodologie pertinente d'évaluation des impacts écologiques de l'exploitation forestière autour du Dja, des actions ont été menées en collaboration avec les membres du volets recherche du projet ECOFAC.

Nous avons ainsi engagé une proche collaboration avec Florence PALLA, dont les travaux de recherche porte sur les impacts écologiques de l'exploitation forestière dans la région susmentionnée.

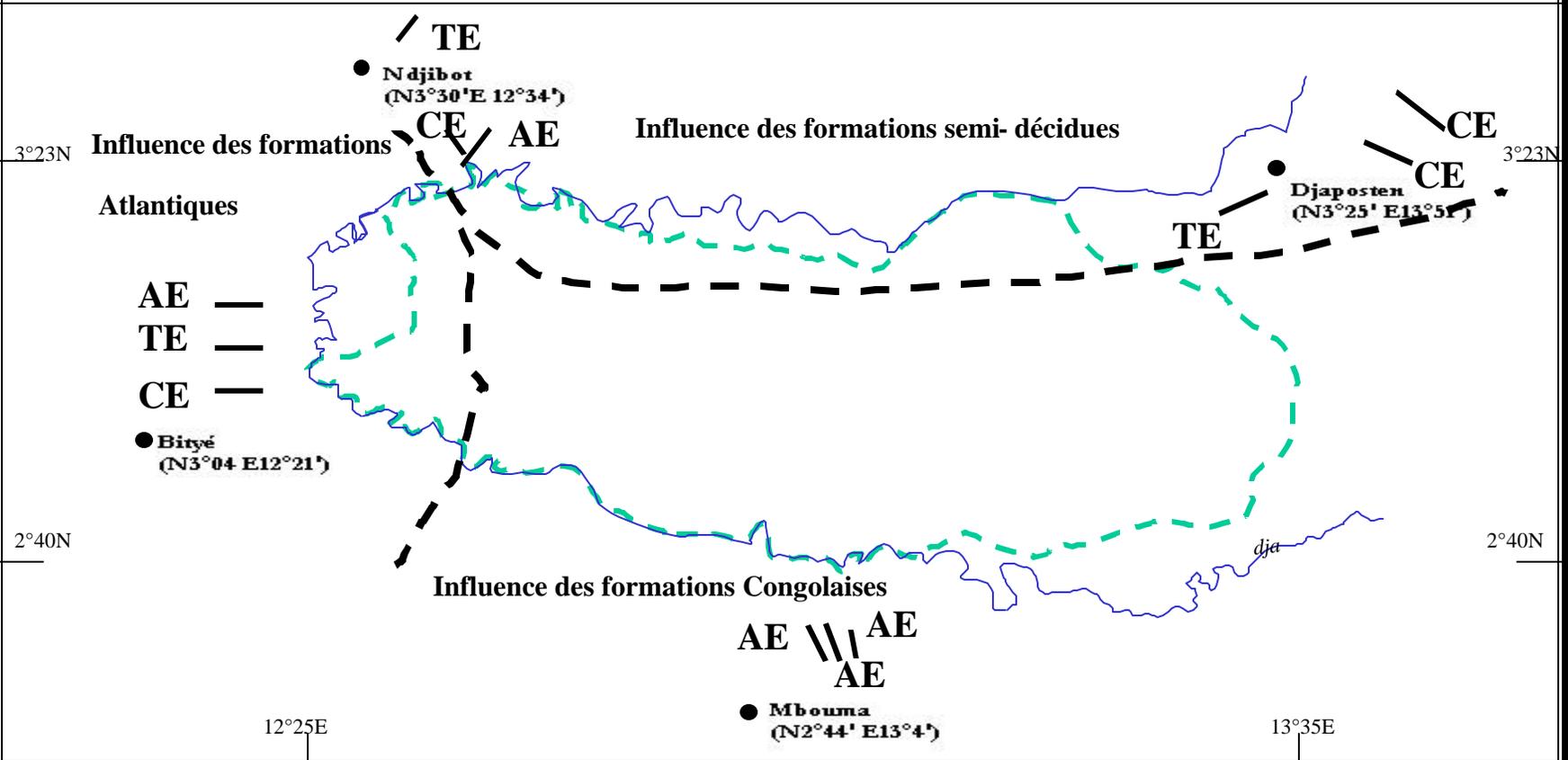
1- Méthodologie utilisée

La méthodologie de collecte des données qui a contribué à l'obtention des premiers résultats des travaux effectués par Florence PALLA repose sur les critères de choix de sites, l'inventaire des arbres et l'analyse factorielle des correspondances.

a- Le choix des sites

Le choix des sites repose sur des critères de différenciation des zones phytogéographiques qui constituent le massif forestier du Dja, à savoir : La forêt semi-décidue, la forêt atlantique et la forêt congolaise, mais aussi de l'utilisation différentielle de la forêt du Dja (zone intacte ou zone témoin, zone en cours exploitation et zone en arrêt d'exploitation).

Figure 28. Sites inventoriés à la périphérie de la réserve de biosphère du Dja



Légende

TE (Témoin)	Limite de la réserve
CE (Cours d'Exploitation)	Cours d'eau
AE (Arrêt d'Exploitation)	Limite probable des grandes formations végétales

N
 0 15km

Réalisation: Cameroon Environmental Watch, avec l'appui des programmes CARPE et ECOFAC. Janvier 2000
 Source: Travaux de F. Palla

b- L'inventaire des arbres

La méthodologie suivie est celle des transepts (LEJOLY, 1993; 1995; 1996; SONKE, 1998) retenu comme standard pour la comparaison de la biodiversité en zone de forêts tropicales. Elle consiste en des relevés effectués sur des bandes de 5 km constitués des placettes contiguës de 5 m de large, soit 2,5 m de part et d'autre de la médiane; 50 m de long pour les dbh \geq 10 cm pour des placettes contiguës de 50 m de large, soit 25 m de part et d'autre de la médiane; 50 m long pour les dbh \geq 70 cm.

Les paramètres étudiés pour chaque arbre sont:

- Le diamètre à 1,3 mètre du sol,
- La position par rapport à l'origine du layon,
- Le nom latin de l'arbre .

A travers cette démarche, des inventaires ont été effectués dans trois zones préalablement définies:

- 1- zone témoin (T E) ou zone de référence,
- 1- zone en cours d'exploitation (C E),
- 1- zone en arrêt d'exploitation (A E).

c- Analyse factorielle des correspondances

Elle repose sur des méthodes statistiques multivariées utilisées en écologie dans le cadre de comparaison de plusieurs groupes ou alors des regroupements d'objets à partir, non plus d'une seule variable, mais d'un ensemble de variables, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives.

2- Résultats obtenus

Suivant cette méthodologie, elle est parvenue aux résultats partiels suivants, présentés sous forme de tableau.

Tableau 16. Densité (tiges/ha) des espèces de forêts secondaires dbh [≥] 10 cm.

	Témoin	Cours d'Exploitation	Arrêt d'Exploitation
Espèces de forêts secondaires jeunes			
<i>Caloncoba glauca</i>	1,46	2,20	2,08
<i>Lindackeria dentata</i>	0,00	0,40	0,08
<i>Macaranga spinoza</i>	3,46	5,40	3,36
<i>Maesopsis eminii</i>	0,26	0,90	1,12
<i>Musanga cecropioides</i>	2,66	6,90	4,96
<i>Myrianthus arboreus</i>	3,33	3,70	6,96
<i>Barteria fistulosa</i>	0,66	1,50	1,60
Sous total	12	21	20,16
Espèces de forêts secondaires vieilles			
<i>Alstonia boonei</i>	2,93	2,70	2,40
<i>Canarium schweinfurthii</i>	0,53	0,50	0,88
<i>Desplatsia dewevrei</i>	1,46	1,80	1,28
<i>Discoglyprena caloneura</i>	0,13	0,20	0,32
<i>Pentaclethra macrophylla</i>	5,46	6,90	3,76
<i>Pterygota macrocarpa</i>	0,13	0,20	0,00
<i>Pycnanthus angolensis</i>	2,66	1,90	2,96
<i>Ricnodendron heudelotii</i>	0,93	0,40	0,32
<i>Terminalia superba</i>	1,33	1,20	2,48
<i>Triplochiton scleroxylon</i>	0,53	0,00	0,64
<i>Xylopia aethiopica</i>	0,80	1,30	1,36
<i>Zanthoxylum gillettii</i>	0,80	1,90	0,80
Sous total	17,69	19	17,20
Total	29,69	40,00	37,36

Les zones en cours d'exploitation semblent les plus perturbées avec la plus grande densité ou les espèces *Musanga Cecropioides* et *Pentaclethra Macrophylla* sont les mieux représentées.

I- ACTEURS, INTERVENANTS ET MOTIVATIONS

L'évaluation de l'impact socio-économique de l'activité d'exploitation forestière ainsi que les motivations des acteurs concernés s'est effectuée à travers des entretiens semi-structurés auprès des grands groupes suivants: exploitants forestiers, populations locales en interaction avec le projet ECOFAC et les élites locales. Les résultats présentés ci-dessous, décrivent un premier niveau d'analyse des données obtenues par groupes sus évoqués.

1- Exploitants forestiers

L'analyse de la perception des exploitants forestiers permet de dégager trois niveaux d'appréciation ou sous groupes.

a- Titulaires de permis, d'autorisations de coupe et de récupération de bois

Ce type d'exploitation est l'apanage des populations riveraines des zones forestières. Il est subordonné à l'obtention d'une autorisation ou d'un permis de coupe individuelle mais aussi des autorisations de récupération.

La technique de coupe est généralement traditionnelle, avec utilisation d'outils rudimentaires tels que la hache, la scie mobile, la tronçonneuse. Dans le cas des autorisations de récupération, la sous-traitance est assez répandue, impliquant l'utilisation des engins lourds.

Les produits issus de cette exploitation artisanale sont divers: les piquets, les perches, les lattes, les planches. Ces produits sont destinés aux utilisations domestiques et à l'approvisionnement des dépôts formels et informels des grands centres urbains.

La récupération de bois, supposée être une activité de récupération de bois abandonnés par les gros exploitants ou corrélative à un projet de développement débouche très souvent sur la coupe des essences prisées sur le marché international telles le Moabi, l'Iroko, le Sapelli...et, prend ainsi une connotation d'exploitation industrielle. Dans l'ensemble, cette forme d'exploitation est marquée par une forte pression des acteurs sur les ressources ligneuses et non ligneuses, de même que sur les sols, pour des fins agricoles.

a-1 La demande officielle des titres

Les résultats ci-dessous illustrent une faible demande de l'exploitation par permis de coupe dans le district de Somalomo.

Tableau 17. Etat des permis de coupe dans le district de Somalomo

Demandeur	Date d'octroi	Volume Abattu
Elite locale	16 mars 1998	10 m3
Eglise Presbytérienne	26 juin 1997	9 m3
Mutuelle des bâtisseurs	17 mars 1997	49,5 m3
	17 février 1997	4,5 m3
	06 janvier 1997	4,5 m3
Ecole	19 février 1996	6,8 m3
Total		84,3 m3

Source : Poste forestier et de chasse de Somalomo

L'analyse du tableau laisse effectivement apparaître 6 attributions en 3 ans. Cela contraste avec la situation vécue sur le terrain où l'exploitation est plus répandue.

Un des traits caractéristiques des acteurs ici c'est donc qu'ils ne possèdent que très rarement des documents délivrés par l'Administration forestière; laquelle proscrit d'ailleurs la commercialisation des produits exploités à des fins domestiques dans le cas des permis et autorisations de coupe.

A ce sujet plus de 70% des personnes rencontrées s'accommodent mal à cette disposition. En effet, ignorant ou feignant d'ignorer la propriété de l'Etat sur les forêts, les populations forestières, dans leur grande majorité, ne comprennent manifestement pas pourquoi elles devraient requérir une autorisation pour jouir d'un droit de propriété ancestrale, héritée générations après générations.

Ces acteurs, connaissant l'illégalité de leurs actions sur le terrain, sont enclins à une coupe « sauvage » effectuée à la hâte afin d'échapper à d'éventuels contrôles administratifs malheureusement insignifiants dans la zone.

Bien plus, il est toujours difficile de déterminer avec exactitude les limites de la zone couverte par le titre. C'est le cas de la récupération n°149 de Décembre 1998 qui, selon les villageois des environs de Lomié et les observations de terrain, s'étendait du village de Serre à Pohempoum, distant d'environ 7 km de chacun. Les limites de cette récupération n'ont aucunement été matérialisées durant toute la période d'exploitation.

Par ailleurs, il est toujours difficile de pouvoir déterminer le vrai titulaire de l'exploitation, car plusieurs personnes interviennent à la fois pour le même titre. à la limite Bengbis et Sangmélina, une portion de forêt appartenant à la Mairie et faisant l'objet de la récupération de bois n° 389 qu'effectue l'Etablissement Nicole, le serait sous financement

de la société IRENE d'après les informations de terrain. Face à ce chaos qui ne profite ni à l'administration et encore moins à aux populations locales. Ces dernières exercent en retour une forte pression pour l'acquisition des forêts communautaires.

a-2 Pression pour l'acquisition des forêts communautaires

Il est apparu au sein des communautés forestières de la région une forte propension en faveur de l'acquisition des forêts communautaires. Le tableau ci-dessous présente la situation des dossiers d'attribution des forêts communautaires de quelques villages du district de Somalomo.

Tableau 18. Projets de forêts communautaires dans la district de Somalomo

Villages	Observations
Somalomo	Une réunion avec les autorités administratives locales et forestières
Ngola	Une réunion avec les autorités administratives locales et forestières
Ekok (Malen IV)	Une réunion avec les autorités administratives locales et forestières
Makak	Projet en cours de gestation

Source : Poste forestier et de chasse de Somalomo

La situation ci-dessus qui ne représente qu'un aspect des tendances générales observées dans la quasi totalité de la zone attenante à la réserve de biosphère du Dja. Elle exprime certainement une nouvelle donne, soulignant l'impact que les populations locales devront jouer dans la gestion des ressources forestières.

Certes, il s'est dégagé des entretiens avec les représentants de ces communautés, qu'ils n'ont qu'une idée assez vague du concept et de la pratique de forêts communautaires. La majorité d'entre eux voient en la forêt communautaire une démarche de l'Etat visant à rétrocéder aux populations locales leur droit de propriété trop longtemps usurpé par celui ci.

Quant à la pratique, moins de 5 % maîtrise plus ou moins bien le principe de fonctionnement des forêts communautaires et leur gestion.

b- Titulaires d'une vente de coupe.

Le caractère pervers de leur activité vient du fait que plus de 80% d'entre eux opèrent en marge de la réglementation en vigueur. Les infractions les plus fréquentes étant: la coupe hors concession, la sous déclaration des volumes abattus, la coupe des essences protégées...

Ils sont dans l'ensemble commandés par la recherche de gain immédiat sans égards pour les exigences de gestion. Cette activité, du côté de Lomié, principal axe de pénétration dans la boucle naturel que dessine le Dja, présente un déploiement important sur le terrain à court, moyen et long terme. D'où le caractère minier qu'a toujours revêtu cette activité qui prend à contre pied le contrôle administratif.

C'est également dans ce groupe d'acteurs que dominant les amateurs et autres individus « sans foi ni lois » ternissant ainsi l'image de l'exploitant forestier dans la société.

En effet, ils s'illustrent en général par des promesses non tenues ou réalisées à moitié auprès des populations riveraines (du massif forestier exploité) à qui ils doivent payer des redevances forestières et les « droits » d'exercer dans la localité. Il ressort des avis recueillis que dans plus de 90% de cas les exploitants forestiers « méprisent » les populations locales ainsi que leurs doléances. Il n'est pas rare que ceux-ci dans l'exercice de leur activité dévastent des champs des paysans pour lesquels ils ne payent que rarement au prix des procédures insoutenables et insupportables par les populations. Un des cas illustratifs est celui des pygmées du campement situé à près 2 km de Lomié.

Il s'ensuit dès lors des conflits ouverts entre les populations locales et les exploitants indécents. Celles-ci s'étant résolues dans la région à se faire justice, en l'absence des contrôles forestiers et en l'absence d'équité dans le partage des retombées de l'exploitants forestière. La compagnie HAZIM a ainsi vu son matériel roulant pris en otage par les populations révoltées, face au non respect de ses engagements pour la construction des infrastructures sociales (écoles, églises, terrain de football...) et surtout sa complicité apparente avec les autorités administratives et son impunité croissante.

Ainsi donc, les titulaires des ventes de coupe brillent par leur manque total d'intérêt pour les exigences de gestion durable, qu'ils foulent au pied.

c- Les grands exploitants forestiers type: Pallisco

Ce niveau d'appréciation reste comparable au précédent car constitué également des opérateurs économiques du secteur bois. Il tranche cependant avec le premier par le souci de plus en plus manifeste en faveur de la gestion durable des forêts. L'entreprise Pallisco s'illustre ainsi comme une des entreprises avant-gardistes dans cette innovation.

En effet, cette compagnie a récemment amendé son règlement intérieur dans le souci de protection de la faune. Ainsi le règlement intérieur de l'entreprise mentionne désormais

l'interdiction de transporter des chasseurs, des armes de chasse des munitions ainsi que du gibier. Cette disposition est assortie d'une sanction à la dimension d'une faute lourde.

Il convient toutefois, de noter que, les mesures innovatrices en faveur de la protection de faune, prises par Pallisco ne sont pas toujours bien perçues par les populations locales, déjà très enracinées dans le réseau de braconnage et qui interprètent cette nouvelle attitude de Pallisco ni plus ni moins comme une manœuvre discriminatoire pour les empêcher de jouir des bénéfices de la (leur) faune sauvage.

Face à ce dilemme, l'entreprise ne pourra-t-elle pas céder à la pression populaire compte tenu des contraintes qu'elle doit subir pour faire respecter cette innovation à son personnel.

2- Populations locales: Changement de perceptions.

Les changements de perception des ressources forestières chez les populations locales sont la résultante de deux facteurs distincts :

- L'existence d'un projet de Conservation/développement dans la zone
- Les innovations de la loi forestière relatives au paiement des redevances forestières aux populations riveraines.

a- L'existence d'un projet de Conservation/Développement dans la zone

L'arrivée du projet ECOFAC dans la région a marqué un changement de perception dans la gestion des ressources forestières.

En effet, l'approche participative appliquée par le projet ECOFAC a permis aux populations locales de prendre conscience du rôle fondamental qu'elles doivent jouer dans la gestion durable des forêts, en tant qu'acteurs de premier plan. Considérées par le projet comme partenaires de choix, elles ont bénéficié d'un renforcement permanent de leurs capacités. Notamment à travers le volet éco-développement caractérisé par la promotion et l'appui aux initiatives locales de développement liées à la conservation. Notamment la vulgarisation des techniques agroforestières, de l'utilisation des briques de terres stabilisées pour la construction, la réalisation de certaines infrastructures prioritaires tels les ponts...

Le revers de cette démarche a été que les populations semblent s'être trompées de la mission de conservation du projet ECOFAC. Car la quasi totalité des personnes rencontrées, estiment que le projet ne les encadre pas suffisamment. Pour elles, le projet devrait faire mieux compte tenu de "ses gros moyens".

Face à cette situation le projet ECOFAC a opté pour une nouvelle méthode d'intégration et de partenariat impliquant les populations locales. Cette nouvelle méthode est fondée sur la recherche du consensus et des stratégies de négociation directe. Elle porte sur les aspects ci-après : (L. NTONGA)

La sécurisation foncière . le foncier fait l'objet de sollicitations d'usage et d'appropriations par les différentes parties prenantes . celles-ci ne s'accordent pas sur la propriété de cette composante qui , au regard de la loi , fait partie du « domaine permanent de l'Etat y compris les forêts qui s'y trouvent .(art. 21 , 24,25 de la loi N°94/01 du 20 janvier 1994 portant Régime des Forêts ,de la Faune et de la Pêche).

L'accès aux ressources les ressources dont regorge la réserve constituent une richesse que les parties prenantes convoitent soit pour leur exploitation soit pour leur conservation .Le contrôle est revendiqué par les uns et les autres qui souhaitent en avoir la primeur.

La distribution des bénéfices les ressources qui sont conservées son sensées dégager des profits que les se parties prenantes entendent se les partager équitablement .Or ce qui n'est manifestement pas le cas .

La participation à la prise de décision .les parties prenantes dans la région entendent prendre activement part à la conservation des ressources de la réserve Chacune voudrait de la sorte avoir voie au chapitre dans la prise des décisions portant sur le sort de la réserve .

Le projet fonde sa stratégie de négociation sur les enjeux ci-dessus. Elle consiste en la signature d'accords de gestion de certaines ressources sur la base d'un zonage et en la mise en place d'alternatives au prélèvement desdites ressources.

Une telle démarche a ainsi permis aux populations locales de modifier leur perception vis à vis de la gestion des ressources forestières Le dialogue entre les acteurs est désormais possible , traduisant une certaine disparition de la suspicion entre les divers parties concernées , bien que demeurent les grandes tendances de départ.

b - Les innovations de la loi forestière relatives au paiement des redevances forestières aux populations riveraines.

Dans ses efforts de faire davantage de l'exploitation forestière une activité qui contribue au développement des populations riveraines, le MINEF et le MINEFI avaient à travers un arrêté ministériel conjointement prévu l'imputation d'une somme de 1 000 Fcfa à

reverser directement aux populations locales riveraines par m³ de bois exploité dans le cadre de l'exploitation par Vente de Coupe.

Des évolutions positives certes isolées sont notées, mais le sentiment quasi collectif qui émane des communautés humaines vivant en zone forestière est que l'exploitation forestière est une entreprise aux gros intérêts et qui se fait sur le dos des populations locales. Celles-ci acceptent très souvent avec résignation le statu quo, car les exploitants forestiers ont de gros moyens et sont parfois de mèche avec les autorités administratives. Aussi, est-il très difficile d'observer des actions concrètes et durables de l'exploitation forestière sur le terrain. D'où la dégénérescence de nombreux conflits populations - exploitants forestiers, très réguliers dans des secteurs sous exploitation forestière.

A titre d'exemple, dans l'arrondissement de Zoétélé, il a été relevé que l'engin d'un exploitant avait été bloqué par les populations locales, (l'empêchant ainsi de faire une récupération de bois abandonné en forêt), pour ne s'être pas engagé dans la réfection des toits d'une école de la localité, sinistrée par un orage.

De ce qui précède, il se dégage trois tendances dominantes sur le terrain :

- le blocage des activités d'exploitation forestière,
- la propension à obtenir une forêt communautaire et,
- la recrudescence de l'exploitation artisanale illégale en l'absence de contrôle effectif et efficient

3- Elites locales.

Dans le contexte de la région dont il est question, les "élites" peuvent être vues comme des personnes originaires des communautés forestières concernées, jouissant d'une certaine aisance matérielle ou d'une notoriété socio-politique ou intellectuelle.

Depuis quelques années, cette classe sociale s'intéresse de plus en plus à la gestion, mais surtout à l'exploitation du patrimoine forestier environnant leur localité. Essentiellement installée en zone urbaine, les élites opèrent par instigation des soulèvements sociaux contre les exploitants, les projets ou tout autre acteur impliqué dans la gestion durable des forêts.

Très souvent, il profite de leur « puissance influente », née des relations complices avec les chefs de villages et autres autorités administratives, pour user de toute astuce pour

exercer une pression sur la ressource. C'est le cas de la récupération de n° 149 effectuée dans les villages Serre et Pohempoum à Lomié dont, selon les populations locales, a pour origine un projet de foresterie communautaire couplée à une activité de « reboisement »

Une telle manipulation des couches sociales peu averties entraîne la non coopération des populations locales, ce qui crée une suspicion vis à vis des initiatives de conservation dans la région: ECOFAC IUCN, lesquelles sont désormais évalués suivant des critères négligeant les contraintes humaines sur le terrain. Cette suspicion se manifeste jusque dans les rapports entre les activités et ces derniers.

Ainsi, dans ses efforts de bâtir un partenariat actif entre lui et les populations locales, le projet ECOFAC a accordé quelques concessions à celles-ci. Mais le projet s'est vu contrarié par la tutelle (MINEF), sous prétexte cela pourrait entraîner les populations à revendiquer un droit de toute propriété sur toute la ressource, présumée du domaine privé de l'Etat.

J- INCIDENCES DU PROJET SUR LA CONSERVATION

1- Incidence du projet sur la conservation.

Depuis la fin de la première phase, les résultats sont progressivement exploités par ECOFAC dans le cadre des actions de sensibilisation et de mise en œuvre du plan D'aménagement et de gestion de la Réserve ; Le rapport définitif par sa documentation cartographique et statistique fournit davantage d'éléments dans ce sens

2- Participation locale

Dès le début des activités du projet, ECOFAC/DJA a apporté son soutien à l'équipe du CEW. ECOFAC/DJA a identifié les secteurs «critiques» qui devront exiger une étude de terrain approfondie, notamment les secteurs de Bengbis et de Messamena. Par ailleurs, le projet ECOFAC/Dja a facilité le déploiement de l'équipe du CEW sur le terrain : lettre d'accueil et de facilitation du travail de l'équipe du CEW).

En outre, dans toutes les localités couvertes par la mission, la participation de quelques autorités (sous-préfet et maires) et populations locales a permis d'apprécier les différentes perceptions des différents acteurs. La photo n°4 illustre une conversation de l'équipe du CEW avec un ressortissant du village de Malen I (District de Somalomo) sur le fleuve Dja.



Photo 4 :conversation avec un villageois

De même, la participation des populations locales a permis de découvrir l'existence de certains titres non identifiés pendant la première phase, notamment la coupe par autorisation de récupération de bois effectuée par la société KOZIM International dans les environs des localités situées à la limite des districts de Messamena et Somalomo; la limite de cette exploitation se trouve sur le tronçon Somalomo - Messamena dans le village Kodja. Elles nous ont également facilité l'identification de certaines réalisations à caractère social faites par les exploitants forestiers, ainsi que les noms des villages dans lesquels elles ont été réalisées

3- Formation et information environnementales

a- Formation

Le projet permet aux jeunes du CEW d'acquérir une expérience dans la collecte des données dans le cas d'une activité sensible et de se former progressivement à la cartographie forestière avec des logiciels tels que Corel draw et Mapinfo qui sont le point de départ d'un Système d'Information Géographique. On espère avoir au moins un mémoire de Maîtrise soutenu à l'Université de Yaoundé I avec l'appui de ce projet.

b- Information environnementale

L'information environnementale générée par le projet sera progressivement catalysée à travers des publications dans le MOABI et CARPE Infos.

c- Diffusion des résultats

Comme ce fut le cas pour le rapport de la première phase, les premiers destinataires sont ECOFAC et CARPE; Ensuite le rapport pourra être envoyé à toute organisation intéressée d'utiliser et de valoriser les résultats comme ce fut le cas pour UICN/DJA dans la première phase.

K- RECOMMANDATIONS DU PROJET

1- Constats :

- a Nous avons déjà eu à signaler les difficultés à obtenir les données et autres statistiques sur l'exploitation forestière sur la période arrêtée au départ, c'est-à-dire 1987 - 1997. En effet, il est important de signaler que la tenue des archives par l'administration forestière a été médiocre avant la réforme du secteur forestier en 1994. Le travail de terrain nous a permis de confirmer l'évidence de cette contrainte. En conséquence, les statistiques disponibles de manière relativement continue couvrent essentiellement la période de 1994 à 1998.
- b Les exploitations par vente de coupe et par autorisation de récupération de bois sont assez répandues sur le terrain et, il est très souvent difficile de déterminer les contours de leurs activités du fait de la mobilité et du caractère minier qui les caractérise.
- c A l'image de l'arrêté ministériel de Janvier 2000 portant publication de la liste des titres autorisés à l'exercice des activités en 1999/ 2000 et d'autres actes officiels, la volonté des pouvoirs publics d'œuvrer à l'assainissement du secteur forestier se manifeste déjà de manière perceptible et on assiste à des mutations rapides et fréquentes dans le statut et l'état des titres (cf les cartes chronologiques des licences et UFA)
- d Toutefois , il est clair qu'en perspective, les unités de transformation du bois nécessitées de matières ligneuses sont appelés à se multiplier autour du Dja vu le déploiement potentiel des UFA.
- e Du fait de l'absence des données sur les états initiaux, il est difficile d'apprécier scientifiquement l'impact écologique propre de l'exploitation forestière ;
- f Le plan d'aménagement d'une aire protégée même réalisé demandera toujours à être réadapté à mesure que les paramètres contextuels changeront.
- g En réponse à la crise des cultures de rente dont la baisse des cours sur le marché mondial a provoqué un désintérêt chez le paysan, mais aussi du fait des migrations de

retour, la culture du palmier à huile semble se développer à un rythme très poussé dans la zone ouest attenante à la réserve, surtout dans les arrondissements de Zoétélé, Sangmélina et Meyômessala et relativement moins important dans l'arrondissement de Bengbis. Il nous semble important de réfléchir sur l'opportunité de généraliser ce type d'utilisation du sol à la périphérie de la Réserve de Biosphère du DJA.

- h Des premières discussions avec les différents acteurs (exploitants et gestionnaires des ressources forestières), on note une diversité remarquable d'opinions sur les aspects suivants:
- l'appartenance de la forêt ;
 - la rétribution des bénéfices générés par l'exploitation forestière ;
 - la procédure d'obtention d'une forêt communautaire et sa gestion ;

2- Recommandations du projet

- a La mise sur pied d'un dispositif de suivi de l'exploitation forestière autour de la réserve ;
- b Les exploitations par autorisation de récupération de bois devraient faire l'objet d'une étude approfondie ; Déjà, la suspension de leur attribution par l'autorité corrobore nos remarques précédentes ;
- c Une étude d'impact sur l'environnement de la culture du palmier à huile dans la zone attenante à la réserve de biosphère devrait être menée, surtout pour ce qui est de la dynamique spatiale de cette culture. ;
- d Il convient de documenter des sites tests par des études diagnostic des situations initiales en tenant compte de la possibilité pour ces zones d'être dans un proche avenir concédées à l'exploitation forestière ; ceci pose le problème des inventaires d'aménagement ;
- e Le processus de dialogue et de négociation entamé avec divers acteurs par ECOFAC devrait être soutenu en vue d'arriver à l'élaboration de normes d'exploitation forestière en périphérie de la Réserve ; Le nœud de la compatibilité entre conservation et exploitation forestière étant dans la participation active de tous les acteurs en vue de rechercher un consensus général ; Les exploitants forestiers apparaîtraient dans ce contexte comme des acteurs privilégiés œuvrant à la recherche d'une adaptation de leurs stratégies aux exigences de la durabilité et s'engageant à respecter de nouveaux cahiers de charge .

L- CONTRAINTES ET DIFFICULTES RENCONTREES

Les contraintes et difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres :

1- Pendant la préparation de la mission

Conformément à l'Accord de collaboration avec ECOFAC, ce dernier a mis à notre disposition un véhicule et un chauffeur. Pour ce faire nous avons eu à programmer la mission longtemps à l'avance pour la mettre en harmonie avec les activités routinières d'ECOFAC ; Ainsi, la disponibilité du véhicule conditionne nécessairement la date du déploiement de l'équipe sur le terrain.

2- Déploiement sur le terrain

a- Au niveau administratif

La contrainte principale a été l'indisponibilité de certains responsables qui devaient être rencontrés pendant l'exécution des principales activités de la mission. Ces responsables, étaient parfois impliqués dans diverses autres activités locales (séminaires, ateliers etc.). D'autres encore sombrent toujours hélas dans le piège de la rétention de l'information toujours considérée comme sensible.

b- Au niveau des déplacements

Les missions se sont aussi déroulées en pleine saison de pluies et en zone forestière parfois très enclavée du reste pour ce qui est de certaines localités, l'état désespéré des routes, notamment le tronçon Bengbis - Somalomo, a contraint la mission à mettre un peu plus de temps pour parcourir les distances les moins longues. Par ailleurs, la nature particulièrement glissante de la chaussée après une pluie a exposé l'équipe à un exercice épuisant comme on peut le constater à photo n° 5.



Photo 5 : Véhicule embourbé (piste Bengbis-Somalomo)

c- Au niveau de la finition du rapport final,

La masse des documents d'illustration a été importante.

Les exigences du travail cartographique nous ont contraint à prendre un peu plus de temps que prévu .

M- LISTE DES MATERIELS

- un ordinateur
- une imprimante laser jet 5

N- SUIVI RECOMMANDE DU PROJET

Le partenariat avec ECOFAC-Dja, principal utilisateur courant et potentiel des résultats vise à garantir le suivi à long terme du projet. De même, L'étude fournit au niveau d'un site critique (Réserve de Biosphère du Dja) des bases à partir desquelles on pourra continuer à mener le suivi des activités de développement en milieu forestier, préoccupation du nouveau programme Global Forest Watch.

Une base de données sera consolidée à Cameroon Environmental Watch pour progressivement mettre sur pied un système d'information géographique.

Une stratégie de communication s'inspirant des connaissances acquises lors de la formation CARPE du 1^{er} février 2000 sera élaboré pour renforcer la diffusion des résultats.

Ouvrir largement le terrain pour tenir compte du nouveau programme régional de création des aires protégées transfrontalières.

ANNEXES

ANNEXE 1 : ETAT DES LICENCES AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA

N/R/S	N° Lic	Dép	Arrdt.	S.T(ha)	ZE	D.O/D.R	D.E	Observation	N
PALLISCO	1818	H.N	Messamena	78160	III	28-avr	28/04/97	En cours d'abandon	E
PALLISCO	1545	H.N	Messamena	98000	III	?	?	Expirée	E
PALLISCO	1758	H.N	Abong Mbang/Messamena	74800	III	20/02/85	20/02/90	Expirée	E
PALLISCO	1792	H.N	Messamena	53200	III	30/06/89	30/06/94	Expirée	E
PALLISCO	1803	H.N	Abong Mbang	58280	III	23/05/95	23/05/00	Active; AC 10 (ren. 98/99).Ancienne licence CBBT 1803	E
SABE	1835	H.N	Abong Mbang/Lomié	74312	III	20/01/94	20/01/99	?	N
SFDL	1579	D & L	Sangmelima/Ebolowa	86120	II	13/04/70	13/04/75	Expirée	N
LOREMA	1811	D & L	Djoum	60680	II	28/10/91	18/10/96	Est encore active: AC 09 et 13 (98/99)	N
KHOURY ELIE	1637	D & L	Bengbis	49600	II	?	?	Abandonnée le 08/03/93 Décédé	E
EYIA PIERRE	1833	D & L	Bengbis	38125	II	08/07/93	08/07/98	En cors d'abandon	N
SOCIB	1791	D & L	Djoum	69160	II	13/06/89	13/06/94	Est encore active: AC 13 et 15 (98/99)	N
CFB	1740	N&M	Akonolinga	39975	II	28/07/81	28/07/86	abandonnée	N
CFB	1634	H.N	Messamena	80100	III	01/12/71	01/12/76	Expirée	N
SEPFÇO	1838	H.N	Abong Mbang/Lomié		III			NB Octroi en cours: avis favorable CTN du 19/06/91 Mais Jamais octroyée	N
SCIB	1799	D & L	Sangmelima/Meyomessala	24400	II	25/01/90	25/01/95	Expirée	N
GRUMCAM	1561	H.N	Messamena		III	?	?	Expirée	E
J PRENANT	1812	H.N	Abong Mbang	60656	III	21/11/91	21/11/96	A continué l'exploitation des AC 5-20-17-26 & 27 jusqu'en 97/98 (ren.)	E
SEBC	1805	H.N	Abong Mbang	38650	III	15/04/90	15/04/95	Expirée	N
SFID	1804	H.N	Abong Mbang	60000	III	27/09/90	27/09/95	Expirée	E
ENGONO E. B,	1777	D & L	Djoum	52000	II	06/11/86	06/11/91	A continué l'exploitation des AC 7& 8 jusqu'en 97/98 (ren.)	E
MOÏSE AYOLO	1836	D & L	Sangmelima/Oveng	66400	II	22/05/89	22/05/94	?	N
EKO EBONGUE	?	H.N	Akonolinga/Endom	52816	II	?	?	NB En instance, compte ren du d'information ;attendu du30/10 et 02/11/87:Jamais octroyée	N
Total	22			1215434					

Source: Direction des Forêts/sous direction des exploitations et industries forestières (SDEIF)

N/R/S = Nom ou raison sociale
 N° Lic = Numéro de licence
 Dép = Département
 Arrdt = Arrondissement
 S.T = Superficie totale
 Z.E = Zone d'exploitation forestière

D.O/D.R = Date d'octroi ou de dernier renouvellement
 D.E = Date d'expiration
 N = Nationalité
 ? = Situation à clarifier
 H.N = Haut Nyong
 D&L = Dja et Lobo
 N&M = Nyong et Mfoumou

ANNEXE 2. ETAT DES UFA AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA

N/RS	N° D'UFA	N° DE C°	SUP(ha)	A C O	SUP	DEPT	ARRDT	Z.E	D O	DE	Nat	OBSERVATION
MPONENGANG R.	10.047	1008	125700			HN	Abong Mbang	III			N	Active
SFF+A40	9.006	1001	74092	4	2500	D&L	Mintom	II			N	active
AVEICO	10.041	1019	64961			HN	Abong Mbang	III				Octroyée mais pas encore en activité
	10.035					HN	Ngoila	III				
	10.036					HN	Abg Mbg	II&III				
	10.037					HN	Abg Mbg	III				
	10.039					HN	Abg Mbg	III				
	10.040					HN	Abg Mbg/Lomié	III				
	10.042					HN	Abg Mbg/Lomié	III				U.F.A. dans une licence expirée (Lic. 1835)
	10.043					HN	Abg Mbg	III				
	10.044					HN	Abg Mbg	III				U.F.A. chevauchant avec une licence active (Lic. 1803)
	10.045					HN	Abg Mbg	III				
	10.048					HN	Messamena	III				U.F.A. chevauchant avec une licence en cours d'abandon (Lic.1818)
	10.050					HN	Messamena	III				U.F.A. dans une ancienne licence expirée (Lic. 1561)
	09.002					D&L	Mintom	II				
	09.005					D&L	Djourn/Mintom	II				
	09.007					D&L	Djourn	II				U.F.A. chevauchant avec une licence active (Lic. 1811)
	09.008					D&L	Djourn	II				U.F.A. chevauchant avec une licence expirée (Lic. 1791)
	09.009					D&L	Djourn	II				U.F.A. dans une ancienne licence expirée (Lic. 1579)
	09.010					D&L	Sangmelima/	II				U.F.A. chevauchant avec une licence expirée (Lic. 1799)
	09.011					D&L	Djourn	II				U.F.A. chevauchant avec une licence expirée (Lic. 1777)
	09.013					D&L	Oveng	II				
	09.014					D&L	Bengbis	II				U.F.A. dans une ancienne licence abandonnée (Lic. 1637)

Source: Direction des Forêts/ Sous-direction des Exploitations et Industries Forestières (SDEIF)

S.T = Superficie totale

Z.E = Zone d'exploitation forestière

D.O/D.R = Date d'octroi ou de dernier renouvellement

D.E = Date d'expiration

N = Nationalité

N/RS = Nom ou raison sociale

N° Lic = Numéro de licence

Dép = Département

Arrdt = Arrondissement

ANNEXE 3. ETAT DES VENTES DE COUPE AUTOUR DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DU DJA

NRS	N° VC	DEP	Arrdt	S.T	Z.E	DO/DR	D.E	N	REF. DN	OBSRVATIONS
?	1193	N&M	?	2500	II	16/06/93		N	721/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Annulée: dn n°1023 du 14/06/94. Cause: Chevauchement avec la lic. 1728
ABEGA JEAN B.	240	N&M	Akonlinga	2500	II	03/04/91	03/04/94	N	240/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
AFRICAN WOOD	1077	N&M	Akonolinga	2500	II	06/11/92	06/11/95	N	392/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
ALIMA F	08 07 23	N&M	Avos	2500	II	13/02/97	13/02/00	N	0050/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
ALPICAM	1386	H.N	Lomié	2500	III	11/04/97		E	118/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	ren. Le 21/11/97 NR n° 1658 du 09/12/98; Cause: AER
ALPICAM	1387	H.N	Lomié	2500	III	11/04/97		E	117/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF	ren. Le 21/11/97 NR n° 1658 du 31/07/98; Cause: AER
ALPICAM	10 02 17?	H.N	Lomié	2500	III	13/01/97	13/01/00	E	35/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	
AMOUGOU A		D&L	Sangmelima	2500	II	17/06/94	17/06/97	N	781/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
AMOUGOU T	10 02 17?	H.N	Lomié	2500	III	13/01/97	13/01/00	N		Active
ASTN	10 02 29	H.N	Lomié	2500	III	17/04/97	17/04/00	N	87/D/MINEF/DFSDEIF/STEF/BLA	notif. Le 12/09/97
ASTN	10 02 33	H.N	Ngoila	2500	III	17/04/97	17/04/00	N	0085/D/MINEF/DFSDEIF/STEF/BLA	Active
ASTN	10 02 34	H.N	Ngoila	2500	III	17/04/97	17/04/00	N	0088/D/MINEF/DFSDEIF/STEF/BLA	En compensation à la VC 08 10 32 (Haute Sanaga); cause EA
ASTN	10 04 19	H.N	Ngoila	2500	III	17/04/97	17/04/00	E	86/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	notif. Le 12/09/97
ATTEMENGUEN		D&L	Akonolinga	2500	II	08/10/90	08/10/93	N	734/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
AVEICO	1311	D&L	Djoug	2500	II	20/12/95	20/12/98	N	049/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	
AVEICO	1338	D&L	Djoug	2500	II	22/08/95	22/08/98	N	037/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	
BOITEX	10 02 46	H.N	Lomié	2500	III	13/06/97		N		
CE	1312	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	13/02/96	13/02/99	E	74/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	notif. le 14/03/96; ren. Le 22/07/96
CE	1313	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	08/02/96	08/02/99	E	72/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	notif. le 14/03/96; ren. Le 22/07/96
CE	1314	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	01/02/96	01/02/99	E	67/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	notif. le : ren. Le 22/07/96
CE	1315	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	01/02/96	01/02/99	E	68/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	notif. le : ren. Le 22/07/96
CIEF	209	H.N	Mevomessala	2500	II	17/08/92	17/08/95	N	239/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
CIEF	1047	H.N	Mess,	2500	II	15/10/91	15/10/94	N	573/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
CIEF				2500				N		
CIFOA	293	H.N	Mess,	2500	III	?	?	?	293/MINAGRI/DF/SEIF	?
DEMETRIADES G.	1348	H.N	Lomié	2500	III	05/03/96	05/03/99	E	89/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active/ mais déjà exploitée complètement
DEMETRIADES G.	1378	H.N	Lomié	2500	III	05/03/96	05/03/99	E	88/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active/ mais déjà exploitée complètement
ECAMPLAC	1240	N&M	Sangmelima	2500	II			N		
ECAMPLAC	1266	D&L	Sangmelima	2500	II	13/05/94	13/05/97	?	599/D/MINEF/DFSDEIF/STEF/BLA	Expirée
ECAMPLAC	?	D&L	Zoétélé	2500	II	22/07/93	23/07/96	?	911/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
EPCS	351	H.N	Mess,	2500	III	15/10/92	15/10/95	N	94/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
ELANGA MARTIN	1166	N&M		2500	II	01/07/93	01/07/96		824/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
ELANGA MARTIN	1187	N&M		2500	II	16/12/93	16/12/96		1502/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
ELANGA MARTIN	?	N&M		2500	II	26/11/92	26/11/95		430/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
EMD	1251	N&M	Akga/Ayos	2500	III	26/04/94	26/04/97	N	518/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
EMD	10 02 05	H.N	Mess,	2500	III	13/01/97	13/01/00	N	32/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
EQUATO BOIS	186	N&M	Akonolinga/Ayos	2500	II	19/02/91	19/02/94	N	186/VC/MINAGRI/DF/SEF/BURLIPE	Rectifiée par la décision n°197/D/MINAGRI/DF/SEF du 10/05/91
EQUATO BOIS	334	H.N	Messamena	2500	III	10/05/90	10/05/93	N	334/VC/MINAGRI/DF/SEF/BURLIPE	Expirée
EQUATO BOIS	1277	H.N	Doumé	2500	III	25/02/94	25/02/97	N	204/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
EQUATO BOIS	10 02 12	H.N	Doumé	2500	III	13/01/97	13/01/00	N	39/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
Ets LUCKY	10 02 41	H.N	Abong-Mbang	2500	III	16/07/97	16/07/00	N	120/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	comp. à la VC 08 08 13 (Nyong et So'o) gélée par dn n° 023 du 13/01/97; cause EA
Ets TAJ	1381			2500	II	29/12/95	29/12/98	N	56/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	

Ets TAJ	1382			2500	II	29/12/95	29/12/98	N	57/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	
EYIA PIERRE	185	N&M	Endom	2500	II	01/03/90	01/03/93	N	185/VC/MINAGRI/DF/SEIF	Expirée
EYIA PIERRE	226	N&M	Endom	2500	II	21/07/88		N	226/VC/MINAGRI/DF/SEIF/	Expirée
EYIA PIERRE	1021	N&M	Akonolinga	2500	II	08/11/91	08/11/93	N	629/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
EYIA PIERRE	1087	N&M	Akonolinga	2500	II	?	?	N	22/VC/MINAGRI/DF/SEIF/	?
EYIA PIERRE	1144	N&M	Endom	2500	II	16/07/93	16/07/96	N	868/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
EYIA PIERRE	1359	N&M	Akonolinga	2500	II	12/11/93	12/11/96	N	1359/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
FAKO TIMBER		N&M	Akonolinga	2500	II	18/06/93	18/06/96	N	750/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
FAKO TIMBER		N&M	Akonolinga	2500	II	18/06/93	18/06/96	N	749/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
FBC	10 02 27	H.N	Lomié	2500	III	13/02/97	30/06/99	N	52/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
FODDI	1376	H.N	Doumé	2500	III	13/02/93	13/02/96	N	73/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
GEF				2500				N		
GEF	10 02 32	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III					comp. avec la VC n° 08 03 31 (N.M-Akonolinga) gelée: cause EA.
GRABESS	1079	N&M	Akonolinga	2500	II	24/09/92	24/09/95	N	304/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
GRUMCAM	1377	H.N	Lomié	2500	III	11/04/96		E	119/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	ren.le 27/11/97NR n°1658 du 09/12/98;Cause:AER;*
HATIYE RABIH	1395	D&L		2500	II	01/01/95	janv-98		1097/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
HATIYE RABIH	?	N&M	Bengbis	2500	II	03/02/94	?		117/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Rectifiée par décision n°013/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA du 09/01/95
IFTCA		D&L	Bengbis	2500	II	18/04/96		N	/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
La Mekamba	1363	H.N	Lomié	2500	III	05/03/96	05/03/99			notif.le 14/08/96 ren.le 09/04/98
LFIS	09 01 08	D&L	Oveng	2500	II	13/01/97	13/01/00	N	31/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
LOREMA				2500				N		
MEDOU NIEMBA	1205	N&M	Akonolinga	2500	II	26/10/92	26/10/95	N	385/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée:ren. Le 10/03/94 par décision n° 286
MEDOU NIEMBA	?	H.N	Mess,	2500	III	03/08/93	03/08/96	N	943/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
Mme SECK	08 07 08			2500	II	13/01/97	13/01/00	N	004/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
MOISE AYOLO	1161	D&L	Oveng	2500	II	17/08/93	17/08/96	N	1006/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
MOISE AYOLO	1352	D&L	Sglima	2500	II	12/04/96	12/04/99	N	461/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
MOISE AYOLO	?	D&L	Sglima	2500	II	08/04/96	08/04/99	N	123/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
MOISE AYOLO	?	D&L	Sglima	2500	II	31/01/92	31/01/95	N	48/D/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
MOISE AYOLO	?	D&L	Sglima	2500	II	19/04/93	19/04/96	N	445/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
MPOUNENGANG .	1158	H.N	Doumé	2500	III	20/07/93	20/07/96	N	876/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
MPOUNENGANG .	1217	H.N	Doumé	2500	III	02/11/93	02/11/96	N	1312/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
MPOUNENGANG .	1317	H.N	Doumé	2500	III	28/02/96	28/02/00	N	80/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
MPOUNENGANG .	10 02 03	H.N	Doumé	2500	III	13/01/97	13/01/00	N	45/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
MPOUNENGANG .	10 02 13	H.N	Doumé	2500	III	13/01/97	13/01/00	N	36/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
MVONGO NDE G.	1257	H.N	Diang/Doumé	2500	III	07/06/94	07/07/97	N	/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
NDONGO R	1096	H.N	Doumé	2500	III	09/02/93	09/02/96	N	139/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée

NDONGO R	?	H.N	Dimako ?	2500	III	15/01/94	15/01/97	N	772/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
NDONGO R	08(07-10)12	N&M	Akonolinga	2500	II	18/03/97	18/03/00	N	66/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
NNA ZE	09 01 04	D&L	Mintom	2500	II			N		
NZOGUE F	875	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	12/12/90	12/12/93	E	875/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
PALLISCO	227	H.N	Mess,	2500	III	27/02/89	27/02/92	N	227/VC/MINAGRI/DF/SEIF	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
PALLISCO	394	H.N	Mess,	2500	III	23/01/89	23/01/92	N	394/VC/MINAGRI/DF/SEIF	Expirée
PALLISCO	10 02 24	H.N		2500	III	18/03/97	07/08/00	E		Active
PALLISCO	10 02 25	H.N	Lomié	2500	III			E		Active
PANAGIOTIS M	1388	H.N	Lomié	2500	III	18/03/97	18/03/00	E	74/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active: vente de coupe attribuée en Compensation
RENAISSANCE	09 01 13	D&L	Djoum	2500	II	18/03/97	18/03/00	N	71/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
ROS TRADE	1247	H.N	Mess,	2500	III	23/03/92	23/03/95	N		Exp: ren. Le 17/06/94 par décision n° 777
SABE	73	H.N	Mess,	2500	III	/1990	/1993		73/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
SABE	292	H.N	Mess,	2500	III	18/05/89	mai-92		292/MINAGRI/DF/SEF	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
SABE	417	H.N	Mess,	2500	III	30/01/90	janv-93		417/MINAGRI/DF/SEF	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
SBTC	1084	N&M	Endom	2500	II	07/12/92	07/12/95		462/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SBTC	1172	N&M	Ayos	2500	III	07/09/93	07/09/96			Expirée
SBTC	?	D&L	Bengbis	2500	II	07/09/93	07/09/96	N	1096/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SCIB	43	HN/N&M	Mess,Ayos	2500	III	18/01/90	18/01/93	N	43/VC/MINAGRI/DF/SEF	Exp:NB ren.Le 24/02/93 par décision n°209/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA
SCIB				2500				N		
SCIEB	370	H.N	Mess,	2500	III	12/06/89	12/06/92	E	370/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
SCIEB	482	H.N	Messamena	2500	III	23/08/91	23/10/93	E	482/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
SCIEB	542	H.N	Mess,	2500	III	03/10/91	03/10/93	E	542/VC/MINAGRI/DF/SEF	NB :ren.le 27/06/94 par décision n° 845
SCIEB	767	HN/N&M	Mess,Ayos	2500	III	18/10/90	18/10/93	N	767/VC/MINAGRI/DF/SEF	Exp:NB ren.Le 24/02/93 par décision n°209
SCNB	1081	N&M	Akonolinga	2500	III	26/10/92	26/10/95	N	386/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SCNB	1142	N&M	Ayos	2500	III	22/07/93	22/07/96	N	889/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SCNB	10 02 11	H.N	Mess,	2500	III	13/01/97	13/01/00	N	41/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
SEFMA	1176	N&M	Akonolinga	2500	II	09/06/93	09/06/96		675/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SEFMA	1177	N&M	Akonolinga	2500	II	09/06/93	09/06/96		676/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SEFMA	1273	H.N	Ngndouka/Ayos	2500	II & III	06/06/94	06/06/97		709/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SEFMA	1274	H.N	Ngndouka/Ayos	2500	II & III	06/06/94	06/06/97		7/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SEPFMO	09 01 17	H.N	Abong-Mbang	2500	III	11/07/97	11/07/00			
SEPFMO	09 01 17	H.N	Abong-Mbang	2500	III	11/07/97	11/07/00	N	009/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	notif. Le 26/09/97
SFC	1370	H.N	Abong-Mbang	2500	III	05/03/96		N	91/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	
SFCS	1169	N&M	Akonolinga	2500	II	02/08/93	02/08/96	N	942/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée

SFCS	1258	N&M	Akonolinga	2500	II	14/06/94	N	752/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Annulée par décision n° 1166/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF DU 07/09/94	
SFCS	?	N&M	Akonolinga	2500	II	14/06/94	N	751/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Annulée par décision n° 1165/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF DU 07/09/94	
SFCS	08 07 11	N&M	Akonolinga	2500	II	13/01/97	N	011/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA		
SFCS	08 07 15	N&M	Akonolinga	2500	II	13/01/97		116/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA		
SFDB	1400	H.N	Lomié	2500	III	05/05/96	30/06/99	N		
SFE				2500			N			
SFH	1130	N&M	Akonolinga	2500	II	17/05/93	17/05/96	E	528/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SFH	1131	N&M	Akonolinga	2500	II	17/05/93	17/05/96	E	529/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SFID	318	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	07/05/90		E	318/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
SFID	319	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	07/05/90		E	319/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée: Pas de carte de localisation dans le dossier
SFID	731	H.N	Abg-Mbg/Lomié	2500	III	04/10/90		E	731/VC/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
SFS	1041	H.N	Lomié	2500	III	27/03/92	27/03/95	N	122/D/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
SFS	1042	H.N	Lomié	2500	III	27/03/92	27/03/95	N	123/D/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
SFS	1043	H.N	Lomié	2500	III	14/06/94	14/06/97	N	738/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SFS	1044	H.N	Lomié	2500	III	14/06/94	14/06/97	N	737/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SFTC	1296			2500	II	03/03/93	03/03/96	N	246/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SIBM	710	D&L		2500	II	/11/91	/11/94	N		Expirée
SIFFCA	1236	N&M	Akonolinga	2500	II	18-juin	18/06/96	N	748/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SIFFCA		N&M	Akonolinga	2500	II	18-juin	18/06/96	N	747/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SIFW	1211	N&M	Akonolinga	2500	II	07/06/93	07/06/96	?	655/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée: Localisation imprécise sur la carte
SIFW	1212	N&M	Akga/Bengbis	2500	II	07/06/93	07/06/96	?	656/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SIGALA	1237	N&M	Akonolinga	2500	II	05/08/93	05/08/96	N	964/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
SOBOCA	09 01 32	D&L		2500	II			N		
SOCADÉ	09 01 05	D&L		2500	II			N		
SOCADJAL	?	?	?	2500	II	?	?	N	?	?
SOCAMER	1094	D&L	Mess,	2500	III			N		
SOCAMER	1094	N&M	Mess,	2500	III	24/03/92	24/03/95	E	119/MINAGRI/DF/SEF	Expirée
SOCAMER	1206							N		
SOCAMER	08 07 26	N&M	Ayos	2500	II	18/03/97	18/03/00	N	67/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
SODETRANCAM	10 02 26	H.N	Lomié	2500	III	18/03/97	18/03/00	N		Active
SOFEC	?	?	?	2500	II	?	?	N	?	?
SOFEN	09 01 03	D&L	Mintom	2500	II			N		
SOFEN	09 05 06	D&L	Mintom	2500	II			N		
SOFIB	10 02 01	H.N	Lomié	2500	III	13/02/97	13/02/00	N		Active
SOFIB	10 03 01	H.N	Lomié	2500	III	13/03/97	13/03/00	N	49/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Active
SOLET	1384	H.N	Lomié	2500	III	09/04/96	09/04/99	E		notif. le 06/02/97

TSIMI JEAN M.	1221	N&M	Akonolinga	2500	II	22/03/94	22/03/97	N	344/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
ZANGUIMA	1050	N&M	Akonolinga	2500	II	08/07/92	08/07/95	N	84/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée
ZANGUIMA	1160	N&M	Akonolinga	2500	II	05/08/93	05/08/96	N	956/D/MINEF/DF/SDEIF/STEF/BLA	Expirée

Source = Direction des Forêts /Sous direction des exploitations et industries forestières

N/RS = Nom ou raison sociale

N° Lic = Numéro de licence

Dép = Département

Arndt = Arrondissement

S.T = Superficie totale

Z.E = Zone d'exploitation forestière

D.O/D.R = Date d'octroi ou de dernier renouvellement

D.E = Date d'expiration

N = Nationalité

? = Situation à clarifier

N&M = Nyong et Mfoumou

Comp = Compensation

EA= Exploitation forestière antérieure.

NR = Notification de rétrocession

AER = Absence des essences recherchées par la société

Lic. = Licence

Ref.DN = Référence n° de décision

H.N = Haut Nyong

D&L = Dja et Lobo

ANNEXE 4. ETAT DES TAXES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR EXPLOITANT

I. NOM OU RAISON SOCIALE: SCIEB

N° DE TITRE: 767

ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)
93/94	316 400	?	?		91/92	979 365
total	316 400	?	?		déc-94	421 778
					total	1 401 143

Obs: Inactive depuis septembre 1992 cf. attestation de non activité n° 1470 du 18/11/94. DPEFC

II. NOM OU RAISON SOCIALE: ECAM - PLACAGES

N° DE TITRE: V.C 1266

ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)
94/95	316 400	?	?		oct. 94	1 872 029
total	316 400	?	?		nov .94	233 466
					dec. 94	1 694 420
					jan. 95	2 499 858
					fev. 95	2 730 857
					mars-95	1 922 220
					total	10 952 850

Obs: N'a plus fait de déclaration depuis mars 95

III. NOM OU RAISON SOCIALE: SCIB

N° DE TITRE: Lic.1799

ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)
90/91	2 391 200	?	?		oct-90	1 489 273	déc-91	734 174
91/92	2 391 200	?	?		nov-90	1 402 854	sept-93	747 993
92/93	2 391 200	?	?		decembre 90	2 089 017	mai-94	193 779
93/94	2 391 200	?	?		janv-91	2 899 332	juin-94	425 817
94/95	2 391 200	?	?		févr-91	2 517 386	déc-94	1 178 487
total	11 956 000	?	?		mars-91	2 646 269	janv-95	868 079
					avr-91	10 740 249	janv-95	470 153
					juil-91	862 206	févr-95	1 650 329
					août-91	1 176 967	mars-95	ND
					total	25 823 553	total	6 268 811
					Total G	32092364		

Obs: Redevance forestière non déclarée depuis 95/96 et 96/97 soit une dette de: Trésor: 3 660 000 Fcfa; Commune: 2 928 000 Fcfa et Communautés villageoises: 732 000 Fcfa;

Taxe d'abattage de mars 95 non déclarée.

IV. NOM OU RAISON SOCIALE: ENGONO ESSAME					N° DE TITRE: Lic.1777			
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)
87/88	5 096 000	?			août-88	1 278 204	févr-90	1 359 821
88/89	5 096 000	?			oct-88	576 983	avr-90	2 106 820
89/90	5 096 000	?			nov-88	897 237	juin-90	2 045 027
90/91	5 096 000	?			déc-88	140 524	juil-90	1 631 779
91/92	5 096 000	?			févr-89	578 408	août-90	1 565 947
92/93	5 096 000	?			mars-89	1 131 917	sept-90	1 719 096
93/94	5 096 000	?			avr-89	1 324 618	94/95	2 284 269
94/95	5 096 000	?			août-89	1 535 067		
95/96	7 800 000	6 240 000	1 560 000		sept-89	856 154		
96/97	7 800 000	6 240 000	1 560 000		oct-89	1 736 340		
97/98	?	?	?		déc-89	911 402		
total	56 368 000	12 480 000	3 120 000		total	10 966 854	total	12 712 759
					Total G	23 679 613		

V. NOM OU RAISON SOCIALE: LOREMA					N° DE TITRE: Lic.1811					
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)
93/94	5 945 640	?	?		juil-94	1 203 679	oct-95	12 712 759	nov-96	10 238 119
94/95	5 945 640	?	?		août-94	695 970	nov-95	4 845 427	déc-96	5 972 782
95/96	5 945 640	?	?		sept-94	304 998	déc-95	6 285 293	janv-97	3 283 855
96/97	12 136 000	9 708 800	2 427 200		déc-94	2 539 746	janv-96	8 967 780	févr-97	3 758 450
97/98	?	?	?		janv-95	3 516 051	févr-96	6 146 928	mars-97	2 489 835
total	29 972 920	9 708 800	2 427 200		févr-95	2 296 147	mars-96	7 366 762	avr-97	2 235 290
					mars-95	1 468 925	avr-96	7 640 746	mai-97	
					avr-95	1 857 579	mai-96	7 666 344	juin-97	1 730 676
					mai-95	2 033 517	juin-96	7 282 670	juil-97	
					juin-95	3 166 618	juil-96		août-97	9 077 397
					juil-95	5 419 937	août-96	9 269 936	sept-97	8 809 061
					août-95	5 665 243	sept-96		oct-97	10 754 819
					sept-95	5 538 754	oct-96	7 720 586	nov-97	?
					total	35 707 164	total	85 905 231	total	58 350 284
					Toal G	179962679				

<i>VI. NOM OU RAISON SOCIALE: CBBT</i>				<i>N° DE TITRE: Lic.1803</i>				
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)
90/91	5 711 440	?	?		janv-92	5 205 338	févr-94	7 964 004
91/92	4 998 000	?	?		mars-92	1 633 997	mars-94	6 294 217
92/93	4 998 000	?	?		avr-92	2 971 561	avr-mai 94	6 228 378
93/94	4 998 000	?	?		mai-92	3 516 488	juil-94	3 241 167
94/95	4 998 000	?	?		janv-93	1 285 101	août-94	3 145 226
total	25 703 440	?	?		févr-93	9 175 701	sept-94	3 229 020
					mars-93	7 114 472	mars-95	4 664 944
					avr-93	3 153 385	avr-95	4 831 855
					janv-94	7 066 932	mai-95	664 440
					total	41 122 975	total	40 263 251
					Total G	81386226		

Obs: Pas de références des quittances C&CV

<i>VII. NOM OU RAISON SOCIALE: SABE</i>				<i>N° DE TITRE: Lic.1835</i>				
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	REDEVANCE FORESTIERE (Fcfa)			
					A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)
95/96	10 830 000	?	?		déc-96	7 856 820	janv-97	17 717 773
96/97	10 830 000	?	?		févr-96	3 264 881	févr-97	14 408 435
97/98	?	?	?		mars-96	8 031 676	mars-97	10 109 096
total	21 660 000	?	?		avr-96	9 141 473	avr-97	17 124 896
					mai-96	5 777 259	mai-97	8 860 027
					juin-96	18 679 191	juin-97	6 705 179
					juil-96	11 249 522	juil-97	8 238 166
					août-96	13 393 695	août-97	6 274 402
					sept-96	4 076 749	sept-97	14 150 216
					oct-96	ND	oct-97	ND
					nov-96	ND	nov-97	ND
					total	81 471 266	total	103 588 190
					Total G	185059456		

VIII. NOM OU RAISON SOCIALE: SFDL N° DE TITRE: Lic.1791						
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	M/A	TA(fcfa)
79/80	4 994 960	?	?			
80/81	4 994 960	?	?			
82/83	4 994 960	?	?			
83/84	4 994 960	?	?			
85/86	4 994 960	?	?			
total	24 974 800	?	?			

Obs: Pas de référence des quittances de paiement des taxes d'abatage, C&CV

IX. NOM OU RAISON SOCIALE: PALLISCO N° DE TITRE: Lic.1803						
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	REDEVANCE FORESTIERE (Fcfa)		TA(fcfa)
				OBS	A/M	
95/96	7 650 000	6 120 000	1 530 000		nov-96	2 979 212
96/97	7 650 000	6 120 000	1 530 000		mars-97	4 865 845
97/98	7 650 000	?	?		avr-97	5 376 404
total	22 950 000	12 240 000	3 060 000		mai-97	1 418 371
					juil-97	386 381
					total	15 026 213

Obs: Ancienne licence CBBT 1803 transférée à la PALLISCO par arrêté n° 063/CAB/PM du 11/08/95

X. NOM OU RAISON SOCIALE: CFB N° DE TITRE: Lic.1740						
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)
81/82		N'a jamais déclaré de taxe fixe			81/82	?

Obs: N'a jamais déclaré de taxe d'abatage: dette = 14 596 779

XI. NOM OU RAISON SOCIALE: PALLISCO

N° DE TITRE: Lic.1818

REDEVANCE FORESTIERE (Fcfa)

ANNEE	TF(Fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)	OBS
1992	1 276 613	?	?		juin-92	3 891 442	déc-93	608 011	
92/93	7 659 680	?	?		juil-92	2 256 420	avr-94	2 687 846	
93/94	7 659 680	?	?		août-92	3 072 102	mai-94	2 540 440	
94/95	?	?	?		sept-92	773 202	juin-94	3 144 742	
95/96	11 724 000	9 751 096	?		nov-92	2 746 845	sept-94	459 494	
96/97	?	?	?		déc-92	2 725 973	oct-94	768 754	
total	28 319 973	9751096	?		avr-93	1 304 405	nov-94	1 228 131	
					mai-93	2 227 083	déc-94	3 029 003	
					juin-93	2 200 349	janv-95	3 779 933	
					juil-93	1 824 362	févr-95	1 829 794	
					août-93	863 078	mars-95	670 670	
					sept-93	868 397	déc-95	13 968 823	
					oct-93	1 300 009	janv-96	9 751 096	
					nov-93	1 720 012			
					total	27 773 679	total	44 466 737	
					Total G	72 240 416			

XII. NOM OU RAISON SOCIALE: PALLISCO

N° DE TITRE: Lic.1792

ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)	OBS
89/90	5 213 600	?	?		nov-89	869 170	janv-91	7 753 140	
90/91	5 213 600	?	?		déc-89	5 136 261	févr-91	4 463 199	
91/92	5 213 600	?	?		janv-90	2 399 474	mars-91	1 561 064	
total	15 640 800	?	?		févr-90	8 491 013	avr-91	2 701 240	
					avr-90	11 627 230	mai-91	688 126	
					juil-90	10 332 739	juin-91	2 405 360	
					août-90	4 643 967	juil-91	2 992 606	
					sept-90	774 421	nov-91	1 301 319	
					oct-90	4 989 072	déc-91	3 175 915	
					nov-90	8 005 408	janv-92	2 005 391	
					déc-90	2 363 927	févr-92	842 731	
					total	59 632 682	total	29 890 091	
					Total G	89252774			

XIII. NOM OU RAISON SOCIALE: SOCIB				N° DE TITRE: Lic.1791						
ANNEE	TF(fcfa)	C	CV	OBS	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)	A/M	TA(fcfa)
89/90	6 832 280	?	?		avr-90	576212	juin-93	1045897	déc-95	ND
90/91	6 832 280	?	?		avr-90	?	nov-93	834831	janv-96	3 549 406
91/92	6 777 680	?	?		juil-90	1982323	?	?	févr-96	8 939 462
92/93	6 777 680	?	?		juil-90	?	janv-94	469976	mars-96	4 609 950
93/94	6 777 680	?	?		août-90	144451	fév-94	760727	avr-96	ND
94/95	6 777 680	?	?		août-90	?	mars-94	907920	mai-96	ND
95/96	6 777 680	?	?		sept-90	401721	avr-94	307670	juin-96	5 170 382
96/97*	10 374 000	8 299 200	2 074 800		oct-90	181305	mai-94	237140	août-96	800 363
97/98*	?	?	?		nov-90	872234	juin-94	274985	sept-96	3 833 160
total	57 926 960	8 299 200	2 074 800		janv-91	822708	sept-94	249 735	oct-96	2 556 907
					fév-91	895468	nov-94	567 038	nov-96	4 088 400
					mars-91	750471	dec-94	2 138 824	déc-96	8 649 710
					avr-91	506716	janv-95	2 487 539	janv-97	16 952 270
					mai-91	42451	fév-95	1 577 412	févr-97	15 848 176
					mars-juin92	4107557	mars-95	1 808 184	mars-97	ND
					juin-oct92	3784717	avr-95	1 522 580	avr-97	5 251 087
					janv-93	330632	mai-95	1 431 474	juin-97	6 543 968
					fév-93	1142446	juin-95	1 218 622	juil-97	3 902 933
					mars-93	404766	juil-95	6 054 377	août-97	8 140 714
					avr-93	364703	août-95	3 113 868	sept-97	5 241 296
					mai-93	51468	sept-95	ND	oct-97	5 402 326
					total	17362349	total	27008799		109 480 510

Obs: Dette: sept. 93 = 428074 Fcfa

Total G 153851658

A déclarer : TA: Avril-Mai 96

A vérifier: Paiement TA : Juillet à Décembre 95

Source: Direction des forêts/ sous direction du contentieux et du recouvrement (MINEF)

Obs: Observat ion

C: Commune

CV: Communautés villageoises

DPEFC: Délégation Provinciale de l'Environnement du Centre

TF: Taxe fixe

TA: Taxe d'abattage

A/M: Année/Mois

Lic.: Licence

ND = non déterminé

VC: Vente de Coupe

ANNEXE 5. EVOLUTION COMPARATIVE DE LA PRODUCTION PAR ESSENCE ET PAR ZONE CONCERNEE

EXERCICE:1995/1996

	ESSENCES	PROD (m3) ZONE II	PART DU D&L	%	PART DU N&M	%	PROD (m3) ZONE III	PART DU H.N	%
1	Abale/Abing/Essia	7,835	0	0	0	0	310,322	310,322	100
2	Abam/Longhi	1318,036	665,504	50,49	250,237	18,98	2483,082	89,658	3,61
3	Acajou/Ngollon	9674,693	1329,474	13,74	736,994	7,61	7425,559	2343,207	31,55
4	Agba/Tola	1245,461	24,625	1,97	47,842	3,84	0	0	0
5	Aiele/Abel	1978,105	380,27	19,22	101,477	5,13	186,894	64,155	34,32
6	Ako/Aloa	81,995	0	0	0	0	12,061	12,061	100
7	Alep/Omang	6,685	0	0	0	0	7144,276	0	0
8	Amouk/Mambole	5153,287	262,358	5,09	61,997	1,2	163,446	45,018	27,54
9	Andok	53,027	0	0	0	0	10,56	0	0
10	Andoung	5,505	3,995	72,57	0	0	0	0	0
11	Angale/Ovoga	115,277	0	0	0	0	0	0	0
12	Angueuk	155,946	0	0	0	0	0	0	0
13	Angongui/Onzabili	1499,292	0	0	170,681	11,38	76,955	76,955	100
14	Aniégré/Aningré	5088,173	250,215	4,91	456,506	8,97	860,695	280,846	32,63
15	Apa/Pachyloba	5470,104	1366,846	2,5	0	0	276,265	271,819	98,39
16	Assamela/Afromosia	0	0	0	0	0	47 175,62	5 863,37	12,42
17	Avodire	9,909	0	0	0	0	0	0	0
18	Ayous	153380,217	0	0	4864,574	3,17	683979,129	49 894,94	7,29
19	Azobé	19769,177	5872,211	29,7	736,892	3,72	101,798	4,491	4,41
20	Bahia	212,263	115,245	54,29	57,961	27,3	1931,799	0	0
21	Bete	3468,455	33,304	0,96	6,576	0,1	8936,935	1 995,00	22,32
22	Bibolo/Dibetou	5992,858	160,45	2,67	1053,918	17,58	9271,224	2 237,82	24,13
23	Bilinga	6016,719	1907,381	31,7	174,885	2,9	1150,581	597,414	51,92
24	Bombax/Kapokier	208,672	0	0	0	0	528,033	0	0
25	Bodioa	28,622	0	0	0	0	0	0	0
26	Bongo/Olong	307,546	1488,777	48,4	0	0	35,929	35,929	100
27	Bossé	3914,226	7,544	0,19	525,308	13,42	16141,914	3 604,33	22,32
28	Bubingua	4571,952	1946,677	42,57	154,514	3,37	0	0	0
29	Ceiba/Fromager	3698,13	1095,581	29,62	0	0	674,359	57,35	8,5
30	Cordia	0	0	0	0	0	780,582	0	0
31	Dabema/Atui	299,961	90,02	30,01	0	0	0	0	0
32	Diana/Celtis/Odou	143,438	0	0	0	0	983,847	0	0
33	Difou	124,709	0	0	0	0	0	0	0
34	Divida	7,319	0	0	0	0	0	0	0
35	Douka/M akoré	? 81,46	83,477 ?		0	0	0	0	0

36	Doussié	6164,133	68,894	1,11	600,668	9,74	7461,061	4 314,29	57,82
37	Ebiara/Abem	? 354,219	2188,444	?	0	0	0	0	0
38	Ekop/Ekaba/Naga	5586,319	164,008	2,93	11,706	0,2	0	0	0
39	Elang	0	0		0	0	24,548	0	0
40	Ekoumé	?	76,267	?	0	0	360,569	360,569	100
41	Emien/Ekouk	70,676	0		0	0	4220,033	4 220,03	100
42	Essak	0	0	0	0	0	205,973	0	0
43	Essessang	? 43,952	70,676	?	0	0	9,913	9,913	100
44	Eveuss	14,093	0	0	0	0	1 542,16	1 230,37	79,78
45	Evouvous/Iatanza	426,38	0	0	421,537	98,86	0	0	0
46	Eyeck	32,696	0	0	0	0	0	0	0
47	Eyong	14292,594	5467,691	38,25	1117,662	0,77	2473,665	463,215	18,72
48	Faro	148,309	0	0	0	0	0	0	0
49	Frake/Limba	77109,403	3496,198	4,53	3364,769	4,36	44915,685	32507,374	72,37
50	Framiré	574,56	0	0	174,917	30,44	0	0	0
51	Funtumia	1076,113	0	0	0	0	0	0	0
52	Iroko	56403,597	18436,881	0,32	3835,123	6,79	25119,843	7908,918	31,48
53	Kanda	8,37	0	0	0	0		0	0
54	Kioro	192,194	0	0	0	0	0	0	0
55	Kondroti	0	0	0	0	0	29,688	0	0
56	Kossipo	7070,35	4344,375	61,44	494,628	6,99	7710,865	4604,556	59,71
57	Kotibe	1701,67	0	0	52,92	3,1	26,592	26,592	100
58	Koto	5154,017	752,08	14,59	534,049	10,36	280,222	105,108	37,5
59	Kumbi	87,631	0	0	23,978	27,36	0	0	0
60	Landa	672,493	0	0	0	0	36,154	0	0
61	Lati	500,423	24,405	4,87	0	0	301,936	121,914	40,37
62	Limbali	17,38	0	0	0	0		0	0
63	Lo	7,64	0	0	0	0	0	0	0
64	Lotofa/Nkanang	7107,913	12,477	0,17	136,404	1,91	7589,02	1235,393	16,27
65	Moabi	17213,369	11535,954	67,01	2040,478	11,85	27681,917	21793,137	78,72
66	Moambe	0	0	0	0	0	653,163	0	0
67	Movingui	33405,336	16569,014	49,59	12473,349	37,33	8013,786	8013,786	100
68	Mukulungu	321,654	105,569	32,82	75,033	23,32	1246,189	1246,189	100
69	Ndanbala	142,331	0	0	0	0	0	0	0
70	Niové	452,075	12,862	2,84	0	0	193,381	176,431	91,23
71	Oboto	10,751	10,751	100	0	0	0	0	0

72	Okan/Adoum	458,089	83,101	18,14	241,008	52,61	521,541	521,541	100
73	Osanga/Sikong	77,462	30,254	39,05	0	0		0	0
74	Padouk	10275,633	5735,411	5,6	366,48	3,56	6904,5	4604,073	66,68
75	Pao Rosa	0	0	0	0	0	16,942 ?	0	0
76	Rikio	0	0	0	0	0	26,592	0	0
77	Sapelli	43650,913	9638,178	22,08	2208,4	5,05	527092,822	120241,873	22,81
78	Sipo	8017,851	4016,18	50,09	630,946	7,86	41578,456	17729,237	42,64
79	Tali	39319,939	32513,83	82,69	1603,226	4,07	96075,057	58895,336	61,3
80	Tchitola	1858,846	0	0	0	0	186,26	0	0
81	Tiama	1799,316	1065,24	59,2	94,568	5,25	1066,422	371,335	34,82
82	Zingana	53,519	20,67	38,62	0	0 ?		4,474	
	Autres	? 2,953	47,88	?	0	0	15607,637	10137,555	64,95
	Total	575483,632	133571,244	22,83	39902,211	6,83	1619797,518	368627,896	22,75
	Total PGDFC/SIGIF	617559,853	133631,728		40981,144		1621708,929	368771,338	

ANNEXE 6. EVOLUTION COMPARATIVE DE LA PRODUCTION PAR ESSENCE ET ZONE CONCERNEE

EXERCICE:1996/199

7

	ESSENCES	PROD (m3) ZONE II	PART DU D&L	%	PART DU N&M	%	PROD (m3) ZONE III	PART DU H.N	%
1	Abale/Abing/Essia	0	0	0	0	0	799	0	0
2	Abam/Longhi	? 1,505	465,842	?	0	0	? 5,138	100,636	?
3	Acajou/Ngollon	? 9,949	1267,283	?	348,402	?	? 4,53	867,423	?
4	Agba/Tola	1,082	0	0	0	0	1,183	0	0
5	Aiele/Abel	? 14,463	3936,291	?	901,135	?	? 3,645	1823,744	?
6	Ako/Aloa	548	288,951	52,72	55,634	10,15	40	30,212	75,53
7	Amouk/Mambole	996	90,808		8,137		0	0	0
8	Angale/Ovoga	180	122,345	67,96	0	0	0	0	0
9	Angueuk	31	0	0	0	0	9	0	0
10	Angongui/Onzabili	? 9,83	3926,609	?	1646,825	?	219	98,214	44,84
11	Aniégré/Aningré	? 6,16	2661,02		384,818		? 1,664	207,09	?
12	Apa/Pachyloba	11,585	0		0		0	0	0
13	Assamela/afromosia	0	0	0	0	0	? 81,597	550,466	?
14	Ayous	? 226,594	26903,221	?	1994,563	?	? 735,487	23077,392	?

15	Azobé	? 30,999	126,742	?	39,705	?	185	0	0
16	Bahia	415	304,088	73,27	8,809	21,22	52	0	0
17	Bete	? 4,67	329,861	0	2,978	? 63,76	? 7,232	1026,435	?
18	Bibolo/Dibetou	? 9,712	2504,99	?	420,442	?	? 5,161	1618,742	?
19	Bilinga	? 19,241	8393,313	?	1050,72	?	? 1,436	92,536	?
20	Bombax/Kapokier	0	0		0		? 0	16,132	?
21	Bongo/Olong	?1,353	549,825	?	10,461	?	122	102,49	84
22	Bossé	? 5,562	2900,983	?	137,077	?	? 19,027	2458,629	?
23	Bubingua	? 4,45	1623,259	?	327,589	?	83	66,976	80,69
24	Ceiba/Fromager	? 12,215	717,956	?	485,47	?	576	329,992	57,29
25	Cordia	? 0	6,281	?	0	?	0	0	0
26	Dabema/Atui	? 3,014	593,903	?	44,123	?	151	0	0
27	Diana/Celtis/Odou	? 0	0		25,309	?	0	0	0
28	Douka/Makoré	29	0	0	0	0	0	0	0
29	Doussié	? 4,942	2729,321	?	174,588	?	? 8,508	3164,71	?
30	Ebiara/Abem	122	0	0	9,123	7,47	0	0	0
31	Ekop/Ekaba/Naga	? 32,281	404,634	?	0	0	225	0	0
32	Ekoumé	0	0		0	0	34	0	0
33	Emien/Ekouk	1,436	0	0	0	0	2,052	0	0
34	Essessang	0	0	0	0	0	95	0	0
35	Eveuss	0	0	0	0	0	965	0	0
36	Evouvous/Iatanza	368	117,155	31,83	144,309	39,21	124	123,784	99,82
37	Eyeck	? 0	5,735	?	0	0	0	0	0
38	Eyong	? 24,1	8541,235	?	368,197	?	? 1,266	639,042	?
39	Faro	775	13,96	1,8	0	0	0	0	0
40	Frake/Limba	? 106,027	24163,97	?	1917,345	?	? 62,493	30826,261	?
41	Framiré	1,023	0	0	0	0	107	107,412	100
42	Ilomba	? 9,318	589,904	?	180,43	?	1,439	0	0
43	Iroko	? 74,202	31355,964	?	999,853	?	? 29,749	5864,683	?
44	Kossipo	? 10,284	7605,208	?	92,123	?	? 6,991	1022,216	?
45	Kotibe	? 3,068	0	0	63,953	?	24	18,826	78,44
46	Koto	? 6,228	293,353	?	281,063	?	370	181,722	49,11
47	Kumbi	0	0	0	0	0	? 0	49,485	?
48	Landa	996	0	0	0	0	91	0	0
49	Lati	738	25,201	3,41	25,724	3,48	190	0	0
50	Limballi	? 1,933	1045,698	?	887,118	?	0	0	0

51	Lotofa/Nkanang	? 5,997	0	0	167,175	?	? 5,266	1619,777	?
52	Moabi	? 20,545	? 15128,066	?	928,837	?	? 16,273	13542,626	?
53	Movingui	? 38,204	? 29669,344	?	4899,458	?	692	677,979	97,97
54	Mukulungu	212	100,573	47,44	14,482	6,83	? 1,897	1685,254	?
55	Niové	283	50,13	17,71	0	0	29	0	0
56	Oboto	13	12,663	97,4	0	0	0	0	0
57	Okan/Adoum	? 5,183	172,361	?	95,666	?	? 1,202	949,719	?
58	Osanga/Sikong	57	32,607	57,2	0	0	0	0	0
59	Padouk	? 10,571	6689,965	?	136,549	?	? 2,572	292,115	?
60	Pao Rosa	0	0	0	0	0	154	0	0
61	Sapelli	? 62,681	17837,252	?	? 935,965	?	? 622,35	56194,351	?
62	Sipo	? 10,383	6007,83	?	536,9	?	40,301	12612,655	?
63	Tali	? 61,47	48961,125	?	1849,322	?	? 88,869	33617,065	?
64	Tiama	? 1,635	776,882	?	159,337	?	? 2,469	1110,271	?
	Autres	? 4,413	645,736	?	0	?	? 5,424	65,617	?
	Total	5778,126	215892,033	?	0	?	5380,975	196832,679	?
	Total PGDFC/SIGIF	874,808	260689,443		21823,749		1769,374	196767,062	

ANNEXE 7.EVOLUTION COMPARATIVE DE LA PRODUCTION PAR ESSENCE ET PAR ZONE CONCERNEE

EXERCICE:1997/199

8

	ESSENCES	PROD (m3) ZONE II	PART DU D&L	%	PART DU N&M	%	PROD (m3) ZONE III	PART DU H.N	%
1	Abale/Abing/Essia		0				0		
2	Abam/Longhi		115,993				2521		
3	Acajou/Ngollon		986,323				4477		
4	Aiele/Abel		2285,884				4243		
5	Ako/Aloa		34,28				0		
6	Amouk/Mambole		131,768				0		
7	Andok		0				0		
8	Andoung		383,85				0		
9	Angale/Ovoga		112,516				0		
10	Angueuk		0				0		
11	Angongui/Onzabili		2007,235				178		
12	Aniégré/Aningré		2699,766				1163		
13	Assamela		0				61990		

14	Avodire	6,201			0
15	Ayous	29931,359			743233
16	Azobe	0			196
17	Bahia	88,398			5
18	Bete	75,062			6562
19	Bibolo/Dibetou	2887,675			9075
20	Bilinga	4355,431			560
21	Bongo/Olong	442,396			0
22	Bossé	1584,418			17705
23	Bubingua	1067,437			0
24	Ceiba/Fromager	128,869			209
25	Cordia	0			353
26	Dabema/Atui	6,179			53
27	Diana	0			69
28	Doussié	2365,815			6610
29	Ekop/Ekaba/Naga	1533,639			68
30	Emien/Ekouk	10,584			520
31	Essak	0			312
32	Essessang	0			48
33	Essia	0			115
34	Eveuss	0			436
35	Evouvous/Iatanza	95,543			483
36	Eyen	0			992
37	Eyong	5494,576			2332
38	Frake/Limba	11665,06			21144
39	Ilomba	74,151			546
40	Iroko	19323,94			27583
41	Kapokier	0			10
42	Kondroti	0			40
43	Kossipo	8183,2			8665
44	Kotibe	55,064			0
45	Koto	249,701			125
46	Landa	0			26
47	Lati	0			17
48	Limbali	48,132			0
49	Lotofa	0			4162

50	Moabi	13238,498				24172	
51	Moambe	0				15	
52	Movingui	24455,013				0	
53	Mukulungu	413,686				3735	
54	Niové	59,921				243	
55	Odou	0				181	
56	Okan/Adoum	545,861				888	
57	Omang	0				78	
58	Ovengkol	0				31	
59	Padouk	6381,337				3606	
60	Pao-Rosa	0				209	
61	Sapelli	10536,969				556032	
62	Sipo	3573,466				37355	
63	Rikio	0				917	
64	Tali	34236,728				99747	
65	Tchitola	0				48	
66	Tiama	1252,064				3533	
	Autres	160,385					
	Total	193284,373				1657616	
	Total PGDFC/SIGIF	193284,373					

Source: PGDFC/SIGIF (MINEF); Délégation Provinciale de l'Environnement et des Forêts de l'Est (DPEFE)

PGDFC = Projet de gestion durable des forêts camerounaises

SIGIF = Système informatique de gestion des informations forestières. (MINEF)

PROD = Production

D&L = Dja et Lobo

N&M = Nyong et Mfoumou

H.N = Haut Nyong

? = Non concordance

ANNEXE 8. STATISTIQUES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR TITRE ET PAR DEPARTEMENT CONCERNE

EXERCICE: 95/96

DJA ET LOBO

N/RS	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
LOREMA	Lic. 1811	50 081,98			
SOCIB	Lic. 1791	32 438,66			
MOISE AYOLO	V.C 1161	10 306,54			
COFA	ARB 192	5 830,16			
AVEICO	V.C 1311	5 480,912			
EYIA PIERRE	V.C 1176	4 337,30			
BTC	V.C 1001	4 229,79			
SCIB	Lic. 1799	3 192,37			
AVEICO	V.C 1338	3 066,86			
ENGONO E	Lic. 1777	2 613,35			
GRABESS	ARB 2581	2 142,18			
SIBM	V.C 1327	2 110,01			
KODIMA	ARB 350	1 584,84			
LFIS		1 282,95			
MESSI M	ARB 287	1 017,63			
NTOUTOUMOU J	V.C 1137	551,524			
Ets NICOLE	ARB 032	284,997			
SFDL	V.C 1299	283,268			
Total		125 354,40			

NYONG ET MFOUMOU

N/RS	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
ABEGA JEAN B.	Lic.1816	744,728			
AMOUGOU A.	V.C 1051	1 859,18			
ELMA	V.C 1166	748,196			
ELMA	V.C 1187	2 533,76			
E.M.D.	V.C 1107&1251	12 840,23			
EYIA PIERRE	V.C 1144	1 978,63			
MEDOU&FILS	V.C 1205	2 063,60			
SEFMA	V.C 1273	3 488,18			
S.F.C.S.	V.C 1300	3 427,96			
SIGALA DAVID	V.C 1237	1 260,96			
S.T.F.C.	V.C 1296	2 045,76			
ZANGUIM ALBERT	V.C 1121	7 989,96			
Total		40981,144			

HAUT NYONG

N/RS	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
EQUATO-BOIS	V.C 1131	11 842,78			
FODDI	V.C 1214	18 843,66			
GRUMEX	V.C 1264	9 707,24			
J. PRENANT	Lic. 1812	99 141,39			
MPONENGANG R.	V.C 1217	9 568,10			
MPONENGANG R.	V.C 1317	6 844,54			
R. PALLISCO	Lic. 1803	15 074,41			
R. PALLISCO	Lic.1818	24 428,52			
SABE	Lic. 1835	25 870,49			
SCIEB	V.C 1270	415,559			
SEBC	Lic.1805	données avec la Lic. 1578			
SFID	Lic. 1804&1824	147 034,66			
Total		368 771,34			

ANNEXE 9. STATISTIQUES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR TITRE ET PAR DEPARTEMENT CONCERNE

EXERCICE 96/97

<i>DJA ET LOBO</i>					
N/Rs	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
SOCIB	Lic. 1791	63 131,56	64 825,22		27 641,45
LOREMA	Lic. 1811	47 959,16	52 372,74		25 525,98
PETRA	ARB 511	20 704,60			21 906,00
COFA	ARB 192	33 215,32	30 077,25		20 248,05
SIBM	V.C 1327	21 807,75	16 477,68		14 420,96
AVEICO	V.C 1338	21 562,49	17 027,75		12 226,28
SIBM	ARB 806	8 845,60	6 834,15		5 907,16
T.A.J	V.C 1381	12 655,77	9 201,65		4 873,03
T.A.J	V.C 1382	21 562,49	13 915,59		4 610,76
MOISE AYOLO &Fils	V.C 1352	5 152,09	2 603,79		2 585,12
KODIMA	ARB 350	0			1 758,46
BTC	ARB 343	1 440,47	1 809,31		1 507,55
NANGA C. D.	V.C 1045	0			797,923
RENAISSANCE	V.C 09.01.13	0			709,879
SCIB	Lic. 1799	0			700,83
LFIS	V.C 09.01.08	4 444,79			396,595
IFTCA	V.C 649	0			60
SIBM	V.C 1198 & 1199	0			57,083
COFA	ARB 03		540,461		
total		262 482,07	215 685,59		145 933,13
<i>NYONG ET MFOUMOU</i>					
N/Rs	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
ABEGA J B	Lic. 1816	1 788,73			150,697
ELMA	VC1187	2 371,22			
ELMA	ARB 1838				
ELMA	VC 1187 1 AR 1838				13 401,52
EMD	VC 1251				960,982
EYIA Pierre	Lic; 1883 & vc 1144 & 1176		0	1 487,39	631,928
Mme SECK	V.C 657	7 016,99			3 299,76
S.F.C.S	V.C 1300	4 742,36			
S.F.C.S	V.C 654	1 682,18			
S.F.C.S	V.C 1300&654				7 590,26
S.F.T.C	V.C 1296	3 482,78			2 061,32
SIGALA David	V.C 1237				4,582
SOCATEM	V.C 1272				8,341
TSIMI J.M	V.C 1221	1 675,47			153,372
Total		22 759,71	1 487,39		28262,759

**STATISTIQUES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR TITRE ET PAR DEPARTEMENT
CONCERNE**

EXERCICE: 96/97

HAUT NYONG

N/RS	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
DEMETRIADES G.	V.C 1348&1378	10 699,57	13 322,16		9 676,56
EQUATO-BOIS	V.C 1277	16 929,64	14 333,00		25 074,71
JEBOCAM	V.C 646	80,946	80,946		80,946
J. PRENANT	Lic.1812	59 153,00	59 153,00		29 466,17
MPONENGANG R.	V.C 647	920,815	793,395		
MPONENGANG R.	V.C 648	3 210,12	2 759,05		
MPONENGANG R.	V.C 647-48,1217,1317&ARB 47				16 339,94
R. PALLISCO	Lic.1803	11 445,46	10 698,34		avec SABE
R. PALLISCO	Lic.1818	1 651,46	1 230,46		avec SABE
SABE	Lic.1835	66 191,65	66 074,47		35 892,24
SEBC	Lic.1805		34 210,00		
S.F.C.	V.C 1370	3 246,81	2 994,99		avec SABE
SGD	V.C 1368&1369	19 763,51	16 638,00		10 320,79
SOFONAF	V.C 1167&1168	3 474,09			1 309,65
total		196 767,06	222 287,82		11 630,44

ANNEXE 10. STATISTIQUES D'EXPLOITATION FORESTIERE PAR TITRE ET PAR DEPARTEMENT CONCERNE

EXERCICE 97/98

<i>DJA ET LOBO</i>					
N/RS	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
BTC	ARB 343	1 204,38	715,582		0
C.E.C.	V.C 1391	10 783,51	7 787,65		5 423,44
C.E.C.	V.C 1397	2 839,58	1 134,87		669,623
COFA	ARB 192				8 900,75
ENGONO E.	Lic. 1777	8 173,77	6 073,50		0
EYIA PIERRE	Lic. 1833	8 329,08	5 231,34		0
HATIE R.	V.C 1395	4 034,96	0		0
KODIMA	ARB 329	5 084,43	3 628,46		0
LFIS	V.C 09.01.08	13 948,80	0		0
LOREMA	Lic. 1811	41 058,07	29 056		0
MOISE AYOLO & Fils	V.C 1352	3 225,02	1 467,11		3 073,45
NANGA C. D.	V.C 1045				32,111
NNA ZE B.	V.C 09.01.04	2 615,49	0		0
PETRA	ARB 511	13 033,36	0		0
RENAISSANCE	V.C 09.01 33	12 014,11	0		0
SIBM	V.C 09.01.36	12 805,92	11 969,87		9 866,06
SIBM	V.C 1237				1 580,46
SIBM	ARB 806				2 271,38
SID		0	0		0
SOBOCA	V.C 09.01.32	13 426,87	10 857,33		0
SOCIB	Lic. 1791	38 873,53	32 629,21		14 820,00
SOFIB	V.C 09.01.10	1 833,51	0		0
Total		193 284,37	110550,63		46637,28

NYONG ET MFOUMOU

N/RS	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
		ND	ND	ND	ND

HAUT NYONG

N/RS	Lic./V.C	V.A. (m3)	V.R. (m3)	V.T (m3)	V.E. (m3)
		ND	ND	ND	ND

Source: PGDFC/SIGIF (MINEF)

N/RS = Nom ou raison sociale

Lic./V.C = Licence ou vente de coupe

V.A = Volume abattu

V.R = Volume coupé

V.T = Volume transformé

V.E = Volume exporté

ANNEXE 11 a. SITUATION DES VENTES DE COUPE DANS LE DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO

NOM OU RAISON SOCIALE	SUPERFICIE	ARRONDISSEMENT	N° DE V.C	DATE D'OCTROI	DATE D'EXPIRATION	OBSERVATION.
C.E.C	2500 ha	Mintom	1397			Expirée
SFE	"	Mintom	09 01 16			Active
SFE	"	"	09 01 02			Active
SOCADJAL	"	Djoum	1194			Expirée
NNA NZE BAYARD	"	Mintom	09 01 04	06/03/1999		Expirée
BTC	"	MEYOMESSALA	1001			Expirée
CAMBOIS	"	SAGMELIMA (NJANTOM)	?			V.C annulée, puis bois Racheté par CAMBOIS
ECAM-PLACAGES	"	MEYOMESSALA	1266			Expirée
ECAM-PLACAGES	"	MEYOMESSALA	1240			Expirée
SCIB	"	MEYOMESSALA	09 01 48			Active
SCIB	"	MEYOMESSALA	09 01 47			Active
HATIYE RABIH	"	MEYOMESSALA	1395			Expirée
LFIS	"	SANGMELIME (NJATOM)	09 01 23			Active (4 mois de fonctionnement)
SOBOCA	"	MEYOMESSALA (TEKMO)	09 01 32			Expirée

ANNEXE 12 b. SITUATION DES AUTORISATIONS DE COUPE DANS LE DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO

NOM OU RAISON SOCIALE	ARRONDISSEMENT/DISTRICT	N° ARB	DATE D'OCTROI	DATE D'EXPIRATION	OBSERVATION
NNA NZE BAYARD	Mintom	1030			Expirée Dégagement de la route Mbouma-Mintom
MESSI MBARGA	DJOUR (AVEBE)	?			Expirée
CAMBOIS	MEYOMESSALA	?			Expirée
COFA	MEYOMESSALA	192			Active
SIBM	MEYOMESSALA	806			Expirée
COFA	MEYOMESSALA (BIDJOU)	3			Active
CEC	MEYOMESSALA	181			Active (Bloc C)
KODIMA	"	568	27/02/1998		Expirée
ETS NICOLE (SEFEN)	BENGBIS	323	04/12/1997		Expirée
ETS NICOLE/IRENE		389			Expirée
SIBM	SANGMELIMA/NJANTOM	1535	12/08/1999		Expirée
BTC	ZOETELE	343			Expirée

**ANNEXE 12 a. SITUATION DES LICENCES ET VENTES DE
COUPE AU COURS DE L'EXERCICE 91/92.**

SFID	1084	60 000	YANNAKOS	270
PALLISCO	1792	53 200	YANNAKOS	544
PALLISCO	1818	78 160	SCIEB	767
SEBEC	1805	36650	CIEF	1047
CBBT	1803	58 280	SFS	1041
J.PRENANT	1812	60 656	SFS	

**ANNEXE 12 b. CERTIFICATS D'ASSIETTE DE COUPE
OCTROYES AU COURS DE L'EXERCICE 1997/1998 DANS LE HAUT-
NYONG**

RAISON SOCIALE	DATE	N° LICENCE	SUPERFICE	A.C OCTROYEES	A.C REN.	SUPERFICIE	N° CERTIFICAT
J. PRENANT	17 9 97	1812	60656	NEANT	05	2500 Ha	1741
	//	//	//		17	//	1744
	//	//	//		20	//	1745
	//	//	//		26	//	1746
	//	//	//		27	1260	1747
	//	//	//				
SABE	04 12 97	1835	74312	02	NEANT		1838
				15	//		1836
				20	//	2500	1842
				21	//	2500	1840
				NEANT	10	//	1841
				//	16		1939
				//	17		
PALLISCO		1803	58 280 // //	NEANT	08	2500	1870
				//	10	//	1871
				//	12	//	1869

**ANNEXE 12 c. SITUATION DE COUPE DE L'EXERCICE
1997/1998 DANS LE DEPARTEMENT DU HAUT-NYONG**

RAISON SOCIALE	DATE D'ATTRIBUTION	LOCALITE	N° DN	N° VENTE	N° DU CERTIFICAT	OBSERVATION
SCNB	13/01/97	MESSAMENA	41	10 02 11	724	Expiree
EMD	13/01/97	//	32	10 02 05	723	Expiree
MPONENGANG R	13/01/97	DOUME	36	10 02 13	736	Active
FORMEK	13/01/97	LOMIE	30	10 02 09	740	Expiree
PALLISCO	19 03 97	LOMIE	79	10 02 24 PE	743	Valide
SODETRANCAM	19/03/97	LOMIE	78	10 02 26	738	Active
MBENG GUSTAVE	19/03/97	ABONG-MBANG	65	10 03 31	770	Valide
ASTN	17 04 97	//	85	10 03 33	771	Valide
ASTN	17/04/97	NGOILA	86	10 04 19	773	Valide
ASTN	17/03/97	LOMIE	87	10 02 29	772	Valide
SOFIB	13 02 97	LOMIE	49	10 03 01	781	Valide
ASTN	11 07 97	ABONG-MBANG	88	10 02 34	788	Valide
SEPPCO	11/07/97	ABONG-MBANG	116	10 02 42	789	Valide
ETS LUCKY	16 /07/97	ABONG-MBANG	120	10 02 41	787	Valide
GABRIEL ESSAMESSO	1803/97	ABONG-MBANG	64	10 02 32	783	Active
APROODE	11/07/97	DOUME	112	10 02 59	797	Valide
PANAGIOTIS	18/03/97	LOMIE	74	1388	796	Valide
BOITEX	13 /06 /97	LOMIE	106	10 02 48	792	Expiree
JEBOCAM	13/01/97	DOUME	38	10 02 04	804	Valide
ALPICAM	11/04/96	LOMIE	117	1387	814	Valide
ALPICAM	11/04/97	LOMIE	118	1386	815	Active
FODDI		DOUME		10 02 07		Active
SCNB		MESSAMNA		08 07 39		Valide
MPONENGANG R		DOUME		10 02 03		Active
GRUMCAM	13 02 96	DOUME-DIMAKO	739	1377	813	Valide
EQUATO-BOIS	13 01 97	DOUME	39	10 02 12	831	Active
LA MEKABA	05 03 96	LOMIE	92	1363	843	Expiree
SOFIB	Sept 97	LOMIE		10 03 01		Valide
CFE				1312		SAC
CFE				1313		SAC
CFE				1314		SAC
CFE				1315		SAC
HORTEN		NGUELE MENDOUKA		10 02 06		Valide

FANGA		NGUELE MENDOUKA		10 02 16		Valide
PEIFFER	95	NGUELE MENDOUKA	44			J E
PEIFFER		NGUELE MENDOUKA	45			J E
SFC	Sept 96	ABONG-MBANG		1370		J E
MBENG GUSTAVE		LOMIE		10 03 31		J E
GEC	Mars 97	LOMIE		1341		J E
ASSENENKOU	96	LOMIE		10 03 14		Valide
DEMETRIADES G	Mars 96	LOMIE		88		Pas de carte J.E
DEMETRIADES G	Mars 96	LOMIE		89		J E
AMOUGOU T	Juin 97	LOMIE		10 02 17		J E
ALPICAM	Juin 97	LOMIE		1377		Valide
SOLET	Avril 96	LOMIE	137			Valide
PANAGIOTIS	Mars 97	LOMIE		796		Valide
FBC		LOMIE				Active

SAC = situation à clarifier

JE = Jamais exploitée

**ANNEXE 12 d. SITUATION DES AUTORISATIONS DE
RECUPERATION DE BOIS DE L'EXERCICE 97/ 98 DANS LE
DEPARTEMENT DU HAUT-NYONG**

NOMOU RAISON SOCIALE	N° Dn	DATE D'OCTROI	AUTORISATION D'EVACUATION	ARB	P F C	Observation
CEFMEL		DEC 98	149		LOMIE (QTR SERRE)	Active
HA Sarl Hamadou Adamou MONOUASSE GUSTAVE		Avril ?	56 ?	?	ABONG-MBANG ABONG-MBANG	Active
ANYOUAG CHRISPTOPHE			?	?	ABONG-MBANG (ATOK)	Litigieux
EFFOM		16 JUIN 98	-	700	ABONG-MBANG (ATOK)	Abandon
ETD		6 08 97 26 NOV 97	198 223 289	-	MESSAMENA	Actives
ELMA		30 JUILLET 97	390	-	MESSAMENA	Expiré
SCNB				13	MESSAMENA	
EQUATO BOIS		12 AVRIL 98	-	3000	DOUME	Active
CHRISTELLE BOIS		AVRIL 98	51	-	DOUME	Situation a clarifier
F M M					?	Situation à clarifier
MPONENGANG R FODDI		4 DEC 97	-	3100 3500	DOUME DOUME	Situation à clarifier
FODDI		MAI 97		2400	DOUME	Situation à clarifier
SAPAF		18 06 98		600	NGUELEMENDOUKA	Actif
ECOTRANCO	09	07 07 98	-	PC	NGUELEMENDOUKA	Valide
ETS NZANA ET FILS		21 03 97		14	DIMAKO	J E
SAFIE		MAI 97		17		Valide

ANNEXE 13. STATISTIQUES SABE LIC 1835 1997/1998

ESSENCES	ABATTAGE		ROULAGE-EXPORT	ENTREE-GRUMES	DEBITES-EXPORT
	N. Pieds	VOLUME			
<i>ACAJOU</i>	23	241,641	261,030	6,642	-
<i>AGBA</i>	1	21,830	-	-	-
<i>AIELE</i>	25	305,745	356,457	79,781	-
<i>ANGONGUI</i>	6	39,660	762,343	34,667	-
<i>ASSAMELA</i>	1	4,466	3,989	7,541	-
<i>AYOUS</i>	207	2387,328	2766,669	3472,061	1 198,580
<i>BIBOLO</i>	250	1989,270	340,054	303,635	33,904
<i>BOSSE</i>	47	411,109	2031,280	1492,828	263,609
<i>DOUSSIE</i>	264	2152,504	2273,875	1680,528	352,794
<i>EYONG</i>	81	741,644	771,348	-	-
<i>FRAKE</i>	571	6001,780	5114,706	283,948	-
<i>FROMAGER</i>	23	129,872	-	9,034	-
<i>IATANZA</i>	57	483,528	4881,666	-	-
<i>IROKO</i>	230	2595,404	2906,207	1189,269	353,182
<i>KOSSIPO</i>	119	1637,982	1999,733	1361,388	-
<i>KOTIBE</i>	8	41,846	23,252	7,426	-
<i>KOTO</i>	13	98,642	12,824	-	-
<i>MOABI</i>	747	16583,429	16081,185	6609,948	1901,620
<i>MOVINGUI</i>	26	333,947	267,158	524,575	-
<i>MUKULUNGU</i>	102	2653,049	2300,926	2068,645	659,868
<i>NIOVE</i>	36	182,830	180,086	165,286	31,267
<i>OKANG</i>	69	803,438	87,055	255,482	90,418
<i>PAO ROSA</i>	3	40,627	-	-	-
<i>SAPELLI</i>	2275	31668,372	31808,572	8900,942	2668,740
<i>SIPO</i>	500	9540,402	9572,942	3919,397	1029,754
<i>TALI</i>	3846	26213,128	26392,264	8851,741	2847,084
<i>TCHITOLA</i>	2	16,798	13,439	-	-
<i>TIAMA</i>	108	1036,946	695,724	-	-

ANNEXE 14. STATISTIQUES D'ABATTAGE SEBC LIC 1805 1997/98

ESSENCES	AC N° 04		AC N° 07		AC N° 11		TOTAL	
	NP	VOLUME(m3)	NP	VOLUME(m3)		VOLUME(m3)	NP	VOLUME(m3)
TALI	135	7524,536	354	2063,314	256	1537,880	4750	11125,756
SIPO	71	733,146	16	110,947	5	48,631	92	892,724
MOABI	104	1997,339	44	900,676	21	388,103	168	3312,118
BIBOLO	111	887,116	14	109,297	11	121,027	136	1117,440
SAPELLI	296	3973,803	52	685,111	37	451,883	385	5110,797
DOUSSIE	49	370,724	26	174,967	13	177,229	88	722,920
PADOUK	3	19,358	24	147,267	-	-	27	166,625
BASSE	15	110,131	-	-	2	13,123	17	123,254
IROKO	19	235,531	-	-	4	56,515	23	292,045
AYOUS	62	535,611	1	6,378	-	-	63	541,989
ACAJOU	14	122,099	4	47,127	2	19,145	20	188,371
AIELE	2	28,211	27	453,856	-	-	29	482,067
MUKULUMGU	2	24,575	-	-	-	-	2	24,575
MAKO	2	23,304	-	-	-	-	2	23,304
AKANG	5	51,177	-	-	-	-	5	51,177
ASSAMELA	1	11,976	-	-	-	-	1	11,976
BETE	-	-	1	3,863	-	-	1	3,863
TOTAL	1991	16 648 637	563	4728,803	351	2 753,537	2905	24 130,977

ANNEXE 15. STATISTIQUES D'ABATTAGE J PRENANT LIC 1812 1997/98

ESSENCES	AC N°2	5	17	20	26	27	TOTAL
ACAJOU	-	33,328	5,081	47,543	38,991	124,810	249,753
AIELE	-	407,357	8,906	201,166	-	-	617,429
ASSAMELA	6,390	82,637	112,136	2838,799	12349,414	8732,257	24121,633
AYOUS	-	-	-	842,040	243,423	1085,463	7049,482
BETE	6,390	82,637	112,136	2838,799	12349,414	8732,257	24121,633
BIBOLO	-	-	-	-	842,040	243,423	1085,463
BOSSE	398,021	145,668	39,619	267,124	10,822	233,491	1094,745
DOUSSIE	8,146	94,338	-	149,613	7,258	193,560	452,915
IROKO	28,892	254,772	34,153	383,487	-	220,305	912,609
MOABI	17,241	321,705	83,011	196,988	429,534	341,635	1390,114
PADOUK	499,749	699,148	9,855	501,965	45,666	101,501	1857,884
SAPPELLI	8,088	148,180	105,977	517,155	74,810	318,391	1172,601
SIPO	910,566	4344,163	1789,078	9294,078	1418,514	992,468	2665,314
TALI	437,160	4104,579	1065,752	5453,201	503,099	2484,336	14048,127
TIAMA	13,305	127,518	-	53,551	-	-	194,374
TOTAL	2647,921	11451,228	4614,501	24020,805	16762,545	20454,903	79951,903

ANNEXE 16. STATISTIQUES : PALLISCO LIC. 1803 1997/98

ESSENCES	ABATTAGE		ROULAGE
	NP	VOLUME(m3)	
AIELE	09	46,433	37,147
BOSSE	04	26,020	20,816
DOUSSIE	01	04,186	03,349
EYONG	02	12,440	09,952
FRAKE	16	105,105	84,084
IROKO	15	147,762	118,210
KOSSIPO	06	89,625	71,700
MOABI	24	310,755	248,604
MUKULUNGU	01	08,971	07,177
OKAN	06	87,395	69,916
ONZAMBILI	02	17,827	14,262
SAPPELLI	03	67,282	53,826
SIPO	14	116,646	93,317
TALI	22	222,352	177,882
TOTAL	125	1262,799	1010,242

ANNEXE 17. STATISTIQUES D'ABATTAGE BOITEX VC 10 02 48.

1997/98

ESSENCES	N.P	VOLUME (m3)
<i>SAPELLI</i>	711	9 371 535
<i>AYOUS</i>	522	8 394,111
<i>KCSSIPO</i>	15	167,554
<i>DOUSSIE</i>	22	214,647
<i>PADOUK</i>	22	198,147
<i>TIAMA</i>	14	164,924
<i>SIPO</i>	62	991,009
<i>TALI</i>	62	466,226
<i>ANIEGRE</i>	03	17,158
<i>IROKO</i>	17	243,715
<i>BIBOLO</i>	02	18,505
<i>BOSSE</i>	20	161,379
<i>ASSAMELA</i>	04	25,075
<i>MUKULUNGU</i>	01	06,036
<i>PACHYLOBA</i>	12	67,339
<i>MOABI</i>	01	12, 897
<i>NGOLLON</i>	04	33,893
TOTAL	1449	20 554,120

ANNEXE 18. STATISTIQUES D'ABATTAGE FORMEK VC 10 02 09

1997/98

ESSENCES	N.P	VOLUME (m3)
<i>SAPELLI</i>	454	6839,453
<i>SIPO</i>	15	375,615
<i>TALI</i>	17	120,329
<i>DOUSSIE</i>	07	73,257
<i>IROKO</i>	11	196,660
<i>BIBOLO</i>	01	10,271
<i>PADOUK</i>	10	44,159
<i>AMOUK</i>	01	10,534
TOTAL	516	7670,277

**ANNEXE 21. STATISTIQUES D'ABATTAGE EQUATO BOIS VC 10 02 12
19 97/98**

ESSENCES	ABATTAGE		VENTE LOCALE DE GRUMES	VENTE DES GRUMES DANS DES ZONE S FRANCHES
	NP	VOLUME (m3)		
ACAJOU	15	111,704	78,337	21,410
ANIEGRE	1	6,183	5,226	-
AYOUS	519	3 886,245	2 964,837	399,802
BETE	45	245,126	135,671	76,310
BOSSE CLAIR	37	249,680	133,892	52,310
BOSSE «T»	1	5,587	2,886	-
BIBOLO	93	620,868	366,844	65,909
DOUSSIE	2	19,910	8,522	-
IROKO	33	294,048	158,675	85,858
KOSSIPO	73	869,565	-	740,315
LOTOFA	51	317,904	-	268,366
MOABI	2	44,539	32,793	-
PACHYLOBA	6	31,403	7,194	-
PADOUK	51	349,404	76,136	50,287
SAPELLI	85	568,869	366,994	127,758
SIPO	50	422,110	256,890	-
TALI	184	1 097,705	646,847	292,818
TIAMA	46	174,361	181,804	46,688
TOTAL	1291	9 415,481	5 423,548	2 227,822

**ANNEXE 22. STATISTIQUES D'ABATTAGE APRODE VC 10 02 59
1997/98**

ESSENCES	AVRIL 98		MAI 98		JUN 98		TOTAL	
	NP	Volume	NP	Volume	NP	Volume	NP	VOLUMES (m3)
AYOUS	349	3611,124	297	2897,630	238	2360,127	884	8868,881
ACAJOU	03	27,246	06	47,499	09	70,451	18	145,196
BETE	48	226,667	60	334,103	82	418,913	190	979,683
BIBOLO	14	196,596	18	168,623	15	138,158	47	503,377
BOSSE	09	71,466	14	117,312	11	83,525	34	272,301
IROKO	02	45,499	-	-	-	-	02	45,499
KOSSIPO	04	91,490	04	68,021	03	52,043	11	211,554
LOTOFA	76	498,039	66	393,161	105	595,697	247	1486,897
MOABI	04	91,388	02	49,309	01	27,163	07	167,860
SAPELLI	26	329,141	25	271,497	31	354,380	82	955,018
SIPO	04	72,978	04	51,044	04	41,923	12	165,945
TALI	55	336,544	34	217,255	43	255,869	132	809,668
TIAMA	-	-	-	-	04	42,538	04	42,538
DOUSSIE	02	10,839	03	33,865	01	06,335	06	51,039
TOTAL	596	5609,015	533	4649,319	547	4447,122	676	14705,456

**ANNEXE 23. STATISTIQUES MPONENGANG R. VC 10 02 13
19 97/98**

ESSENCES	JUILLET 97			AOÛT 97			DECEMBRE 97			JANVIER			FEVRIER 1998		
	NP	VA	VR	NP	VA	VR	NP	VA	VR	NP	VA	VR	NP	VA	VR
AYOUS	56	1066,231	931,078	30	293,818	198,440	16	101,027	85,414	06	31,627	17,982	11	63,127	56,824
BETE	07	35,289	21,813	19	63,318	50,997	04	19,013	13,618	04	13,019	12,854	06	18,341	14,219
SAPELLI	11	53,811	36,327	15	113,018	84,141	04	36,811	29,036	04	13,118	11,206	01	9,823	8,183
AIELE	14	69,624	51,009	11	93,114	78,114	03	25,921	18,592	07	21,612	13,819	-	-	-
FRAKE	21	73,113	42,906	25	181,625	172,370	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TALI	19	62,907	38,239	26	143,118	126,812	04	28,714	13,646	06	28,902	20,182	-	-	-
EYONG	16	76,851	60,605	13	86,901	79,763	02	8,127	5,318	05	21,667	14,907	-	-	-
OZAMBILI	08	48,109	29,401	05	31,117	26,743	03	14,009	10,901	02	11,732	9,512	-	-	-
BOSSE	03	29,007	16,218	13	101,621	85,883	02	12,481	7,148	06	12,182	10,740	01	5,630	4,723
ACAJOU	06	34,961	17,742	06	43,108	30,896	02	28,931	11,395	01	8,501	6,005	-	-	-
SIPO	02	20,952	9,067	05	41,346	33,733	02	18,212	13,935	01	10,786	10,093	03	26,918	21,63108
PADOUK	08	31,316	13,917	04	26,318	22,003	02	13,871	10,187	02	11,628	7,386	-	-	-
IATANZA	03	18,259	5,708	02	11,827	10,143	-	-	-	01	4,064	3,121	-	-	-
DOUSSIE	-	-	-	05	28,709	24,023	03	16,297	9,872	01	6,315	5,004	-	-	-
ANIEGRE	02	7,421	6,684	03	18,328	14,296	01	6,402	5,907	-	-	-	-	-	-
IROKO	-	-	-	04	31,304	24,706	03	21,306	15,740	01	8,920	6,093	-	-	-
MOABI	-	-	-	-	-	-	01	11,018	9,193	-	-	-	-	-	-
BIBOLO	-	-	-	-	-	-	01	07,821	6,787	04	11,947	6,017	-	-	-
TIAMA	-	-	-	-	-	-	01	6,085	5,574	01	11,783	9,618	-	-	-
OLONG	-	-	-	-	-	-	01	5,791	4,518	03	19,087	11,826	-	-	-
LOTOFA													50	258,096	214,347
DIBETOU															
NGOLLON															
		1620,412	126,087			60		417,690	301,296	57	263,602	200,998	72	381,935	319,927

ANNEXE 24. VC 10 02 13 MPONENGANG R 97/98

ESSENCES	MARS 98			AVRIL 98			MAI 98			JUN 98		
	P	A	R	P	A	R	P	A	R	P	A	R
YOUS	8	8,124	2,073	1	03,813	164,245	3	23,907	10,546	4	16,118	57,301
APELLI	3	1,632	6,161	1	53,008	132,551	1	6,793	1,435	5	08,013	12,561
ETE	6	3,418	,627							7	3,031	3,804
CAJOU				2	,618	,985				5	8,521	6,283
ABI				8	9,317	11,158	0	8,614	6,527	8	3,136	8,440
				2	,913	,670	2	3,098	1,662	2	8,627	1,313
				9	4,037	18,132	8	0,187	2,310	5	8,709	9,981
PADOUK				3	8,931	14,177				3	1,61	1,901
IBOLO	2	1,317	,847							2	7,221	4,078
OSSE	1	,4,619	,247	1	,923	1,546						
IPO	2	2,029	0,984	6						0	9,124	8,367
DOUSSIE	1	,903	,260									
MOABI				2	5,147	12,896						
ILINGA				2	1,316	18,720						
TAMA							1	,988	,208	2	1,413	58
	7	23,174	7,627	12	51,775	154,254	9	81,373	96,658	43	255,695	68,547

**ANNEXE 25. VC 10 02 13 MPONENGANG R 97/98
STATISTIQUES VC 10 02 13**

(RECAPITULATIF)

ESSENCES	NP	VOLUME ABATTU	VOLUME ROULE
<i>AYOUS</i>	225	2858,778	2458,954
<i>BETE</i>	63	245,699	196,932
<i>SAPELLI</i>	105	776,027	581,559
<i>AIELE</i>	36	217,395	168,991
<i>FRAKE</i>	46	254,738	215,276
<i>TALI</i>	83	509,425	376,436
<i>EYONG</i>	36	193,546	160,599
<i>OZAMBILI</i>	13	73,850	49,814
<i>BOSSE</i>	27	170,454	133,505
<i>ACAJOU</i>	22	193,650	102,306
<i>SIPO</i>	31	276,690	212,571
<i>PADOUK</i>	15	75,746	38,281
<i>TIAMA</i>	05	35,269	25,918
<i>IROKO</i>	42	275,161	235,692
<i>DOUSSIE</i>	09	53,590	41,730
<i>IATANZA</i>	06	34,150	19,072
<i>ANIEGRE</i>	08	32,151	26,887
<i>MOABI</i>	02	15,147	12,896
<i>LOTOFA</i>	50	258,096	214,347
<i>BIBOLO</i>	17	118,147	88,063
<i>BIINGA</i>	03	23,927	16,126
<i>OLONG</i>	04	24,878	16,344
TOTAL	878	6716,504	5792,293

ANNEXE 26 a. MPONENGANG R VC 10 02 13
97/98

A) STOCK DES NON EVACUES AU 30 JUIN 1998

<i>AYOUS</i>	53	108,372
<i>SAPELLI</i>	07	61,978
<i>SIPO</i>	09	51,310
<i>TALI</i>	13	74,067
<i>BETE</i>	08	29,341
<i>DOUSSIE</i>	07	16,029
<i>MOABI</i>	06	48,372
<i>EYONG</i>	16	41,878
<i>BOSSE</i>	12	36,713
<i>PADOUK</i>	18	40,795
<i>AIELE</i>	13	55,549
<i>FRAKE</i>	16	61,638
<i>IROKO</i>	13	97,219
<i>TIAMA</i>	12	46,918
<i>KOSSIPO</i>	03	87,673
<i>DIBETOU</i>	21	44,871
<i>NGOLLON</i>	26	44,871
TOTAL	266	997,160

ANNEXE 26 b. MPONENGANG R VC 10 02 13
97/98

B) -STOCK ABATTU NON DEBARDE AU 30/06/98

ESSENCES	NP	
<i>AYOUS</i>	71	
<i>SAPELLI</i>	14	
<i>BOSSE</i>	10	
<i>BETE</i>	68	
<i>DOUSSIE</i>	17	
<i>MOABI</i>	03	
<i>IROKO</i>	15	
<i>SIPO</i>	18	
<i>TALI</i>	47	
<i>NGOLLON</i>	13	
<i>BIBOLO</i>	15	
<i>PADOUK</i>	11	
<i>FRAKE</i>	78	
	380	Volume total 3000,110 m3

ANNEXE 27. STATISTIQUES D'ABATTAGE DDEFHN EXERCICE 91/92

Nom (s) RAISON SOCIALE	SFID		PALLICSO		SEBC		CBBT		J PRENANT		SCIEB	
	NP	VOL	NP	VOL	NP	VOL	NP	VOL	NP	VOL	NP	VOL
ESSENCES												
ABAM	1	8,576	14	98,523	-	-	14	127,892	-	-	3	9,926
ACAJOU	13	201,364	36	321,519	52	511,016	-	-	1	14,734	2	26,738
AIELE	2	30,598	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANIEGRE	1	10,250	-	-	-	-	-	-	-	-	4	21,049
AMIEN	9	36,233	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ASSAMELA	50	346,943	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OHIA	1	9,974	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AYOUS	14	152,384	976	10788,532	741	8748,626	62	832,943	-	-	12	159,379
BETE	14	120,450	5	35,737	10	66,494	-	-	-	-	-	-
BOSSE	186	1900,097	12	87,194	128	1166,248	2	24,597	6	55,557	4	24,374
COEDIA	3	21,809	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BIBOLO	62	1017,252	-	-	639	6429,200	2	22,635	77	770,194	4	35,057
DOUSSIE	107	1289,512	3	22,099	224	2168,318	17	153,895	69	551,235	1	4,976
EYONG	37	695,922	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FRAKE	1635	1104,982	29	298,677	6	36,450	-	-	42	252,580	2	9,415
FROMAGER	1	9,543	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KAPOKIER	1	21,667	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ILOMBA	53	587,373	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
POA ROSA	8	61,895	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IROKO	23	417,078	-	-	219	2814,281	102	1156,621	207	2323,497	4	49,651
KOSSIPO	62	1286,242	-	-	-	-	6	84,572	1	8,313	4	64,549
LATI	1	11,252	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MOABI	5	168,331	197	4399,985	755	15154,929	154	3643,064	97	1952,429	15	295,472
MOVINGUI	-	-	708	2465,429	-	-	1	7,710	-	-	41	236,604
NIOVE	10	94,148										
PADOUK	3	34,680									2	13,061
OMANG	1	17,049										
SAPELLI	236	40715,924	65	918,880	2594	36098,130	195	1807,675	656	8240,411	21	235,157
SIPO	88	2373,795	45	686,600	574	1083,076	93	1406,318	106	2035,625	5	102,123
TALI	2304	165,20	41	293,123	1616	1379,995	59	422,717	289	1929,411		
TIAMA	6	105,573			61	752,941			6	82,179		
TOTAL	7062	79749,404	2131	22216,298	7619	9579,704	707	10690,639	1557	18216,165	124	1314,531

**ANNEXE 28. STATISTIQUES D'ABATTAGE DDEF-HN
EXERCICE 91/92**

Nom (s) RAISON SOCIALE	CIEF		SFS		YANNAKOS		TOTAL GENERAL	
	NP	VOL	NP	VOL	NP	VOL	NP	VOLUME (m3)
ESSENCES								
ABAM	6	42,236	-	-	17	123,176	55	540,329
ACAJOU	1	6,447	-	-	7	57,670	112	1139,488
AIELE							1	30,598
ANIEGRE							5	31,299
AMIEN							9	36,233
ASSAMELA							50	346,943
OHIA							1	9,974
AYOUS	175	1497,142	1	12,305	301	3189,575	2282	25380,886
BETE					8	43,747	37	248,428
BOSSE						46,870	346	3314,653
COEDIA							3	21,809
BIBOLO							784	8274,338
DOUSSIE	4	24,545	1	9,369	1	6,519	427	4230,468
EYONG							37	695,922
FRAKE						8,774	1715	12110,878
FROMAGER							1	9,543
KAPOKIER							1	21,667
ILOMBA							53	587,373
POA ROSA							8	61,895
IROKO					38	455,418	593	7216,546
KOSSIPO				21,471			74	1465,147
LATI							1	11,252
MOABI	15	381,589	19	380,594	92	2248,577	1349	28624,
MOVINGUI	73	382,441	-	-	337	1909,630	1160	6828,864
NIOVE							10	94,148
PADOUK							5	47,741
OMANG							1	17,049
SAPELLI	2	17,493	25	438,374	51	641,536	5970	90109,580
SIPO	5	63,979	9	125,956	12	162,789	937	17340,261
TALI	14	94,467	1	12,829	47	346,434	4371	30999,484
TIAMA			3	22,583			76	963,276
TOTAL	295	2510,389	61	1033,197	919	9240,715	20475	240681,042

ANNEXE 29. STATISTIQUES DE TRANSFORMATION

91/92

SOCIETE ESSENCES	SFID	PALLISCO	TOTAL
ACAJOU	164,149	197,417	361,566
AIELE	300,361	-	300,361
KAPOKIER	70,599	-	70,599
AYOUS	32698,276	12713,711	45411,987
BOSSE	57,633	64,454	122,087
ONZABILI	6,629	-	6,629
BIBOLO	47,478	135,523	183,001
ASSAMELA	3,066	-	3,066
NKANANG	1346,133	-	1346,133
EYONG	106,778	-	106,778
FRAKE	472,184	118,170	590,354
FRMAGER	124,798	-	124,798
ILOMBA	680,892	-	680,892
IROKO	80,565	482,370	562,235
CORDIA	59,773	-	59,773
KOSSIPO	9,170	319,916	329,086
LATI	24,347	-	24,347
MOABI	-	3051,404	3051,404
NIOVE	6,866	-	6,866
SAPELLI	3285,561	3500,463	6786,024
SIPO	56,633	1714,230	1770,863
TALI	816,413	1010,755	1827,168
MOVINGUI	-	2624,591	2624,591
EDJIN	7,436	-	7,436
BETE	29,190	-	29,190
BILINGA	-	46,816	46,816
BONGO	5,217	-	5,217
DOUSSIE	107,044	179,210	286,254
PADOUK	-	24,205	24,205
ABAM	45,715	-	45,715
KONDROTI	218,010	-	218,010
TIAMA	19,872	-	19,872
TOTAL	40850,788	26183,235	67034,023

ANNEXE 30. EXPORTATION HAUT-NYONG 91/92 (m3)

SOCIETE	SFID	PALLISCO	SEBC	CBBT	J PRENANT	SFS	YANNAKOS	TOTAL
ESSENCES								
ABAM	-	198,323	-	-	-	-	86,728	285,051
ACAJOU	15,337	142,686	75,868	61,997	11,352	-	22,611	329,851
ASSAMELA	304,095	-	-	-	-	-	-	304,095
AYOUS	102,022	1765,438	4736,045	102,378	-	-	466,920	7172,803
BETE	56,917	22,255	43,294	-	-	-	21,151	143,617
BOSSE	809,680	125,209	638,379	-	37,657	-	-	1610,925
CORDIA	8,399	-	-	-	-	-	-	8,399
BIBOLI	710,863	10,678	3398,887	21,857	286,549	-	-	4428,834
PAO ROSA	22,120	-	-	-	-	-	-	22,120
DOUSSIE	162,281	46,543	460,329	45,278	264,126	-	-	978,557
PADOUK	104,363	-	-	-	-	-	-	104,363
FRAKE	3394,617	-	-	-	-	-	-	3394,617
IROKO	41,283	1015,266	1733,861	642,182	1414,690	-	-97,023	4944,305
KOSSIPO	-	68,444	-	75,690	-	-	-	144,134
MOABI	-	4224,203	7600,815	1569,439	916,454	71,532	420,627	14803,070
MOVINGUI	8,398	3469,768	-	3,079	-	-	427,902	3909,147
SAPELLI	6943,546	1225,598	13204,647	929,891	4218,948	274,459	59,080	26856,169
SIPO	981,827	1032,281	6763,473	650,995	1009,832	66,296	19,741	10524,445
TALI	-	171,900	1500,687	490,910	-	-	-	2163,497
TIAMA	-	-	82,825	-	45,774	7,226	-	135,825
TOTAL	1665,748	13518,592	40239,110	4593,696	8205,382	419,513	1621,783	82263,824

ANNEXE 31. STATISTIQUES ENTREE DES GRUMES A L'USINE SFID DIMAKO

ESSENCES	1 ^{er} SEMESTRE		2 ^e SEMESTRE		TOTAL	
	NP	VOLUME	NP	VOLUME	NP	VOLUME
AYOUS	2625	18818,866	8517	57165,180	111442	75984,646
LOTOFA	184	222381,370	1150	5023,295	1334	234404,665
SAPELLI	133	210413,530	399	2015,897	532	212429,427
ILOMBA	115	499,612	127	531,520	242	1031,132
FRAKE	12	59,584	12	59,584	24	119,168
BOSSE	-	-	06	14,693	06	14,693
BETE	29	99,893	29	99,893	58	199,786
TOTAL						

ANNEXE 32 . MODELE DE PLANIFICATION DES ACTIVITES DE TERRAIN

PERIODE D'AVRIL-MAI 1999.

	Lieu	ACTIVITES
Semaine 1	Somalomo	Voyage/Yaounde –Somalomo et travaux à Somalomo.
	PFC	Diagnostic de l'état des titres d'exploitation forestière 1.
	Chefferies	Diagnostic des œuvres socio -économiques réalisées.
	Mairies	Etat de recouvrement des redevances forestières.
	Sous-préfecture	Recherche des pv de résolutions des conflits populations riveraines/exploitants forestiers.
	Conservateur	identification des principales voies d'évacuation des grumes. Evaluation de l'état d'avancement du dialogue PALLISCO/ECOFAC.
	Bengbis et villages	Voyage : Somalomo-Bengbis.
	PFC	- Diagnostic de l'état des titres d'exploitation forestière 2.
	Chefferies	Diagnostic des œuvres socio -économiques réalisées.
	Mairies	Etat du recouvrement des redevances forestières.
Sous-préfecture	Recherche des pv de résolutions des conflits populations riveraines/exploitants forestiers. Identification des principales voies d'évacuation des grumes Voyage : Bengbis-Djoum	
Semaine 2	Dimpan et Kompia	Voyage : Somalomo-Dimpan-Kompia - Evaluation de l'impact de l'exploitation forestière Diagnostic des œuvres sociales Nombre d'emplois générés Activités socio-économiques induites Visite du chantier Pallisco 1818
	Chefferies	Identification des principales voies d'évacuation des grumes Identification et évacuation des pratiques en matière d'exploitation forestière. Coupe ; respect des limites, marquage des billes et souches ; respect des DME etc. Identification des axes de collaboration exploitants forestiers/projet de conservation. Voyage : Dimpan-Messamena
	Messamena	- Diagnostic de l'état des titres d'exploitation forestière 3
	PFC	Diagnostic des œuvres socio -économiques réalisées.
	Chefferies	Etat du recouvrement des redevances forestières
Semaine 3	Mairies	Recherche des pv de résolutions des conflits populations riveraines/exploitants forestiers.
	Sous-préfecture	Identification des principales voies d'évaluation des grumes
	Eboumetoum	Voyage : Messamena-Eboumetoum Evaluation de l'état d'avancement de la collaboration Pallisco/ECOFAC
	Pallisco	Identification et évaluation des pratiques en matière d'exploitation forestière. Coupe ; respect des limites, marquage des billes et souches ; respect des DME etc. Voyage : Eboumetoum -Lomié

